

land



N°47 · 21.11.2025 · 72. Jahrgang

Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

POLITIK

Vraiment capital

Le plafonnement des loyers n'est peut-être pas l'outil adéquat pour remédier à la crise du logement. Illustration avec quatre appartements d'une même résidence

„Dir sidd Pionéier!“

Die Alphabetisierung auf Französisch steht ins Haus. Diese Woche machte Bildungsminister Claude Meisch das dem Lehrpersonal und der Öffentlichkeit schmackhaft

WIRTSCHAFT

Le gaming à la manette

Le jeu vidéo a son lobby. Avec la réforme du Film Fund, il engrange son premier succès

FEUILLETON

« Dynamique d'escalade »

Le criminologue belge Johan Deklerck analyse comment parents, enseignants et médias peuvent involontairement amplifier un conflit scolaire

MADE IN LUXEMBOURG

25 Jahre nach Lissabon

Eine zehnsseitige Beilage zur Innovation in Luxemburg



„Force in innovation“

IIII Stéphanie Majerus

Luc Frieden trägt graue Turnschuhe und ein schwarzes Daunengilet; vor ihm hält ein weißes, fahrerloses Robotaxi von Waymo an. In dem Video, das er auf Instagram hochgeladen hat, befindet er sich in San Francisco. Nachdem er eingestiegen ist, wandelt sich der CSV-Premier zum Beifahrer: Das Lenkrad liegt nicht unter seiner Kontrolle, es liegt nicht in seiner Hand. Als würde ein Geist es führen, dreht es sich nach links und rechts. Frieden wird gefahren – von einer Kraft, deren Antlitz man kaum kennt. „I am the passenger“, dröhnt die Off-Musik auf seinem Insta-Kanal. Die im Video veranschaulichte Beifahrerrolle dürfte jener ähneln, die der luxemburgische Premier vergangene Woche beim Treffen mit Amazon-CEO Andy Jassy innehatte. Eigentlich war Friedens selbsterklärte „Mission“, die „Wirtschaftsbeziehungen zwischen Luxemburg und den Vereinigten Staaten zu stärken“. Doch bereits vor dem Treffen war bekannt geworden, dass Amazon womöglich rund 100 Stellen in Luxemburg abbauen könnte. Seit Dienstag kursiert nun die Zahl von 470 Arbeitsplätzen – eine Zahl, die weder Amazon noch die Gewerkschaften bislang bestätigt haben. Das entspräche etwas mehr als zehn Prozent der Belegschaft.

Immer wieder wird berichtet, dass das Unternehmen einen hohen Leistungsdruck auf seine Mitarbeiter ausübt. Gegenüber dem *Land* erzählte eine Person, sie habe bei dem US-Unternehmen wegen Burn-out gekündigt. Andere berichten von langen Arbeitsabenden, bedingt auch durch die Zeitunterschiede zum Hauptsitz in Seattle – da sei es schwer, Hobbys nachzugehen. Im Wort berichtete diese Woche ein ehemaliger Mitarbeiter, in spezifischen Leistungssteigerungs-Programmen werde die Messlatte „unglaublich hochgelegt und immer wieder angehoben, sodass man kaum eine Chance hat“, die verlangten Resultate zu erreichen. Zeitweise würden bis zu zehn Prozent der Belegschaft diesen Leistungsmanagement-Modulen unterliegen, die Mitarbeitende scheinbar zur Kündigung motivieren sollen. Auch die angekündigte Entlassungswelle dürfte dem Arbeitsklima bei Amazon nicht zuträglich sein. Viele Blue-Card-Holder aus Indien müssen fürchten vor Weihnachten eine Kündigung im Postfach zu haben. Ihr Visum ist an ihren Arbeitsplatz gebunden; drei Monaten bleibt ihnen dann, um einen anderen Job zu finden, oder das Land zu verlassen.

OGBL-Pressesprecher Olivier Landini sprach am Donnerstag im *Quotidien* von einem Kündigungsausmaß, wie man es „seit Jahrzehnten“ nicht mehr erlebt habe, es sei eine „soziale Katastrophe“. An diesem Freitag komme der Regierungsrat zusammen, um sich zu beraten, sagte der CSV-Arbeitsminister Georges Mischo seinerseits, und fügte hinzu: „Ich bin wirklich besorgt“. Vor einer Woche noch lobte der CSV-Premier nach einem Treffen mit Amazon-CEO Andy Jassy in Seattle, das Unternehmen sei „one of our largest employers, a cornerstone of our economy, and a driving force in innovation.“ Inwiefern Entwicklungen in der KI für die weltweite Entlassung von voraussichtlich 30 000 Mitarbeitern eine Rolle spielen, ist ungewiss. Die *New York Times* hat sich mit Experten unterhalten, die bisher eine eher indirekte Rolle ausmachen: Der Punkt, an dem aufgrund von KI massenhaft Leute entlassen werden könnten, sei noch nicht erreicht; zudem sei kein direkter Zusammenhang zwischen Teams, die mit neuen Softwaretools arbeiten, und dem Anteil an Entlassungen auszumachen. Es sehe so aus, als wolle Amazon an Personalkosten sparen, um mehr Geld in beispielsweise Rechenzentren zu investieren (dabei hat Amazon letztes Jahr eigentlich einen Gewinn von 21 Milliarden verbucht). Und: Obwohl die Entlassungen heute noch nicht mit Automatisierungsprozessen zusammenhängen, wette man darauf, dass die Entlassenen künftig überflüssig sein werden. Derweil trägt der Premier fast schon roboterhaft seine Message in die Welt; er wolle „Luxemburg als Daten- und Technologie-Zentrum stärken“, wie er während seiner Reise in die USA sagte. Die Kraft, die Premier Frieden jedenfalls am Mittwoch im Griff hatte, hatte ein Antlitz. Die Botschafterin Stacy Feinberg hielt ihn an seiner Hüfte fest. ●



Vraiment capital

IIII Erwan Nonet

Le plafonnement des loyers n'est peut-être pas l'outil adéquat pour remédier à la crise du logement. Illustration avec quatre appartements d'une même résidence

Cela fait 105 ans que le dossier de la loi sur le bail à loyer est d'actualité à la Chambre des députés. Les débats (dont les termes sont pratiquement identiques depuis l'origine), les lois et les amendements n'ont pratiquement rien changé : l'impact des mesures prises est inversement proportionnel au nombre d'heures passées à les discuter (à la Chambre comme dans les médias).

La première loi a été votée le 29 mars 1920 (gouvernement Reuter). Actualisée le 14 février 1955 (gouvernement Bech/Bodson), puis le 21 septembre 2006 (gouvernement Juncker/Asselborn I), elle est encore modifiée en 2022 sous l'impulsion d'Henri Kox (Déi Gréng). Aujourd'hui, le ministre du Logement Claude Meisch (DP) tente à son tour d'apporter sa patte à un texte qui n'a jamais atteint son but. Un des piliers de la loi est la notion de capital investi, introduite dès 1955. Déjà, le loyer annuel ne devait pas excéder cinq pour cent de la somme nécessaire à la dernière acquisition du bien et aux travaux d'entretien ou de rénovation réalisés depuis.

Prime à l'oubli

Or des jurisprudences récentes ont démontré que l'application de ce mécanisme est à géométrie variable. Depuis cinq ans, la Justice n'a traité que cinq affaires de ce type, rappelait mercredi à la Chambre des députés Paulette Lénert (LSAP), lors d'une heure d'actualité réclamée par Déi Lénk. Malgré ce nombre étonnamment bas, la cohérence des décisions ne saute pas aux yeux.

Dans l'affaire du locataire du Limpertsberg, les juges (jusqu'à la Cour de cassation) ont appuyé la position du propriétaire qui n'avait pas l'intention d'appliquer la loi. N'ayant pas fourni les documents à même de déterminer le montant de ses investissements dans un appartement (le fameux capital investi), le tribunal s'est chargé d'effectuer ses propres estimations, en défaveur du locataire.

À contrario, à Esch-sur-Alzette, un propriétaire qui avait, lui, fourni plusieurs classeurs remplis des factures attestant des travaux réalisés pendant trois décennies dans un appartement qu'il destinait à la colocation, s'est vu imposer un loyer maximum de 1 670 euros par le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, alors qu'il demandait auparavant 2 850 euros. La décision aurait-elle été la même si, comme dans l'affaire du Limpertsberg, il n'avait pas apporté ses dossiers?

Lors d'une commission parlementaire, le 25 septembre dernier, le coordinateur de l'Observatoire de l'habitat Antoine Paccoud avait été très clair : « Le mécanisme du capital investi n'est pas opérationnel dans un cadre intransparent. » Tout le monde en est conscient, personne ne remet en cause l'inefficacité de loi.

Répondant au *Land*, le ministère du Logement constate également son impuissance : « L'application du plafond n'est pas automatique, elle nécessite qu'un locataire s'estime lésé et saisisse la commission des loyers communale (ou, en second recours, le juge de paix) afin de vérifier que le loyer respecte

bien le plafond légal. Cela crée de facto des inégalités, car seuls les locataires bien informés de leurs droits et disposés à engager ces démarches bénéficient pleinement de la loi. »

Le député écologiste Meris Sehovic a présidé la commission des loyers d'Esch-sur-Alzette de 2021 à 2023. « Nous avons traité une dizaine de cas, mais un seul propriétaire a fourni les informations sur le capital investi et cela s'est retourné contre lui... » Son expérience à la tête de la commission a été marquée par un sentiment d'impuissance. « Nous n'avions pratiquement aucun outil pour protéger les locataires. Le seul dispositif efficace de la loi sur le bail à loyer est l'interdiction d'une hausse du loyer de plus de dix pour cent par an. » Le reste du temps, les sessions de la commission se résumaient à des tentatives de médiations infructueuses et à du conseil.

La question se pose, aussi, de maintenir ces commissions des loyers à l'échelle locale. Chaque commune de plus de 6 000 habitants doit en disposer. Les plus petites peuvent se regrouper, ou se greffer sur une commune plus grande. « Il faut professionnaliser ces instances », pense Sehovic. « Dans beaucoup de communes, ce sont des élus qui ne sont pas spécialistes qui y siègent. La matière est très complexe, comment voulez-vous qu'ils s'en sortent ? ». L'écologiste milite pour une commission des loyers nationale, voire des commissions régionales.

Erreur 404

Mercredi, le ministre du Logement a reconnu que, souvent, les personnes qui ont le plus besoin de la commission des loyers ne savent même pas qu'elle existe. Il a évoqué l'association Mieterschutz, financée par son ministère, qui se charge d'aider les locataires. Mais il semble compliqué de s'en contenter. Sur son site web, aucun document n'est accessible. Chaque clic renvoie vers une « erreur 404 ». Le formulaire de contact prévient que « l'activité du Mieterschutz est basée sur le travail de bénévoles » et que l'association ne dispose pas de bureaux.

Devant la Chambre, Claude Meisch a aussi admis que davantage de transparence était indispensable. Par exemple, il a assuré ne pas être contre l'inscription obligatoire du capital investi dans le contrat de bail. Cette réforme, déjà demandée par Henri Kox, avait été finalement abandonnée devant le tollé général qu'elle avait provoqué à l'époque. Si aujourd'hui, les députés n'ont plus l'air d'y être hostiles, ce mécanisme permettrait-il vraiment de changer la donne ? La question se pose.

Pour illustrer ce propos de manière concrète, le *Land* s'est procuré les actes notariés de quatre appartements d'une même résidence construite en 1989, située au Kirchberg. Leurs superficies sont similaires, comprises entre 75 et 85 mètres carrés. Seules leurs dates d'acquisition changent, et donc le capital investi par les propriétaires.

[...]

[Suite de la page 3]

Un outil Excel, disponible sur le site du ministère du Logement, permet de calculer le loyer maximum, selon les dispositions de la loi. Il suffit de remplir le tableur avec différentes données (date de construction, date et coût d'acquisition, date de mise en location, date et coût d'éventuels travaux...) et la calculatrice, qui prend également en compte les critères d'inflation et de vétusté, livre la limite légale.

Pour obtenir des chiffres comparables, nous avons déterminé de manière arbitraire que les quatre appartements ont été mis en location le 1^{er} novembre 2025 et que les propriétaires ont réalisé dix mille euros de travaux tous les dix ans. L'amplitude entre le loyer le plus bas et le plus élevé serait énorme : 1 873 euros.

Le loyer le moins cher concernerait un appartement de 75 mètres carrés acheté en 1989, alors en Vefa. Le propriétaire, qui a déboursé 3 660 000 de francs luxembourgeois pour l'acquérir (90 756 euros), ne devrait pas pouvoir le louer aujourd'hui plus de 771 euros par mois. Pour un bien de 85 mètres carrés acheté 262 500 euros en 2003, le loyer maximum serait de 1 413 euros. Pour un autre de 79 mètres carrés, qui a coûté 600 000 euros en 2017, le propriétaire pourrait demander jusqu'à 2 644 euros. Enfin, pour le dernier de la cohorte, acheté 489 000 euros en 2022 et fort de 76 mètres carrés, le loyer maximum serait de 2 004 euros.

Une recherche sur Immotop montre que, pour des appartements de même type situé dans le même quartier, il faut compter entre 2 325 et 3 170 euros.

Pour les législateurs, imposer des loyers plus bas pour les biens achetés depuis longtemps se justifie car le logement est amorti depuis longtemps. La plus-value latente, potentiellement réalisée en cas de vente, est un autre argument. L'application de la loi profiterait en premier lieu aux locataires qui habitent déjà un logement et qui verraient leur loyer diminuer. Il est d'ailleurs probable que, face à cet effet d'aubaine, ces locataires restent plus longtemps qu'ils ne l'imaginaient dans ce bien.

Le ministère estime qu'« une meilleure application de la loi permettrait de corriger les excès et de freiner la hausse des loyers, contribuant ainsi à améliorer l'abordabilité des logements existants ». Mais il est tout aussi imaginable que les pro-

priétaires de logements achetés il y a longtemps (ou leurs héritiers) préfèrent vendre le bien et encaisser la plus-value, plutôt que de le louer à un montant très au-dessous du prix du marché. Le marché locatif perdrait ainsi ce logement abordable, qui rejoindrait la légion des locations onéreuses.

Flou statistique

Le mécanisme du plafond déterminé par le capital investi ne représente peut-être pas la panacée promise depuis 70 ans. D'autres possibilités sont thématiques. La création d'un cadastre des loyers (mis à jour à chaque changement) est, par exemple, sur la table. Il permettrait de comparer les loyers d'un même quartier et mettrait en lumière ceux qui seraient excessifs.

L'idée séduit, mais elle se heurte au sempiternel problème du manque de données. Au grand dam de l'Observatoire de l'habitat, qui fait avec ce qu'il a. « Nous n'avons pas de base de données sur les locataires, on ne connaît pas le nombre de logements construits chaque année, le nombre de ménages n'est précisément connu que tous les dix ans, lors du recensement (et encore, il y a des problèmes de remplissage)... », énumère Antoine Paccoud. Lors des discussions en commission et à la Chambre, il est apparu que les données fiscales n'étaient pas exploitables... faute d'être numérisées. Paulette Lenert s'étonnait de cet archaïsme, indigne d'une autoproclamée start-up nation.

Les données existent, par contre, pour objectiver la situation de plus en plus précaire d'une partie croissante de la population. Un constat au sein duquel la cherté du logement prend une part essentielle, comme l'expliquaient plusieurs scientifiques de l'Observatoire de l'habitat le 25 septembre lors de la commission Logement. Les loyers augmentent plus vite que l'inflation, ce qui n'est pas le cas dans les pays voisins. Le taux d'effort moyen des locataires est de 39,3 pour cent (chiffres de 2023), soit une augmentation de 25 pour cent depuis 2016. Pour les vingt pour cent de locataires les moins aisés, le loyer représente plus de 55 pour cent de leurs revenus. Le taux d'effort des familles monoparentales (des femmes dans 80 pour cent des cas) est en moyenne de cinquante pour cent (dix pour cent de plus qu'en 2016). Cette progression du taux d'effort n'existe pas chez nos voisins. Il est stable en France et en Belgique et diminue en Allemagne, où le mécanisme de régulation des loyers est efficace.

Pour les législateurs, imposer des loyers plus bas pour les biens achetés depuis longtemps se justifie car le logement est amorti depuis longtemps

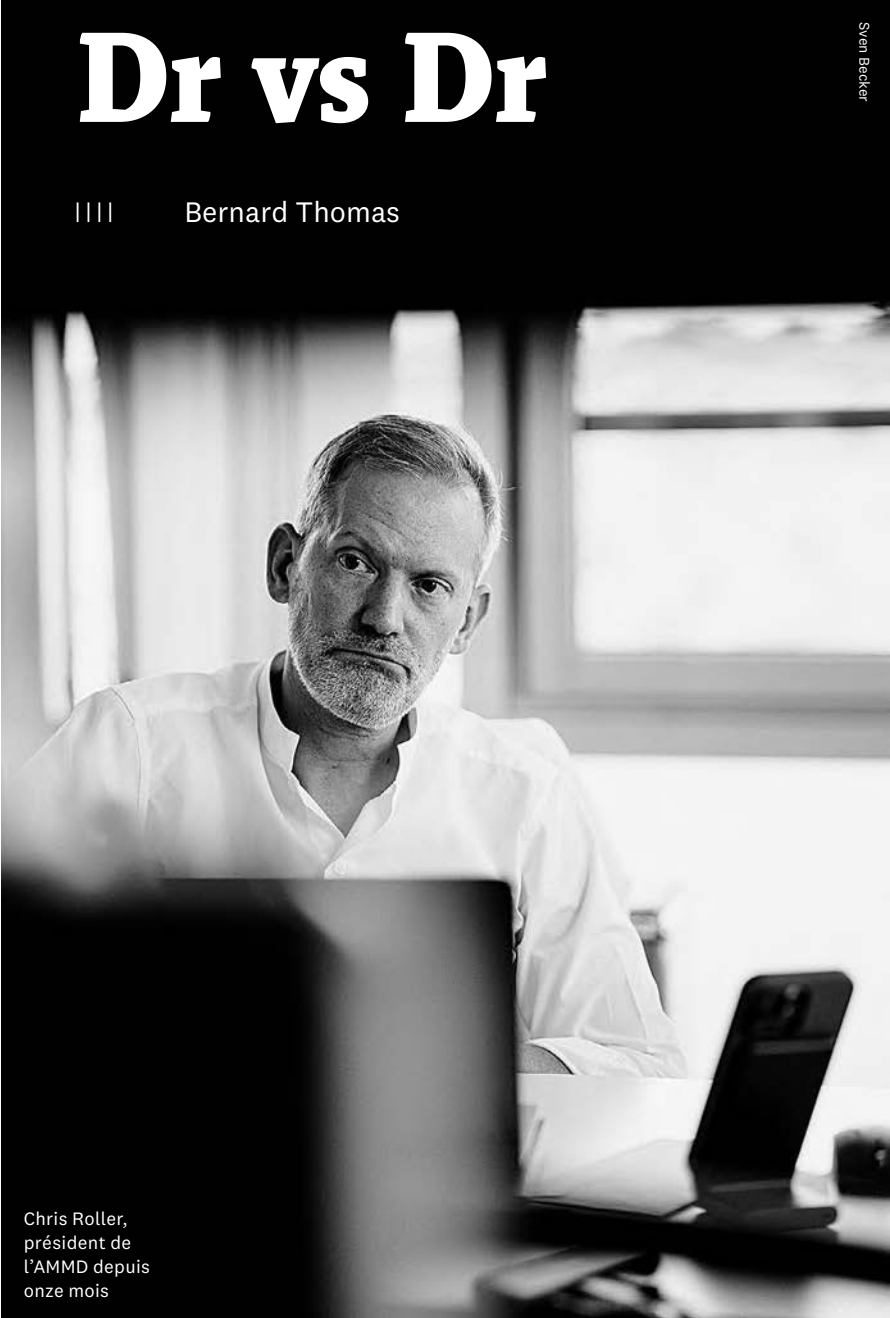
De l'autre côté du spectre, 28 472 personnes possèdent plus d'un bien immobilier. 12 868 en ont au moins trois, 3 759 au moins cinq et 761 au moins neuf. Selon les chiffres de l'Observatoire, trente pour cent de la population (les locataires) transfèrent chaque mois soixante millions d'euros à trente autres pour cent des habitants (les bailleurs).

Devant ce constat d'asymétrie croissante que personne ne discute, les discours politiques sont, eux, loin d'être alignés. Le chef de fraction DP Gilles Baum avançait mercredi qu'« un loyer était un arrangement entre propriétaire et locataires », sans évoquer le rapport de domination qui le régit. Il insistait également sur la nécessité d'un rendement locatif élevé, puisque « nous avons besoin de personnes qui investissent pour créer du logement. L'État ne peut pas tout faire », poursuivait le libéral. Paulette Lenert rappelait que les six mille personnes sur les listes d'attente pour l'obtention d'un logement abordable n'avaient d'autres choix que de trouver un bien sur le marché libre. Meris Sehovic anticipait la présentation du plan contre la pauvreté, la semaine prochaine, par le ministre de la Famille Max Hahn (DP) : « Avec une bonne politique de protection des locataires, bon nombre des mesures de ce plan seraient inutile. » ●



Plus un logement a été acquis il y a longtemps et moins son loyer devrait être onéreux, selon la loi

Sven Becker



La direction de l’AMMD voit son monopole contesté par un nouveau concurrent

Le monopole de représentation de la puissante l’AMMD va-t-il vaciller ? Une concurrence pourrait émerger le 1^{er} décembre, lors de l’AG extraordinaire de l’Asbl Médecins salariés hospitaliers (MSH). L’invitation parle d’« un contexte politique particulièrement instable », qui obligerait « plus que jamais » les médecins hospitaliers « à défendre collectivement » leurs intérêts. L’AG doit entériner un changement des statuts. L’acronyme MSH restera le même, mais le « s » pour « salariés » deviendra un « s » pour « secteur ». L’association, qui représente les médecins du CHL (et revendique 150 membres), veut s’ouvrir à l’ensemble des docteurs « ayant une activité hospitalière », qu’ils soient salariés ou libéraux. Le CA devra refléter cette diversité avec des représentants « d’au moins quatre institutions hospitalières aigües différentes ». Même si le MSH s’en défend – « il ne s’agit en aucun cas de nous opposer à l’AMMD », lit-on dans l’invitation –, les hostilités sont ouvertes. (L’AMMD n’a pas donné suite à nos sollicitations.)

C’est dans la précipitation que la fronde commence à prendre forme. Les conseils médicaux (l’organe représentant les médecins au sein des hôpitaux) sont en train de sonder l’opinion des collègues. « Betreff : Dringende Notwendigkeit einer eigenen Interessenvertretung », lit-on sur l’en-tête d’une lettre que le conseil médical du Centre hospitalier du Nord (CHdN) adresse cette semaine à ses médecins. Une phrase est mise en évidence : « Unsere Interessen bei politischen Entscheidungen und Neuverhandlungen werden aktuell nicht ausreichend vertreten ». Puis, la *Gretchenfrage* : « Würden Sie die AMMD (falls Sie Mitglied wären) für eine MSH verlassen ? » (Les affiliations ne sont en fait pas mutuellement exclusives.) La démarche serait « zeitkritisch », note le conseil médical en conclusion. Si le MSH voulait être associé aux négociations avec la CNS, elle devrait rapidement formaliser sa nouvelle identité.

La question de la représentation du corps médical ne s’est jusqu’ici pas posée, l’AMMD (qui revendique 1 350 membres sur un total de quelque

Le complexe hospitalier riposte : OGBL s’allie à la FHL, les médecins salariés aux médecins libéraux

3 500 médecins) remplissant ce rôle depuis toujours. Le Code de la Sécurité sociale reste donc très vague sur ce point : Pour signer une convention avec la CNS, le groupement professionnel doit avoir « un caractère suffisamment représentatif ». Puis d’avancer trois critères (les « effectifs, « l’expérience » et « l’ancienneté »), qui ont en commun de désavantager les nouveaux entrants. C’est un peu David contre Goliath : Immatriculée en 2022, le MSH compte actuellement dix fois moins de membres que l’AMMD créée en 1904. Pour obtenir une place à la table des négociations, la jeune organisation devrait donc attirer en très peu de temps un très grand nombre de nouveaux adhérents provenant des hôpitaux où les médecins travaillent en libéral. Un éventuel litige au sujet de la représentativité serait tranché par le Conseil supérieur de la sécurité sociale.

Martine Deprez dit ne pas être au courant d’une recomposition au sein de la représentation médicale. La ministre de la Santé CSV confirme que les négociations avec la CNS débiteront le 17 décembre : « Mol kucken, ween virstelleg gëtt ». La présidente du MSH, Monique Reiff, présente le changement de statuts comme « une mesure de précaution ». La neurologue au CHL dit encore espérer que la pression interne fera revenir l’AMMD sur ses positions qu’elle caractérise d’« extrêmes ». Selon elle, « de très nombreux médecins » ne se sentiraient plus représentés. Interrogé sur

l’état des relations avec l’AMMD, le président du conseil médical des HRS, Cyril Thix, répondait ce mardi sur *RTL-Télé* : « Am Moment kann ech elo net soen, dass e groussen Dialog besteet tëschent de Conseils médicaux an der AMMD. »

La direction de l’AMMD s’est politiquement isolée. En résiliant la convention avec la CNS, elle a brisé un tabou. En plaçant ouvertement pour une « autonomie tarifaire » et un « conventionnement sélectif », c’est-à-dire pour une médecine à deux vitesses, elle s’est placée en-dehors du consensus social. Ses revendications maximalistes (il faudrait ainsi inciter les assureurs privés à « compléter les prises en charge des patients ») embarrassent jusqu’à ses alliés au CSV et au DP. Le ton strident n’aura pas aidé non plus. Sur *Radio 100,7*, le vice-président de l’AMMD, Carlo Ahlborn, qualifiait la CNS d’« onsittech Institution », comparant le principe du conventionnement à du « proxénétisme ». Pour ajouter à la confusion, l’AMMD a opéré un revirement sur les sociétés de médecins (qui permettent aux médecins d’embaucher d’autres médecins). Dans une lettre à la ministre du 3 octobre, elle estime que « l’exclusion totale et générale » d’actionnaires tiers serait « manifestement disproportionnée », et priverait le Luxembourg « d’opportunités de développement et d’innovation ».

L’AMMD a intensifié son lobbying pour externaliser un maximum d’opérations *low-risk* et lucratives (endoscopies, coloscopies, vasectomies) en-dehors des hôpitaux. Cela reviendrait beaucoup moins cher, « peut-être à un tiers des coûts », promettait son président, l’urologue Chris Roller, dans le *Wort*. Cette offensive a créé une levée de boucliers chez de nombreux médecins hospitaliers. Les conseils médicaux des quatre grands hôpitaux ont publié une lettre ouverte, mettant en garde contre « la logique d’outsourcing » qui conduirait à « une dégradation économique progressive du secteur hospitalier, privé des ressources générées par les actes simples et ambulatoires ». On craint une concurrence déloyale qui finira par ébranler le système des gardes et astreintes. Bref, la médecine ambulatoire devrait être « développée avec les médecins hospitaliers, et non contre eux ».

Dans une « prise de position » datant du 12 novembre (que *RTL* a rendue publique vendredi dernier), le Collège médical fustige violemment la financiarisation de la médecine : « Cette évolution perverse se manifeste, entre autres, par la création de sociétés de droit commun où la rentabilité tend à primer sur l’esprit même des plus modestes des serments, ou encore par l’emploi du terme ‘clinique’ à des fins promotionnelles. » Si la « Findel Clinic » n’est pas explicitement nommée, c’est bien elle qui semble visée. Pour lancer cette « plateforme » censée attirer les médecins-spécialistes étrangers (qui y exerceront en indépendants), Alain Schmit et Philippe Wilmes, ancien président respectivement vice-président de l’AMMD, se sont associés avec le promoteur Marc Giorgetti, l’ancien auditeur et conseiller d’État Alain Kinsch et le banquier Marc Hoffmann. Se sentant mal compris, Alain Schmit se défend ce lundi sur deux pleines pages dans le *Quotidien*. Le terme « clinic » serait à entendre dans le sens anglais, assure-t-il, c’est-à-dire comme simple cabinet : « Honnêtement, ce n’était pas une provocation de notre part. »

Dans ce capharnaüm, d’étranges alliances se forment. Ce mardi, l’Union des syndicats et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) ont publié un communiqué commun : « Les deux parties convergent largement dans leurs analyses », y lit-on. Les centres ambulatoires devraient être reliés « organiquement » aux hôpitaux et la convention collective FHL (probablement la plus avantageuse du pays) appliquée de manière « inconditionnelle ». L’OGBL est décidé de protéger coûte que coûte son principal bastion. (Union syndicale oblige, Patrick Dury suit le *lead* de Nora Back, bien qu’en 2023 encore, il fustigeait « l’économie planifiée » et « les idéologies socialistes » dans le domaine de la santé.) Pour l’OGBL, le complexe hospitalier a succédé à l’industrie lourde, l’infirmière a remplacé le sidérurgiste. À la manifestation du 28 juin, le bloc Santé était de loin le plus fourni et le plus dynamique. Après des réticences initiales, la ministre signale une ouverture : « Si nous inscrivons les

antennes dans la loi hospitalière, alors ce sera difficile de ne pas appliquer la convention collective », dit-elle au *Land*. Et d’ajouter, presque à contre-cœur : « Ech denken, da komme mir net dolaanscht. »

Luc Frieden (CSV) tente de rassurer. Il rappelle les lignes rouges de l’accord de coalition : Un déconventionnement est exclu, tout comme le sont les investisseurs tiers dans les sociétés de médecins. Mais comme souvent, le CEO trébuche sur les détails d’un dossier qu’il maîtrise à moitié. Fin octobre, sur *RTL-Radio* il avait péremptoirement réclamé plus d’antennes « ausserhalb vun de Spideeler, lass-geléist vun de Spideeler ». Vendredi dernier, sur *Radio 100,7*, il a relativisé : Ces antennes ne devraient pas « dépendre totalement » d’un hôpital. Et d’ajouter : « En Dokter huet ëmmer iergendee Lien mat engem Spidol, wann eng Urgence kënnst ». Or, c’est exactement le cauchemar des médecins hospitaliers : Que d’autres enchaînant les actes lucratifs *nine to five*, alors qu’eux se retrouvent avec les complications, les astreintes et les urgences.

Face au *Land*, Martine Deprez précise les propos du Premier ministre : La question des antennes extra-hospitalières sera réglée « dans le cadre de la loi hospitalière » et les médecins qui voudront y exercer « garderont un lien de coopération [partnerschaftlech] avec l’hôpital » pour garantir la continuité des soins et l’accès rapide aux urgences. La ministre relativise les déclarations de Luc Frieden sur un autre point. Interrogé par le *Tageblatt* sur l’emplacement des futures sociétés de médecins offrant des analyses et des opérations ambulatoires, celui-ci avait estimé qu’un « liberaler Beruf sucht sich aus, wo er seine Tätigkeit am besten anbieten zu können gedenkt ». Martine Deprez s’affiche nettement plus dirigiste : Il faudrait appliquer « des critères géographiques » pour décider ce qui fait sens à quel endroit. Ce jeudi Martine Deprez se tenait devant la Chambre pour répondre à une question élargie de Carole Hartmann. La nouvelle femme forte du DP est en charge du dossier santé, et c’est elle que l’AMMD met en copie de ses lettres au gouvernement. La ministre se garde généralement de grandes déclarations politiques. Elle préfère un argumentaire procédurier et formaliste. Ce jeudi, elle précise que les demandes soumises par des médecins seront traitées comme celles des hôpitaux, « genau d’selwecht ofgewéckelt », aux mêmes conditions, et avec un financement similaire. Aux hôpitaux, elle promet « e gesonden *case mix* » entre interventions légères et lourdes.

À l’opposition de gauche, Martine Deprez inspire une certaine sympathie, à moins que ce ne soit de la pitié. Elle paie, de nouveau, les pots que Luc Frieden a cassés, a lâché le député Déi Lénk Marc Baum, lundi dernier dans la commission de la Santé. Djuna Bernard (Déi Gréng) croit avoir identifié le problème dans l’« expectation management » du Premier ministre : « Que ce soit l’UEL ou l’AMMD, il n’arrête pas de faire des promesses à sa clientèle. Ce n’est que plus tard, une fois confronté à la Realpolitik, qu’il se rend compte que ce n’est peut-être pas si évident. » Le député socialiste Mars Di Bartolomeo estime que Deprez (« ee kllassesche Sécu-Soziale-Mënsch ») se retrouverait coincée « entre le marteau et l’enclume ».

Sur le dossier de la santé au moins, Luc Frieden et le DP sont alignés. Durant la campagne électorale, les deux partis *bürgerlich* s’étaient rejoints dans leur critique du « dirigisme socialiste » promettant plus d’IRM extra-hospitaliers « fir séier bäizekommen ». Ils prenaient pour cible la *shooting star* du LSAP, Paulette Lenert, en reprenant les éléments de langage de l’AMMD. C’est de manière très ostentatoire que le CSV affiche ce mardi son unité dans un communiqué signé à la fois par le parti et la fraction. (Une occurrence rare dans la communication chrétienne-sociale.) Comme un serment d’allégeance, le texte récite les principaux éléments de l’accord de coalition. La ministre y travaillerait « mit Nachdruck », ce que le CSV saluerait « ausdrücklich ». Martine Deprez s’engage donc formellement à suivre la voie tracée par l’accord de coalition. L’ironie de l’histoire est qu’elle n’a pas siégé dans le groupe de travail qui a rédigé le chapitre Santé. À l’inverse de Philippe Wilmes qui s’était, lui, assuré une place dans la délégation du DP. ●

B L O G

P O L I T I K

Mehr Schutz

Am gestrigen Donnerstag war Weltkindertag. Passend dazu erschien diese Woche der Jahresbericht des Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (Okaju). Darin wird für mehr Regulierung, was Kinderschutz im Internet angeht, plädiert, insbesondere für einen Rechtsrahmen für die Nutzung sozialer Medien: Der Okaju schlägt ein Mindestalter von 15 Jahren vor. (Australien hat eine Altersgrenze von 16 Jahren eingeführt, Neuseeland und Dänemark werden bald nachziehen.) Thematisiert wird auch der Schutz vor pornografischen Inhalten. Ombudsman Charel Schmit warnt vor dem „Doppeldiskurs“ des Staates, der wirtschaftlich Profit aus diesem Sektor zieht. Ein sinnvoller, aber in der Praxis schwierig umzusetzender Vorschlag ist das Verbot der Bildschirm-Nutzung unter drei Jahren. Der Bericht unterstreicht angesichts der Verbindung zwischen dem Konsum von CSAM (*child sex abuse material*) und sexuellem Missbrauch den Bedarf nach einer

institutionalisierten Risikoanalyse, sobald eine IP-Adresse eines möglichen Täters feststeht. Gemeinsam mit der Unicef spricht sich der Okaju auch für Reformen aus, die die Kinderarmut im Land – ein Viertel der Kinder ist davon betroffen – senken: Es müsse statt mit der Gießkanne gezielter geholfen werden. ^{SP}

Enhanced Politics

Xavier Bettel (DP) peine à briller en tant que ministre des Affaires étrangères. L'ancien Premier ministre enchaîne en revanche les glorieux coups de comm’ sur son sol électoral. Après la balade du teckel Aspro avec la délégation du Cap Vert, vient l'apparition au gala de la Croix Rouge en compagnie de la star de la pop, Camila Cabello (3,2 milliards de *streams* pour son titre *Señorita* sur Spotify) et de son mec, Henry Junior Chalhoub, héritier d'une dynastie du commerce de luxe au Moyen-Orient... et administrateur à Luxembourg de Barents Reinsurance (photo : XB/Insta). Le nom de ce dernier apparaît dans le rapport d'activité 2022 du Premier Bettel, lequel recevait parfois



des « connaissances » au ministère, comme nous confirment d'anciens membres de son entourage. Le 11 mai 2022, le (alors) chef du gouvernement avait reçu Henry Chalhoub avec un autre golden boy, Christian Angermayer, patron du groupe Apeiron qui investit aujourd'hui aux côtés de Peter Thiel dans l'organisation de Jeux (pseudo) olympiques, Enhanced Games, où le dopage est autorisé. Dimanche, Xavier Bettel postait sur son profil insta une photo d'Aspro et Camila. You can't compete. ^{PSO}

„Béllege Populismus“

Robert Mehlen, ehemaliger Abgeordneter und bis vor zwei Tagen Ehrenpräsident der ADR, hat seinen Parteiaustritt angekündigt. Das Maß sei voll, schrieb er in einem Brief an die Medien, nachdem er Parteipräsidentin Alexandra Schoos die Nachricht mitgeteilt hatte. Grund für den Austritt sei die



Russland-Politik des EU-Parlamentariers Fernand Kartheiser, der vergangene Woche erneut nach Russland gereist ist. Die Aussagen Kartheisers, er habe mit russischen Verantwortlichen für den Frieden gebetet, seien „armselige Heuchelei“, seine Haltung völkerrechtswidrig und nicht mehr mit Mehlen's Werten vereinbar. Die Differenzen mit der ADR kündigten sich schon vor einigen Jahren an: Mit der Anti-Impfkampagne während der Covid-Pandemie und der Klimapolitik der neuen ADR, insbesondere der provokanten Wahlkampagne für den Verbrennermotor, war Mehlen nicht einverstanden. „Villes leeft op béllege Populismus eraus“, erklärt er im Gespräch mit dem *Land*. Er sei jedoch unter anderem aus Solidarität und Dankbarkeit gegenüber der Schoos-Familie, die auch im Osten verankert ist, weiter in der Partei geblieben. ^{SP}

J U S T I Z

Question de préjudice

Le 16 décembre 2025 fera-t-il date dans le droit de la presse ? La Cour d'appel se prononcera alors sur l'affaire opposant l'avocat

Jean-Philippe Lahorgue à la journaliste Véronique Poujol (photo : sb), à *Reporter.lu* et à son rédacteur en chef, Christoph Bumb. En février 2024, *Reporter* avait publié le récit signé Poujol de la procédure disciplinaire du Barreau à l'encontre dudit avocat. L'intéressé avait alors porté plainte en diffamation au pénal (via une citation directe). Jean-Philippe Lahorgue avait été débouté en première instance et avait interjeté appel. Lors des plaidoiries mardi, l'avocat de la journaliste, Pierre Hurt, a souligné « la portée de l'arrêt que la Cour est susceptible de rendre, un arrêt qui pourrait dépasser le cas d'espèce », s'il établit le caractère abusif de la plainte et l'identifie comme une procédure bâillon. Ce serait une première. Pierre Hurt a insisté sur l'importance de l'indemnisation des journalistes victimes de ces « Slapps », une qualification également retenue par la représentante du Parquet général dans son réquisitoire. Notamment parce que Lahorgue demande un préjudice moral « manifestement excessif » de 200 000 euros. « On ne donne même pas ça aux parents pour un enfant mort », s'est emporté Pierre Hurt à la barre. « Le slappeur gagne même quand il perd devant les tribunaux. Il aura infligé le coût de la défense en justice et un préjudice moral. Il faut à tout prix indemniser les journalistes », a poursuivi le spécialiste de la liberté d'expression (*d'Land*, 14.11.2025) après avoir recensé la poignée de procédures intentées contre sa mandante ces deux dernières années. Sont demandés la restitution des frais d'avocats, 10 000 euros de préjudice moral et 5 000 d'indemnités de procédure, pour « mieux protéger les journalistes, chiens de garde contre les abus de pouvoir en démocratie ». Au juge de prendre acte. ^{PSO}

S A N T É



Pas de rayons X au GridX

Les édiles sudistes qui, avec les représentants d'Arcelor-Mittal, composent le conseil d'administration du Chem disent njet au GridX (photo : sb). Dans un communiqué tombé ce lundi, le Centre hospitalier Emile Mayrisch informe que son CA a « unanimement » mis un terme « avec effet immédiat » à l'examen d'une antenne de radiologie au sein du méga-complexe de la famille Giorgetti. Il faut dire que Christian Weis, le président du Chem et maire d'Esch, s'était montré réticent : « Je ne suis pas d'avis qu'il faille créer une antenne par principe juste pour avoir une antenne », disait-il, dès le mois dernier. Le député eschois Marc Baum (Déi Lénk) avait lancé la polémique : « De Promoteur huet schonn d'Sabbeldicher un », s'exclamait-il sur *RTL-Radio*. Le Chem veut désormais se concentrer sur le futur Südspidol à Esch, ainsi que sur ses sites actuels à Differdange et Dudelange, trois projets qui feraient l'objet d'une « priorité absolue ». ^{BT}

Désolation/Consolation

IIII Bernard Thomas

C'est probablement la métaphore la plus usée de la vie politique luxembourgeoise : « En Apel fir den Duuscht » (« une poire pour la soif »). Gilles Roth (CSV) en parlait sans arrêt, au temps où il siégeait sur les bancs de l'opposition. Installé rue de la Congrégation, il a trouvé un nouveau slogan : « Je suis ministre des Finances, pas compta-ble ». La célèbre pomme/poire est revenue sous forme de question ce mardi, à la fin de la conférence de presse du Conseil national des finances publiques (CNFP). Son président Romain Bausch s'est plié au jeu, tentant un moment de filer la métaphore. Sa présentation avait été plus pro-saïque : « Quelles seront les marges restantes pour réagir à des futurs chocs économiques, géopolitiques et climatiques ? »

À l'inverse du budget pluriannuel du ministère des Finances, l'évaluation de la CNFP a le mérite d'intégrer les coûts, « indicatifs et hypothé-

tiques », de la réforme fiscale et des dépenses militaires. Le grand cadeau électoral de Gilles Roth devrait coûter 850 millions d'euros par an. Il faut y ajouter 440 millions pour atteindre l'objectif de l'Otan des 3,5 pour cent d'investissements dans la « core defence ». Avec ces coûts ignorés par les prévisions budgétaires, le déficit atteindrait 2,6 milliards d'euros en 2029 (2,3 pour cent du PIB), soit le double du déficit actuellement prévu par les services de Gilles Roth. Le taux d'endettement devrait rester, d'extrême justesse, en-dessous des trente pour cent. Mais le totem a fait son temps : Ce seuil ne serait « pas une ligne rouge », expliquait récemment Gilles Roth à *Virgule.lu*. « Il ne figure pas dans notre programme gouvernemental ».

Les perspectives restent moroses. Même en ne tenant pas compte de la réforme fiscale et du réarmement, le solde devrait rester négatif sur

les quatre prochaines années. Les perspectives de croissance se situent désormais « krass » en-dessous de la moyenne des vingt dernières années, constate Romain Bausch. Autre indicateur, central mais guère plus réjouissant, l'emploi, dont la croissance est tombée à un pour cent, « un niveau historiquement faible ». Et encore : L'emploi public tire la statistique vers le haut ; un job sur trois est aujourd'hui créé par l'État (contre un sur dix par le passé). Étant donné ce ralentissement, Romain Bausch s'avoue « e bëssi erstaunt » par la prévision d'une baisse du chômage sur les prochaines années. Il s'est pourtant efforcé de finir sur une note « optimiste ». La situation serait « relativement bonne », a-t-il dit, c'est-à-dire meilleure que chez nos voisins. On pense à la célèbre phrase de Talleyrand : « Quand je me regarde je me désole, quand je me compare je me console ».

C'est en son nom personnel que Romain Bausch a finalement évoqué une « réforme des retraites », qui, à ses yeux n'en serait pas une. Il faudrait plutôt parler d'un « paquet de mesures », dont l'effet se limite à « repousser de deux ans » la trajectoire, de 2027 à 2029 (entre les deux, il y aura les élections). La réforme de 2012 avait pourtant introduit un mécanisme : Dès que les dépenses dépassent les recettes, l'ajustement et l'allocation de fin d'année doivent être réduits et les cotisations augmentées.

Treize ans plus tard, sous la pression de la CGFP, Luc Frieden renonce à faire jouer le mécanisme de Mars Di Bartolomeo. Il fait porter la charge aux seuls actifs, ne touchant pas aux pensions. « Il n'y a pas d'élément de justice intergénérationnelle », regrette Romain Bausch, toujours en son nom personnel. ●

Bommeleeër bis, de Prozess

IIII nico graf

Firwat hunn déi fréier Gendarmerie-Cheffen net d’Wourecht gesot?

Do si mer nees: Den Himmel ass blo, d’Sonn schénge, wéi deemools 20013. Am Haff vum Geriicht lafe ganz vill Leit, déi all zur selwechter Dier era wëllen, do ginn se da kontrolléiert, wéi wann se an e Fliger wéilten, an duerno ginn se déi grouss Trap erop Direktioun grouss Sall, wou den zweete Bommeleeër-Prozess soll sinn. Deen awer am Fong net esou dierft genannt ginn. An der Preparatioun ass vu Parquet a Justiz dorop e bëssen insistéiert ginn: Et wier, an der Saach, net – eelef Joer méi spët – deen zweete Bommeleeër-Prozess, mä e puer fréier Gendaarme wieren accuséiert, net well si 20 Mol gebommt hätten, 1984 bis 1986, mee well se an deem éischte Prozess 2013 kéipweis „faux témoignages“ gemaach hätten.

An am Gebai geschitt dës: Déi héich Trap erop ginn och Leit, déi schonn eng Kéier genee esou déi Trap do erop gaang sinn. Et gesäit e bëssen aus wéi eng force de frappe. Et sinn déi zwee Ugekloten aus dem Joer 2013, Scheer a Wilmes, déi deemools genee esou mat hiren Affekoten déi Trap erop komm sinn. Vill Leit waren iwuerzeegt, grad déi zwee kéimen net an dëse Prozess. An awer kommen si, Ätsch, mat der Affekotin Lydie Lorange, an et sicht een automatesch nom Gaston Vogel, dem deemolegen Affekot vum Marc Scheer.

Mä déi zwee deemools als Attentäter ugeklote fréier Gendaarmen aus der Brigade mobile sinn do, mat neien Affekoten, an d’Lydie Lorange ass den éischten Dag als Hëllef mat. A wéi. Si prägen den éischten Dag vum neie Prozess mat Interventiounen. Déi als Resultat hunn, datt ausgerechent déi zwee éischt Ugekloten sech als *parties civiles* constituéieren – si fuerderen eng hallef Millioun pro Kapp. An zwar fuerderen si déi am Fong jo géint hier fréier Cheffen, déi weinst falschen Aussoen ugeklote sinn. A vun do u gëtt et elo an deem Prozess déi kokass Situatioun, datt hannen am Sall, direkt virun der Press, zwee fréier Ugeklote sëtzen, déi genee suivéieren, wéi hier fréier Cheffen sech behuelen, wat déi soen. An am Raum steet jo d’Fro, wat wëssen déi eng vun deenen aneren? Wéi kënnen si sech géigesäiteg ënner Drock setzen? Et ass e bësse wéi wann zwee verfeinte, mä fréier befrënte Clanën zesummen am Prozess séizen. An als Vertrieeder vun de *parties civiles* hunn d’Affekote vu Scheer a Wilmes elo Accès an den Dossier vun dësem Prozess; si sinn elo beschdens informéiert, wat déi fréier Cheffen an de Verhéier a beim Untersuchungsrichter gesot hunn. Eng extrem spannend Situatioun, *qui promet pour les prochains jours*.

De Prozess huet eng Allure vun Amiperas a Konveniat. Dee jéngsten Ugekloten ass 65 Joer al, deen eelsten ass der 97 a mam Rollator ënnerwee. Ursprüngelech sollten aacht Männer de Prozess gemaach kréien, vun deene sinn der awer schonn zwee gestuerwen, en drëtte wier dement, en aneren hätt psychiatresch Problemer, e weideren hätt massiv kardiologesch Problemer an e seet selwer, hie wier zockerkrank, a fret, ob dat Influence op seng Memoire hätt. Jee, 40 Joer no den Explosioune wëssen net nëmme ganz vill Leit am Land näischt méi vun de Bommeleeër, mä och déi, di aus wat fir Grënn och ëmmer vill wësse missten, sinn zum Deel net méi do oder am Fong net méi verhandlungsfäeg. „Le temps de la justice“, hat de fréiere Procureur Robert Bieber emol eng Kéier gekeimt, an esou wor et, an esou ass et, alles laang hier.

Et geet an dësem Prozess ëm déi *faux témoignages*, déi d’Ugekloten am éischte Prozess solle gemaach

hunn. D’Riichterin hat do genee Zuele parat: Een hätt 33 Mol e *faux témoignage* gemaach, en anere 25 Mol, en drëten 19 Mol, et cetera.

An der Haaptsaach wäert et wuel bei deene Falschaussoen ëm zwou Observatiounen op den deemools verdächtege fréiere Chef vun der Brigade mobile de la gendarmerie, Ben Geiben, goen. Deen hat en extreem gudden Image an der Gendarmerie a gouf als zukünftegen héchsten Offizéier gehandelt. Mä du gouf hie Gendarmerie-intern als schwul geout a forcéiert, ze demissionéieren an d’Land ze verloossen. Fréier Kolleegen hu geduecht, aus Revanche géint säin ale Corps a fir d’Gendarmerie lächerlech ze maachen, hätt hien d’Bomme geluecht oder leeë gelooss, vläit mat Hëllef vum Jos Steil aus der Brigade mobile. Wat ni bewise ginn ass.

Am Oktober 1985 sollt de Ben Geiben zu Bréissel observéiert ginn, vun dräi Gendaarmen, eng Observatioun, déi schif gaang ass (aus Grënn, déi vläit, vläit an dësem Prozess gekläert ginn). Dunn, um Weekend, sollt de Geiben op Lëtzebuerg gelackelt ginn, vun ebe sengem Frënd Jos Steil. Dee sot, de Ben kéim. Eng Observatioun ass organiséiert ginn. Samschdes mëttes sot de Jos Steil, de Geiben kéim net, d’Observatioun ass ofgebrach ginn. De Geiben ass awer an d’Land komm, huet owes um Bock-Fiels an engem Restaurant mat sengem Frënd giess. An um 23.02 Auer ass um Palais de Justice d’Bomm explodéiert. Déi huet de Büro vum Juge d’instruction zerstiéiert, dee mat der Bommeleeër-Saach befaasst war. Nuets ass d’Observatioun op de Geiben erëm opgehol ginn. Deen ass mueres aus dem Holiday Inn erauskomm, ass an d’Villa Chomé zu Eech gefuer, wou de Jos Steil gewunnt huet. Dee war net doheem. De Geiben war awer iwuer eng Stonn an der Villa, ass erauskomm an huet grouss Kiwwele mat anscheinend Planzen dran a säin Auto gestallt, ass an de Reckendall op de Schéissstand gefuer, huet do mam Jos Steil diskutéiert an ass du, *à toute allure*, Richtung Bréissel fortgerannt. An dat alles ënner den Ae vu Leit aus dem Geheimdéngscht Srel, déi hien observéiert hunn, déi awer kee Recht haten, hien ze arrétéieren.

Zwee Leit haten sech also ganz verdächtege beholl, de Steil an de Geiben. Een Agent vum Srel huet an deem Sënn doriwwer e Bericht geschriwwen, deen awer eréischt 2004 opgedaucht ass. A méindes, nom Geiben-Besuch am Land a no der Bomm um Geriicht war – miraculeusement – d’Spuer Geiben fir d’Gendarmerie dout. Ouni Explikatioun, a kee Gendarmeries-Chef huet intervenéiert, fir dat ze änneren.

A genee dowéinst, well se dat am éischte Prozess net oder total widderspréchelech kommentéiert hu, stinn se haut virun der Riichterin. Den Enquêteur Marc Weis huet am Prozess dee ganze Virgang presentéiert, an et ass kloer, datt déi avortéiert Observatioun de *plat de résistance* vum aktuelle Prozess si wäert. Och de Jos Steil wier elo en Ugekloten, mä deen ass 2004 gestuerwen.

An de fréiere Gendarmeries-Kommandant huet am Juli 2017 ganz däitlech op de Jos Steil als Täter gewisen. Sot um drëtte Prozessdag den Enquêteur Marc Steffen. Deen huet e Rapport présentéiert iwuer d’*faux témoignages* vum Gendarmeries-Kommandant Aloyse Harpes. Duerchnummeréiert a genee dokumentéiert war seng Présentatioun. Den Aloyse Harpes, sot den Enquêteur-Zeien, dee war als haarde Chef an



Vläit, vläit gëtt an dësem Prozess gekläert, firwat d’Observatioun vum Ben Geiben 1985 schif gaang ass

der Gendarmerie bekannt; bei him wier en Uerder emmer en Uerder gewiescht an déi Kleng hu misse follegen, de Chef hätt alles am Greff gehat. A grad dowéinst wier et net ze gleewen, datt dee fréiere Kommandant an de Verhéier an am éischte Prozess ëmmer erëm seet, hien hätt sech net iwuer d’Attentäter-Enquête informéiert, dat wier d’Saach vun den Enquêteure gewiescht. An de Rapporteur huet opgezielt – *preuves à l’appui* –, datt den Aloyse Harpes sech ganz dacks widdersprach huet. E Beispill: Ouni hie wier de Kontakt mam Srel bei der Observatioun Ben Geiben guer net méiglech gewiescht, mä den Aloyse Harpes hätt dat ofgestriden.

18 däre *faux témoignages* wieren dat gewiescht. Um Enn huet den Enquêteur do nach e Knuppert bruecht, eben deen aus dem Juli 2017. Do waren dräi Enquêteure beim Aloyse Harpes doheem, fir eng Perquisitioun ze maachen. An op eemol sot den Aloyse Harpes, hien hätt dach gemengt, hien

hätt am éischte Prozess d’Täter däitlech genannt. Wien hien da gemengt hätt, froen d’Enquêteuren. Dem Aloyse Harpes seng Äntwert war dës: „Maja de Geiben, an dann de Steil... dat war jo een, an dann déi zwee, de Jos an de Marc.“ D’Enquêteuren hunn nogefrot, ob hien d’Ugeklote Scheer a Wilmes menge géif, an den Harpes äntwert: „Jo, déi hunn him jo missen hannendru lafen.“

Wann den Aloyse Harpes déi Iwwerzeegung schonn am Joer 1985 hat, a wann e recht gehat hätt, dann ass et total onverständlech, firwat net an déi Richtung enquêtéiert ginn ass, fir d’Attentatsserie opzeklären. Mä duerfir kann et eng Explikatioun ginn. De Police-Zeien am Geriicht sot, den Aloyse Harpes hätt wuel keng Kettereaktioun wëllen a Gank setzen. Ongeféier no dësem Scheema: Wann een zouginn an acceptéiert gehat hätt, datt et an der Gendarmerie en Insider gouf, deen d’Bommeleeër beschdens informéiert huet, a wann een zouginn hätt, datt et eng gutt Geiben-Spuer ginn hätt, da wier dat ganz Kaartenhaus vun der Gendarmerie an de Koup gefall. An anere Wieder: Fir d’Gendarmerie ze schützen, wier näischt géint d’Insider gemaach ginn. Nach anescht formuléiert: De berühmte Corpsgeescht huet also d’Bommeleeër geschützt. Déi Theorie, déi Vermutung ass net wierklech nei, vill Observateuren haten se schonn. Mä datt de fréiere Gendarmeries-Kommandant se esou däitlech ënnermauert – also, wéi si no der Perquisitioun beim Aloyse Harpes zrëckgefuert sinn, do sinn déi dräi Enquêteuren ënnerwee stoe bliwwen an hunn sech géigesäiteg gefrot, ob si richtig héieren hätten. A si haten allen dräi dat selwecht héieren. A Public, a Press an d’Geriicht dann elo och. An déi nei *parties civiles* Scheer a Wilmes och. Wien näischt héieren huet, war den Aloyse Harpes, dee war net do. ●

„Dir sidd Pionéier!“

III Sarah Pepin

Die Alphabetisierung auf Französisch steht ins Haus. Diese Woche machte Bildungsminister Claude Meisch das dem Lehrpersonal und der Öffentlichkeit schmackhaft

Am Dienstagnachmittag ist der Saal im Forum Geeseknäppchen brechend voll. DP-Bildungsminister Claude Meisch hat zur nationalen „Journée Alpha“ geladen. Um die 500 Vorschullehrerinnen sind anwesend, Männer kann man im Publikum an zwei Händen abzählen. In der *Spillschoul* wird zwar noch nicht alphabetisiert, doch die ersten beiden Jahre werden für die Orientierung des Schriftspracherwerbs entscheidend ein. „Dir sidd Pionéier!“, erklärt Claude Meisch den Anwesenden. Das Lehrpersonal durchläuft derzeit Weiterbildungen, denn im Laufe des zweiten *Spillschoul*-Jahres müssen sie Empfehlungen geben, wie das Kind alphabetisiert werden soll. Die Entscheidung treffen letztlich die Eltern.

Damit bereitet sich die Grundschule derzeit auf die größte Reform seit 2009 vor. Was als Pilotprojekt in vier Schulen mit sozioökonomisch eher schwachem Profil begann, wird generalisiert: Ab der Rentrée 26/27 wird die Möglichkeit der Alphabetisierung auf Französisch schrittweise landesweit eingeführt, angefangen mit der Orientierung im Cycle 1.2. Zur Rentrée 31/32 soll die Einführung für den Cycle 4 abgeschlossen sein.

Nach einer Begrüßung durch Claude Meisch übernimmt Marc Schmit, Direktor des Centre de logopédie, im Forum das Wort. In seinem Vortrag geht er auf die Phonem-Graphem-Korrespondenz ein, also wie Laute und Schrift übereinstimmen. Es ist etwas leichter auf Deutsch Lesen und Schreiben zu lernen, da die Sprache transparenter ist – das bedeutet, dass vieles so geschrieben wird, wie man es ausspricht. Französisch ist undurchsichtiger. Schmit referiert auch über Transfereffekte, also die Brückenfunktion beim Erlernen von Sprachen. Sie sind erwiesen – je mehr lautsprachliche Kompetenzen ein Kind in einer Sprache hat, desto einfacher wird die Alphabetisierung in dieser Sprache, sprich in einer ihr verwandten Sprache. Es komme demzufolge zu einer „kognitiven Entlastung“, sagt Marc Schmit.

Ein Gefälle zeichnet sich zwischen den urbanen Zentren und den ländlichen Gegenden ab: Während in einer Gemeinde wie Hosingen wahrscheinlich lediglich ein Viertel der Schüler/innen auf Französisch Lesen und Schreiben lernen werden, dürfte es in der Hauptstadt, in Esch/Alzette oder Düdelingen mehr als die Hälfte oder drei Viertel sein. Die Angst vor einer Zersplitterung der Klassen weist der Minister mit dem Argument ab, dass die Kinder lediglich für die Sprach- und Mathematikurse getrennt werden. Die Logistik stellt die Gemeinden jedoch vor Herausforderungen: Vor allem für kleinere Schulen, die weniger Ressourcen zur Verfügung haben, fehlt es an Platz. Das Bildungsministerium rechnet mit 150 Lehrkräften, die bis 2031 zusätzlich eingestellt werden müssen – ebenso wie die gleiche Anzahl an zusätzlichen Klassensälen.

Ein Drittel der Schüler/innen spricht gar keine mit den Landessprachen verwandte Sprache zuhause. Wie alphabetisiert man einen Schüler, der Amharisch, Finnisch, Chinesisch, Serbokroatisch spricht? Das Familienumfeld und die Kompetenzen müssten genau geprüft werden, um zu orientieren, ebenso wie die Familienplanung, etwa mögliche Umzüge, lautet die Vorgabe an die Lehrer/innen. Und die englischsprachigen Kinder? Marc Schmidt erklärt, da sei Deutsch oft die bessere Option. Die Orientierung, das soll den Eltern klar werden, müsse gut überlegt sein – Wechsel in die andere Filiale sollen die Ausnahme bleiben.

Politisch schlug Claude Meisch in diesem Dossier nur von der ADR Gegenwind entgegen. Fred Keup regte sich in den Bildungsausschüssen auf, Luxemburger würden in ihrem eigenen Land benachteiligt, „fir d’Saach mam Numm ze nennen“. Er sei überzeugt davon: Wenn es ein Referendum gäbe, würde das Resultat 80/20 ausfallen. Die CSV, die zwischen 2013 und 2023 in der Opposition gegen Meischs Politik stänkernte, ist in der Regierung – und trägt diese Reform mit. Die LSAP fährt in bildungspolitischen Dossiers den Kuschelkurs, immerhin

Schüler/innen schwertun. Meisch hatte keine abschließende Antwort hierauf. Er erwähnte die Möglichkeit eines Pilotprojekts, ebenso wie die Idee, Schüler die Unterrichtssprache in den Nebenfächern wählen zu lassen.

Erklärtes Ziel des Projektes Alpha ist mehr Bildungsgerechtigkeit. Im Jahr vor dem Wechsel in die Sekundarschule (Cycle 4.2) sollen die Kinder in den Sprachkursen wieder gemeinsam unterrichtet werden. Eine Reihe Fragen stellen sich zu den Auswirkungen auf das Bildungssystem, allen voran auf die Sprachkompetenzen. Auf den Fahnen des Projekts steht die Erhaltung der Dreisprachigkeit als „Fundament des luxemburgischen Schulsystems“. Wird es möglich sein, für auf Französisch alphabetisierte Kinder ein ähnliches Deutsch-Niveau zu erreichen als vorher? Es werde schwierig, meint Marc Schmit, aber man könne dann in den Sekundarschulen reagieren.

Die Gewerkschaften sind ebenfalls grundsätzlich einverstanden mit der Reform, machen sich jedoch in ihren Stellungnahmen Sorgen über den Gesetzentwurf in seiner aktuellen Form. Patrick Remakel vom SNE findet, es sei nicht der richtige Zeitpunkt. Er warnt vor übermüdetem Personal, das nun noch mehr Arbeitslast schultern muss. Man hätte abwarten müssen, bis die Pilotklassen das Cycle 4 abgeschlossen hätten, so das SNE. Das SEW sieht in der französischen Alphabetisierung eine Hilfe für „einen Teil der mittel- und gut-situierter franko- und lusophonen Schüler/innen“, kritisiert jedoch ebenfalls die schnelle Einführung und den Ressourcenmangel.

Das Lehrpersonal wirkt insgesamt nicht völlig abgeneigt. Skepsis gibt es dennoch, denn es sei Neuland für alle, berichtet Marc Schmit. „Jeder muss nun einen Prozess für sich absolvieren.“ Im Gespräch mit dem *Land* nennen Grundschullehrer/innen quer durchs Land Alpha eine „große Herausforderung“. Angefangen bei den Elterngesprächen und den Sorgen der Eltern. (Die drehen sich verständlicherweise vor allem darum, dass sie ihrem Kind nicht bei den Hausaufgaben helfen können, wenn sie die Sprache nicht verstehen.) Besorgt ist das Lehrpersonal ebenfalls über die höhere Arbeitslast. Positiv sieht es die Möglichkeit, den Kindern entgegen zu kommen – und dass Luxemburgisch nun in den Nebenfächern seinen Platz gefunden hat. Die Weiterbildungen sind nicht obligatorisch, stoßen jedoch auf reges Interesse. Bisher gab es laut Bildungsministerium insgesamt 5 145 Einschreibungen. Weitere *parcours de formation* ebenso wie Hospitanzen in den Pilotklassen laufen.

Am Mittwochmorgen stand der Minister dann der Bevölkerung auf Primetime *RTL*

Rede und Antwort. Warum man nicht länger auf die Evaluierung der Pilotprojekte warte, fragt eine Zuhörerin. Meisch zeigt sich resolut: „Wei laang solle mer nach waarden?“ Das Angebot in der öffentlichen Schule zu verankern, könnte aber auch einen Effekt auf jene Expats haben, die ihre Kinder bisher in Privatschulen oder europäischen internationalen Schulen eingeschult haben. In der Hauptstadt wandert in manchen Vierteln ein Drittel der Schüler in die Privatschulen ab; in Speckgürtel-Gemeinden wie Strassen liegt dieser Prozentsatz stetig zwischen einem Viertel und einem Drittel.

Für die Kinder, sagt eine Verantwortliche aus dem Pilotprojekt der Deich-Schule in Düdelingen, sei die Aufteilung im Sprachenunterricht übrigens normal. Sie stellen sie nicht infrage – sie kennen nichts anderes. ●



Am Dienstag In der Deich-Schule in Düdelingen, eine der vier Pilotschulen

„Aarm Geeschter“

IIII Stéphanie Majerus

Ein Landwirt und Betreiber einer Biogasanlage beschimpfte wiederholt Beamte – und verunreinigte Gewässer. Seit über 15 Jahren beschäftigt der Mann die Behörden

Als sich Mitarbeiter der Forstverwaltung auf einen Bauernhof in der Nähe der Hauptstadt begaben, um sich über eine mögliche Verschmutzung eines Baches zu informieren, zeigte der Landwirt plötzlich „ein unangemessenes Verhalten“. So steht es im Urteil des Bezirksgerichts Luxemburg-Stadt, das am 22. Oktober 2025 gefällt wurde. Der Beschuldigte habe die Beamten als „dreckeg gréng Nazien“, „domm Idioten“ und „gréng Arschlächer“ beschimpft. Weil die Beamten die Anfeindungen vor Gericht brachten, musste sich der Bauer erklären: Er sagte, die Beamten hätten ihn ins Visier genommen und seien wiederholt und ohne vorherige Ankündigung auf seinem Grundstück erschienen, was seinen Arbeitsalltag störte. Der Beschuldigte gab zu, emotional überreagiert zu haben, bestritt jedoch, die Beamten als „Nazis“ bezeichnet zu haben. Insgesamt neunmal seien Mitarbeiter des Wasserwirtschaftsamtes innerhalb jenes Jahres aufgetaucht. Zudem seien sie dem 59-Jährigen zufolge „arrogant“ aufgetreten. Das Gericht zweifelte jedoch nicht an der Glaubwürdigkeit der Kläger und verhängte in erster Instanz eine Geldstrafe von 500 Euro.

Es war nicht das erste Mal, dass der Landwirt Beamte beleidigte. 2013 fuhren Polizisten auf seinen Hof, um zu überprüfen, ob er sich der Rabentötung schuldig gemacht hatte. Tatsächlich konnten sie drei durch eine Falle getötete Vögel auffinden. Daraufhin rastete er aus und bezeichnete die Polizisten als „aarm Geeschter“ und „Gestapo“, wie der *Journal* berichtete. Das Getobe wurde zeitweise derart heftig, dass die Beamten entschieden, den Mann kurzzeitig festzunehmen. Die Konflikte zwischen den Behörden und dem Landwirt reichen jedoch noch weiter zurück. Im Herbst 2010 beklagten sich die Einwohner seiner Gemeinde über einen ätzenden Gestank. Damals stellte die Polizei rissige und überfüllte Silos einer Biogasanlage auf seinem Grundstück fest. Zudem floss Abwasser in den nahegelegenen Bach, dessen Sauerstoffgehalt fiel, weil die Phosphor- und Stickstoffzufuhr zu hoch war. Die Folgen können fatal sein: Kippt der Sauerstoffgehalt kann das zum Absterben von Fischen und Wasserpflanzen führen. Zu diesem Zeitpunkt lag auch noch keine Genehmigung für die Energiepro-

duktion vor – obwohl eine Verwaltungsbeamtin den Landwirten, der der alleinige Geschäftsführer der Biogas-Firma ist, bereits 2009 gewarnt hatte, er solle seine Anlage nicht illegal errichten, wie das *Journal* wiedergab.

Dabei scheint der Landwirt jahrelang auf das Projekt hingearbeitet zu haben. In einem *Wort*-Porträt mit dem Titel „Was lange gärt, wird gut“ aus dem Jahr 2012 behauptete der Biogas-Produzent, er beschäftige sich seit 1999 mit Biogasanlagen. Die Hälfte des Biomülls aus der Hauptstadt werde bei ihm vergoren; auch Kantinenreste oder Abfälle von Lebensmittelherstellern – etwa gefüllte Ravioli – sowie Mais von den Feldern landeten in seinen Tanks. Zu dem Zeitpunkt seines Besuchs stellte der Journalist lediglich einen „auffällig störenden“ Schwefelgeruch fest. Der Anlagenbetreiber informierte, künftig werde dem ein „Biofilter“ entgegenwirken, dieser brauche jedoch „noch etwas Zeit, um operativ zu werden“. Voller Unternehmerdrang sagte er, er schaue „in die Zukunft“: Ausbaupläne lägen bereits in seiner Schublade; er wolle an seine Anlage ein Blockheizkraftwerk anschließen, damit ein vom Biogas angetriebener Motor Strom erzeugen könne. Das Gesetz sehe zwar nicht vor, dass in einer Biogasanlage sowohl Strom als auch Gas produziert wird, doch er sei geduldig. Überhaupt sei er ein Pionier in puncto erneuerbare Energien: Bereits 2004 habe er Photovoltaikanlagen auf dem Dach seines Bauernbetriebs installieren lassen. ,

Wegen der 2010 festgestellten Gewässerbelastung kam der Bauer und Biogas-Produzent schließlich 2014 vor Gericht. Und noch immer lag keine Betriebsgenehmigung vor. Bauingenieure erklärten dem Richter, dass es zu wiederholten und nicht abgesprochenen Baueingriffen gekommen sei, weshalb sie sich kaum noch mit den Behörden abstimmen und Genehmigungen beantragen konnten. Im *Wort*-Porträt spricht der Anlagen-Eigentümer von einem kurzfristigen Ausbau aufgrund von Rentabilitätsproblemen – offenbar hatte er beim Bau selbst Hand angelegt. Ein weiterer Gutachter teilte der Staatsanwaltschaft zudem mit, sei in den Silos nicht konformer Stahl verbaut worden, der die Risse verursacht und dazu geführt habe, dass durch Fäulnisprozesse entstandene giftige Substanzen entwichen. Der Biogas-Unternehmer wurde schließlich zu 10 000 Euro verurteilt.

Da das Wasserwirtschaftsamt 2015 immer noch Probleme mit dem Abwasser feststellte, stand der Mann im Oktober 2016 ein weiteres Mal vor Gericht. Diesmal lag der Fokus auf Ableitungsrohren von staatlichen Agrarflächen, die der Landwirt genutzt hatte, um verschmutztes Wasser in einen Bach fließen zu lassen. Der Beschuldigte gestand die Wasserverschmutzung ein, stritt jedoch ab, dass dies vorsätzlich geschehen sei. Vor Gericht zeigte der Angeklagte zudem ein ganz eigenes Gerechtigkeitsempfinden, wie das *Journal* wiedergab: Die Schuldigen seien die Beamten, die ihn unfair behandelten. Das Gericht legte eine Strafe von 15 000 Euro fest – für einen Wiederholungstäter eine milde Sanktion, denn auf Wasserverschmutzung stehen Geldstrafen von bis zu 750 000 Euro und Haftstrafen von bis zu sechs Monaten.

Parallel zu den Klagen über Wasserverunreinigungen brachte das Landwirtschaftsministerium Zweifel an den von der Biogasfirma eingereichten Dokumenten vor. Der Menschenrechtsgerichtshofs (an den er sich später wandte), hielt in seinem Bericht fest, dass der Bauer in einem Schreiben von einer Gesamtinvestition von fast 15 Millionen

Euro sprach. Zunächst überwies das Ministerium dem Antragsteller Anfang September 2011 fast viereinhalb Millionen Euro; Ende desselben Monats unterband es jedoch weitere Beihilfen und leitete das Dossier an die Staatsanwaltschaft weiter. Noch im selben Jahr legte der Landwirt Einspruch gegen den Beihilfestopp ein. Aber es dauerte bis Februar 2013, bis der wegen Betrugsverdachts stehende Bauer erstmals von der Kriminalpolizei vernommen wurde. Schließlich wurde er im Dezember 2014 vom Untersuchungsrichter befragt und wegen Subventionsbetrugs, Missbrauchs von Gesellschaftsvermögen und Dokumentenfälschung angeklagt. Als der Landwirt und Biogas-Produzent mit seinem Einspruch gegen die Aufhebung der Subventionsauszahlung nicht weiterkam, entschied er sich, vor dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte auf Schadensersatz wegen des ungewöhnlich lang andauernden Strafverfahrens zu klagen. 2017 wies der Richter in Straßburg die Beschwerde allerdings zurück: Der Luxemburger habe die innerstaatlichen Rechtsbehelfe noch nicht ausgeschöpft und daher keinen hinreichenden Grund gehabt, sich an den Menschenrechtsgerichtshof zu wenden.

Im März 2023 besuchte das *Journal* erneut die Anlage. Der Journalist thematisierte dabei nicht die juristischen Vorfälle, sondern den finanziellen Druck, der inzwischen auf dem Anlagen-Betreiber lastet. Unter dem Titel „Ein bisschen dicke Luft“ berichtete die Onlinezeitung, dass

in den vergangenen fünf Jahren vier Anlagen Defizite verbuchten und ihren Betrieb eingestellt hätten. Auch die Anlage des Betreibers nahe der Hauptstadt verzeichnete 2023 und 2022 jeweils etwas mehr als 300 000 Euro Verlust. Obwohl insgesamt inzwischen 27 000 Tonnen Speiseresste und Fehlchargen sowie 8 000 Tonnen landwirtschaftliche Biomasse an die Anlage geliefert wurden und nach Angabe des Betreibers 1 800 Haushalte mit Gas versorgt werden. Der Landwirt erklärte, der finanzielle Druck entstehe durch die auf 15 Jahre festgelegten Einspeisetarife bei gleichzeitig stark gestiegenen Stromkosten. Der Präsident der Biogasvereinigung, Pol Wagner, meint ebenfalls, die Biogasproduktion sei ein schwieriges Geschäft: Sie bringe unvorhersehbare Kosten und Investitionen mit sich – „mal fallen Zulieferer weg, mal ändern sich die Preise für Rohstoffe oder Transportkosten“.

In dem gleichen Jahr spitzte sich erneut ein Konflikt mit den Behörden zu. Als die Beamten im Mai 2023 die Wasserqualität der Alzette erfassten, nachdem ihnen brauner Schaum auf dem Fluss gemeldet worden war, stellten sie eine veränderte Ökologie des Wasserlaufs fest. In einem Zubringerbach fanden sie zudem eine hohe Anzahl an Fadenbakterien sowie einen für Lebewesen geringen Sauerstoffgehalt. Mehrfach wurde vor zwei Jahren festgestellt, dass die entsprechende Biogasanlage „ohne erforderliche Genehmigung indirekt Wasser, das im Zusammenhang mit der Biogasanlage gesammelt wurde“, in einen Bach geleitet hatte. Die Staatsanwaltschaft warf dem Angeklagten deshalb im März dieses Jahres naturzerstörerisches Handeln vor, wofür er eine Geldstrafe von 30 000 Euro erhielt. Notfallmaßnahmen, die das Umweltministerium zur Eindämmung der Wasserverschmutzung angeordnet hatte, befolgte der Landwirt nicht. Dabei wurde er mehrfach aufgefordert – im März, Mai und Juli 2024 erhielt er entsprechende Schreiben. Jedoch ohne Ergebnis. Schließlich ließ das Umweltministerium im Dezember 2024 die defekten Silos der Anlage schließen, die zur Verunreinigung geführt hatten, wie das Wort berichtete. Weitere Teile der Anlage konnten jedoch weiterhin in Betrieb bleiben. ●



Silo einer Biogasanlage

Sven Becker

Kein Einzelfall

Die juristischen Auswüchse sowie die durch den hier beschriebenen Standort verursachte Wasserverschmutzung sind in ihrem Ausmaß einzigartig. Dennoch sind durch Biogasanlagen bedingte Umweltschäden keine Ausnahme. Seit 2015 werden die Interventionen des Wasserwirtschaftsamtes in einer Datenbank erfasst. Daraus geht hervor, dass in den vergangenen zehn Jahren 22 Verunreinigungen festgestellt wurden, was einem Durchschnitt von 2,2 Fällen pro Jahr entspricht. In der Datenbank tauchen die Produktionsorte Colpach, Itzig, Gonderange, Manternach und Beckerich mehrfach auf. Sie haben zur Belastung der 106 in Luxemburg kartierten Wasserkörper beigetragen – von denen sich laut Wasserwirtschaftsamt keiner in einem guten ökologischen Zustand befindet. SM

Verschobene Koordinaten

IIII Lukas Held

Ein Abend mit Leonie de Jonge und Damir Skenderovic über Ursachen, Dynamiken und Blindstellen der aktuellen Verschiebung nach rechts

Die jüngsten Erfolge rechter Parteien in ganz Europa – von der AfD in Deutschland über die PVV in den Niederlanden, der N-VA in Flandern bis hin zur FPÖ in Österreich – markieren keine episodische Irritation mehr, sondern einen tiefgreifenden Strukturwandel. Zwei Forschende, die diesen Wandel seit Jahren analysieren, waren vergangenen Freitag auf Einladung der Zeitschrift *forum* in Luxemburg zu Gast: Leonie de Jonge, Politikwissenschaftlerin am Institute for Far-Right Extremism der Universität Tübingen, und Damir Skenderovic, Zeithistoriker an der Universität Freiburg (Schweiz). Moderiert wurde der Abend von *forum*-Mitherausgeber Jürgen Stoldt; rund hundert Interessierte verfolgten die Diskussion in der Chambre des Salariés.

Das Ziel des Abends war ambitioniert: Inmitten eines europäischen Rechtsrucks sollte versucht werden, die Analysen zu strukturieren und die oft diffuse Panik, die die Diskussion über Rechtsextremismus begleitet, in ein klareres Verständnis zu überführen. Dabei lag ein Schwerpunkt auf der historischen Entwicklung der radikalen Rechten. Skenderovic, der seit Jahrzehnten zu rechtsextremen Strömungen forscht, erinnerte daran, dass der aktuelle Aufschwung keineswegs aus dem Nichts kommt: Bereits in den 1990er Jahren hätten rechtspopulistische Parteien in mehreren europäischen Ländern wieder an Terrain gewonnen; seither habe eine schrittweise Normalisierung eingesetzt. De Jonge skizzierte ihrerseits vier Entwicklungswellen seit 1945: Erstens die neofaschistischen Gruppierungen, die noch direkte inhaltliche und personelle Verbindungen zu den faschistischen Regimen hatten; zweitens die „Neue Rechte“ der 1970er und 1980er Jahre; drittens die rechtspopulistischen Parteien der 1990er und 2000er Jahre, die formell mit dem Faschismus brachen und sich der Demokratie verschrieben; und viertens die heutige Phase, in der genau diese Parteien zunehmend von rechtsextremen Bewegungen unterwandert werden. Das sei wie ein Eisberg: Die Spitze, die wir politisch sehen – Abgeordnete, Parteiführungen, Wahlkampfteams – sei nur ein kleiner Teil eines viel größeren Gebildes. Unter der Oberfläche existiere ein transnational agierendes Netzwerk radikaler Rechter, das die öffentliche Politik zunehmend beeinflusse.

De Jonge und Skenderovic betonten, dass die Begriffe „rechtspopulistisch“, „rechtsradikal“ und „rechtsextrem“ unterschiedliche Traditionen haben, sich aber im Kern um die gleichen ideologischen Komponenten gruppieren: den Glauben an Ungleichheit und Ungleichwertigkeit von Menschen; einen ethnischen Nativismus; autoritäre Ordnungsvorstellungen und eine populistische Gegenüberstellung von „Volk“ und „Elite“. Diese Kombination erweise sich als äußerst erfolgreich. Die Lage heute unterscheide sich jedoch grundlegend von der der 1990er Jahre: Damals standen die demokratischen Institutionen selbst kaum zur Disposition; heute hingegen stehe „die Demokratie an sich wirklich in Frage“, wie Skenderovic unterstrich. Besonders deutlich sei dies in den USA oder Ungarn zu beobachten, wo die Aushöhlung rechtsstaatlicher Normen und Institutionen Teil der politischen Strategie sei.

Thematisch spiele eine ganze Reihe von Motiven eine Rolle: Antisemitismus, Antisemitismus, Rassismus, Ausgrenzung und die Hierarchisierung sozialer Gruppen. Zunehmend sichtbar sei zudem

Damir Skenderovic sprach sich für eine Regulierung der sozialen Medien aus, weil sie „den Rahmen des Sagbaren verschoben haben“

ein biologistisches Menschenbild, es werde behauptet, Menschen seien „von Natur aus“ ungleich. Diese Debatten – etwa um sogenannte IQ-Unterschiede oder vermeintliche geschlechtliche Determinismen – würden von rechten Think-Tanks international orchestriert und fänden über digitale Kanäle ein wachsendes Publikum. Ein zentrales „Brückenthema“, wie de Jonge es ausdrückte, sei zudem der Antifeminismus. Er bilde eine der wichtigsten Klammern zwischen radikalen Bewegungen, rechtspopulistischen Parteien und Teilen der konservativen Wählerschaft. Ebenso mobilisierend bleibe die Migrationsfrage.

Warum aber erleben rechte Akteure gerade jetzt eine solche Stärkung? De Jonge beschrieb dies als „Zusammenspiel von Wählernachfrage und -angebot“. Der Nährboden – Polykrisen, Migration, ökonomische Unsicherheit – erkläre die Nachfrage. Doch ohne entsprechendes politisches Angebot bleibe sie folgenlos. Dieses Angebot sei in den letzten Jahren von zwei Seiten gekommen: von rechtskonservativen Parteien, die bestimmte Themen agendierten, und von rechtsextremen Akteuren, die diese Themen professionalisiert weiterentwickelten. Skenderovic sprach von einem „Gelegenheitsfenster“. Die radikale Rechte habe durchaus geschickt jene Momente genutzt, in denen politische Ordnungen ins Schwanken gerieten. Politische Bewegungen, sagte er, bräuchten einen kulturellen Resonanzraum; die Maga-Bewegung in den USA sei dafür ein Beispiel. Sie biete ihren Anhängern das, was viele Menschen heute vermissen: Zugehörigkeit, Orientierung, ein Gefühl von kulturellem Verstandenwerden – eine Reaktion auf die zunehmende soziale Atomisierung.

Eine zentrale Rolle spielen dabei auch die Medien. De Jonge wies darauf hin, dass traditionelle Medien auf ihren digitalen Plattformen heute einer kapitalistischen Logik folgen (müssen), bei der die Klicks zählen – und da Trump, Wilders und Weidel eben Klickgaranten seien, hätten sie eine starke Präsenz in den Medien. De Jonge sagte: „Die Medien und die extremen Rechten brauchen einander.“ Man sehe deutlich: Immer wenn Migration prominent thematisiert werde, steige die Zustimmungswerte rechter Parteien – ein Wechselspiel, das demnach strukturell sei, nicht zufällig. Dieses Wechselspiel ist umso erstaunlicher, als extrem rechte Parteien sich oft als Opfer der Meinungshoheit eines medialen Establish-

ments gerieren – ein Lamento, das also offensichtlich unbegründet ist.

In diesem Sinne sprach sich Damir Skenderovic für eine Regulierung der sozialen Medien aus. Sie sei nötig, weil die sozialen Medien „den Rahmen des Sagbaren verschoben haben“. Online würden mittlerweile Aussagen getroffen, die vor 20 Jahren nicht akzeptabel waren. Das hänge damit zusammen, dass die großen Plattformen aus den USA kämen und eine amerikanische Definition von Meinungsfreiheit exportierten – eine Tradition, die für Europa, „für einen Kontinent, der den Holocaust erlebt hat“, schlicht nicht passe. So stehe hinter der Debatte um *cordon sanitaire* und Brandmauern die grundlegende Frage: Was ist sagbar? Und: Sind die Menschenrechte noch die gemeinsame Grundlage politischer Auseinandersetzung?

Welche Gegenmittel gibt es gegen die extreme Rechte? De Jonge betonte, die etablierten Parteien seien „die Frontlinie der Demokratie“ und müssten klare Position beziehen. Sie müssten sich sehr deutlich abgrenzen, statt sich anzubiedern oder zu versuchen, den Diskurs der extremen Rechten zu kopieren, um ihr die Wählerschaft abzuwerben. Abgrenzung also, Konfrontation auch, aber vor allem die realen Sorgen der Bürger/innen ernst nehmen und konkret angehen: Die Tatsache, dass momentan ein Viertel der Deutschen die AfD wähle, sei schließlich auch eine deutliche Abmahnung der etablierten Parteien. Die Wahlerfolge der Linken in Deutschland zeigten allerdings, dass Parteien stärker gewinnen, wenn sie ihre eigenen Kernthemen bespielen, statt den Rechten hinterherzulaufen und sich von ihnen die Agenda vorschreiben zu lassen.

Doch der entscheidende Punkt – hier waren sich beide einig – sei, dass die Anbieterungsstrategie der rechtskonservativen Parteien nicht funktioniere. Das zeige die aktuelle Forschung. Moderator Jürgen Stoldt fasste die zugrunde liegende Beobachtung pointiert zusammen: In Deutschland sei „weniger die AfD als die CSU das Problem“ – ein Hinweis, der im Saal hörbar Resonanz fand. Gemeint war nicht eine Gleichsetzung, sondern die Diagnose, dass Normalisierung und Agenda-Setting innerhalb der konservativen Parteien jene Diskursverschiebungen vorbereitet haben, die extremistisch auftretenden Kräften später zugutekommen.

Der anschließende Austausch mit dem Publikum richtete den Blick naturgemäß auf Luxemburg.



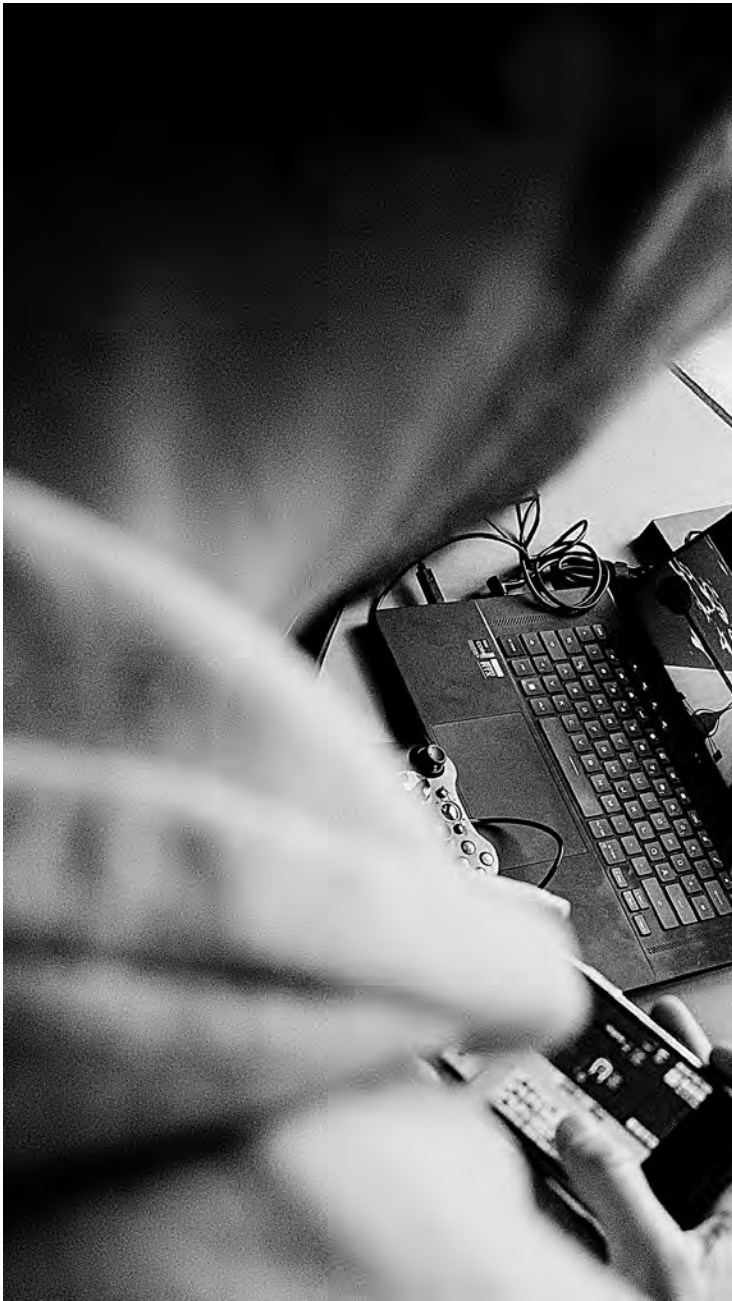
Jürgen Stoldt (l.) moderierte das Gespräch

Mehrere Wortmeldungen erinnerten daran, dass es mit der ADR durchaus eine rechtskonservative Partei gibt, deren Resonanz jedoch – verglichen mit den Entwicklungen in Deutschland, den Niederlanden oder der Schweiz – bislang begrenzt geblieben ist. Als Erklärung wurde unter anderem auf die luxemburgische Kompromiss- und Konsenskultur verwiesen, die politische Konflikte traditionell einhegt und radikalere Positionen weniger anschlussfähig macht. De Jonge reagierte darauf allerdings mit einer Warnung: Die relative Stabilität des hiesigen politischen Systems mit all ihren Besonderheiten dürfe nicht darüber hinwegtäuschen, dass Luxemburg nicht immun sei gegenüber jenen Dynamiken, die anderswo den Aufstieg der radikalen Rechten begünstigt haben. Vor diesem Hintergrund wurde die Frage nach der Notwendigkeit einer eigenen Forschung zum Rechtsextremismus im Land besonders intensiv diskutiert. Beide Forschende stimmten dem unmissverständlich zu – hiesige Entwicklungen frühzeitig zu erfassen und wissenschaftlich zu begleiten. Luxemburg könne, so de Jonge, durchaus die typische Verspätung aufweisen, mit der (nicht nur politische) Trends hierzulande häufig später sichtbar werden.

Am Ende des Abends blieb vor allem eines haften: Die Radikalisierung der Rechten ist weniger eine Naturgewalt als das Symptom ungelöster sozialer Fragen – und genau an dieser Stelle eröffnen sich auch die wirksamsten Gegenmittel. De Jonges und Skenderovics Analyse machte deutlich, dass Demokratien sich nicht dadurch behaupten, dass sie rechten Frames hinterherlaufen, sondern indem sie deren Prämissen zurückweisen und die gesellschaftlichen Konflikte dort anpacken, wo sie tatsächlich entstehen: bei der wachsenden Ungleichheit, den prekären Lebensverhältnissen vieler Menschen und der politischen Entleerung, die aus jahrelanger Verwaltung statt Gestaltung entstanden ist. Eine solidarische Politik, die Wohnraum, Gesundheit, Bildung und Arbeit nicht als kulturelle Kampfbereiche, sondern als gemeinsame Aufgaben versteht, entzieht den identitären Erzählungen den Boden. Für Luxemburg heißt das: Die Abwehr der extremen Rechten wird nicht in moralischen Appellen entschieden, sondern in der Frage, ob eine Gesellschaft es schafft, Zugehörigkeit über Herkunft zu stellen und Konflikte progressiv zu bearbeiten. Dort, wo soziale Rechte gestärkt, Ungleichheiten reduziert und Solidarität institutionell verankert werden, verliert die Rechte ihr politisches Kapital. Genau darin könnten die eigentliche Brandmauer liegen. ●



Plusieurs jeux réalisés par des studios luxembourgeois



Le gaming à la manette

IIII France Clarinval

Mardi après-midi, les députés ont débattu de l'avenir du financement du Film Fund (lire en page 20). Parmi les arguments du gouvernement pour doter l'établissement public d'un budget de 180 millions d'euros sur quatre ans, figure la volonté de soutenir la production de jeux vidéo. Après le soutien aux œuvres immersives en réalité virtuelle, puis aux vidéo clips, il s'agit de répondre à la « diversification des formes de création artistique au sein du secteur audiovisuel luxembourgeois ». Au même moment, tandis que le texte était adopté par 57 voix (les Pirates s'y opposant), une poignée de passionnés de *gaming* présentait la toute nouvelle Luxembourg video game association (LVGA) à la presse. « Au Luxembourg, l'industrie du jeu vidéo est un secteur très jeune et encore niche. Jusqu'ici, chacun travaillait un peu dans son coin. Le temps est venu qu'on s'unisse et que l'on mette en place un vrai écosystème du jeu vidéo », a plaidé Fred Neuen, le président de l'association. Avec une vingtaine de membres, individuels et sociétés, la LVGA veut fédérer studios, développeurs, joueurs et institutions. Elle cherche aussi à valoriser la scène locale auprès de partenaires internationaux.

Difficile de mesurer précisément les contours du secteur gaming luxembourgeois, encore morcelé et estimé à une centaine d'emplois. Une goutte d'eau dans l'océan du marché mondial du jeu vidéo. Le jeu vidéo représente aujourd'hui la première forme de divertissement. Malgré un ralentissement après les années d'euphorie portées par les confinements, l'industrie a généré 187,7 milliards de dollars en 2024 (chiffres de Newzoo). « C'est plus que le cinéma et la musique combinée », pointe Fred Neuen. Il ajoute que quelque 15 à 20 000 nouveaux jeux sont sortis en 2024 et qu'on estime

Pour se démarquer, les créateurs luxembourgeois misent sur la qualité l'originalité avec des jeux d'auteur, à vocation artistique

que 3,3 milliards de personnes jouent aux jeux vidéo dans le monde. Le domaine est donc désormais pleinement installé parmi les industries culturelles majeures.

Pour Fred Neuen, « le jeu vidéo est devenu un art à part entière avec son propre langage ». Il espère une reconnaissance officielle de ce statut culturel à l'échelle européenne, comme c'est déjà le cas en France, où l'on parle de « dixième art » (après la bande dessinée qui a mis du temps à s'imposer comme « sérieux » également). « Devenir un produit culturel ouvrirait à un vrai soutien institutionnel ainsi qu'à une protection du droit d'auteur. » Actuellement, les aides publiques ne sont possibles que dans le cadre des « minimis », de faibles montants qui peuvent être accordés aux entreprises sans nécessiter une notification préalable à la Commission européenne (car ils sont considérées comme n'affectant pas la concurrence). Obtenir

un statut culturel élargirait ce champ et permettrait d'envisager des coproductions internationales comme dans le cinéma.

Pour l'heure, le Film Fund a déjà mis en place des aides pour le prototypage de jeux, la phase de recherche et de conception. Un projet a été soutenu en 2024, à la hauteur de 50 000 euros. L'enveloppe et le nombre de prototypages aidés a été quadruplé cette année. « Avec la souplesse budgétaire qui a été votée, on espère augmenter encore un peu l'année prochaine », explique Sébastien Tasch, en charge du domaine au Film Fund. Mais c'est surtout l'aide à la production de jeux qui est scrutée par le secteur, à l'image du Fonds d'aide au jeu vidéo français qui soutient les auteurs et les entreprises sur toutes les phases de réalisation d'un jeu : écriture, préproduction et production. « Les montants qui seront accordés et les critères de sélection ne sont pas encore fixés. Un appel à projet devrait être lancé au courant de 2026 », confirme le responsable.

L'écosystème international du jeu vidéo repose sur plusieurs piliers complémentaires : les jeux sur consoles et PC, les applications pour mobiles et les services live (abonnements, événements, foires, tournois). Suivant les tendances de consommation globale, les ventes physiques reculent au profit du digital, particulièrement en Europe où le mobile devient la première plateforme de jeu, devant les consoles et les PC. Aussi, les studios misent de plus en plus sur un modèle numérique centré sur la rétention des abonnés et les mises à jour régulières, empruntant leurs stratégies aux réseaux sociaux et aux services de *streaming*.

La diffusion des jeux, via les plateformes comme Steam permet de se passer d'un éditeur, c'est-à-

dire d'une entreprise de distribution, et d'avoir accès aux millions de joueurs inscrits, pour un ticket d'entrée d'à peine cent dollars. Forcément, la concurrence y est féroce, d'autant que ce sont les joueurs qui votent et font monter les jeux dans la liste. Pour se démarquer, les créateurs luxembourgeois misent sur la qualité visuelle et l'originalité du *storytelling* avec des jeux d'auteur à vocation artistique. « Comme on ne peut pas rivaliser avec les géants comme Ubisoft et ses jeux longs, on se tourne vers des expériences de jeu assez courtes, que les gens vont jouer entre deux sorties internationales », explique Fred Neuen. Il a produit une dizaine de jeux avec sa société This is Radar, dont le très beau *Shadow Dash* avec les décors en peinture à l'huile et les personnages en pixel-art.

À l'œuvre, de très petites équipes de quatre et cinq personnes, parfois même des développeurs qui programment leur propre jeu tout seul. Plusieurs studios d'animations comme Zeilt, Fabrique d'images ou Fireflies, développent des jeux. Ils peuvent facilement retravailler les modèles et personnages existants dans leurs films ou séries pour les réutiliser sous forme de jeux vidéo, l'un renforçant la promotion de l'autre. Ainsi, l'advergame *Stitch Head* accompagne la sortie du film du même nom, comme *Quirkistador* avait été développé parallèlement à la série *Barababor*.

Les productions locales sont de plus en plus nombreuses et quelques succès commencent à pointer. *Donut Dodo* de Pixel Games, un jeu inspiré des classiques des années 1980 du type *Donkey Kong*, est sorti sur bornes d'arcade au Japon où les rétro gamers sont nombreux. « C'est une niche, mais une niche de millions de joueurs », insiste Fred Neuen. *Al Crepusculo* de



Le jeu vidéo a son lobby. Avec la réforme du Film Fund, il engrange son premier succès

Fireflies, un jeu de réalité virtuelle immersif a été sélectionné dans plusieurs festivals importants (Kaboom Animation International Festival et Church of VR). *Haven Park* de Bubblebird Studios, un cozy game où un poussin doit gérer un camping, a déjà été vendu à 100 000 exemplaires sur Steam, PlayStation et Switch. Mieux, *Rooftops & Alleys*, un jeu de parkour, développé par un studio indépendant d'une seule personne, MLMedia (Michel Losch, Luxembourgeois basé à Berlin) est encensé par les spécialistes et a déjà vendu 400 000 copies alors qu'il n'est sorti qu'en juin.

Une autre niche en pleine croissance sur le marché luxembourgeois sont les *serious games*, ces applications informatiques pédagogiques alliant objectif sérieux et moyen ludique d'apprentissage. C'est le terrain qu'occupe Virtual Rangers. L'entreprise, fondée en 2017, occupe une dizaine de personnes et affiche un chiffre d'affaires entre 800 et 900 000 euros par an. « C'est la preuve qu'il y a un vrai marché pour le B2B », affirme son fondateur Matthieu Bracchetti. Il a par exemple développé des outils de formation pour les CFL, comme ce simulateur 3D qui permet aux conducteurs et personnel d'accompagnement des trains de s'entraîner sur les procédures courantes et accidentogènes. Il cite aussi le développement d'outils de formations en réalité virtuelle pour ArcelorMittal (apprentissage de la manipulation d'un pont roulant), pour le CHL (évacuation en cas d'incendie), ou les Hôpitaux Robert Schuman (utilisation des pompes à perfusion)... « La VR permet de mettre en scène des situations difficiles à réaliser grandeur nature, comme des opérations chirurgicales ou des interventions de maintenance en hauteur. On peut apprendre les risques sans risque », ajoute le responsable.

Le domaine peut sembler moins attractif ou moins créatif que celui du jeu pur et dur, « mais ça permet de démarrer une carrière, de mettre les mains dedans et de gagner de l'argent ». Matthieu Bracchetti constate qu'il reçoit beaucoup de demandes : « Les parents qui étaient réticents de nous envoyer leurs enfants en stage parce qu'ils jouent déjà beaucoup aux jeux vidéo, nous les envoient aujourd'hui parce qu'ils savent que c'est devenu un marché porteur. Au lieu de jouer aux jeux vidéo, c'est peut-être bien de les créer et de gagner sa vie avec ça », plaisante-t-il.

Le patron de Virtual Rangers précise que ces technologies sont accessibles pour des PME avec des simulations virtuelles à partir de moins de 10 000 euros. « Plus le scénario est complexe, plus ça demande de développement et plus cher. Un scénario de formation concret qui est déployé en entreprise, coûte environ entre 40 et 50 000 euros. » Comme dans le cinéma, l'amplitude des budgets de développement des jeux est très large. Les mastodontes AAA comme *Call of Duty*, *GTA* ou *Assassin's Creed* se chiffrent en centaines de millions de dollars, nécessitent plusieurs centaines de développeurs pendant au moins deux ans, sans compter les royalties pour acheter ou produire les musiques et les frais de marketing lors des sorties. Fred Neuen observe : « Un petit advergame peut coûter moins de 20 000 euros ; un bon jeu se situe plutôt autour de 100 à 150 000 euros, selon l'ampleur de l'équipe, la durée de jeux, le nombre de niveaux... »

La conception d'un jeu vidéo mobilise de nombreux spécialistes, aux compétences variées. Le processus comprend plusieurs phases : l'écriture du scénario, qui construit l'histoire ; le game design, qui définit les principes, les objectifs et

les interactions du jeu ; la création graphique et l'animation, qui façonnent l'univers visuel et les personnages ; puis la programmation, qui rend l'ensemble fonctionnel. S'ajoutent le travail sur le son et la musique. Avant d'être publié, le jeu doit enfin passer par une série de tests et d'ajustements pour garantir sa qualité. « C'est un domaine du jeu où il y a du boulot pour des profils divers, plus techniques ou plus artistiques », s'enthousiasme Matthieu Bracchetti.

Le Lycée des arts et métiers l'a bien compris, en lançant, dès 2018, les BTS « Game Art and Game Design » et « Game Programming and Game Design ». Depuis, une quarantaine d'étudiants sont sortis de chacune de ces filières, les uns poursuivant vers d'autres études à l'étranger, les autres étant embauchés par des studios, les derniers créant leur propre structure. Linda en deuxième année de Game Art est d'abord une joueuse de « cozy games », ces jeux de détente

sans enjeux stressant. Elle veut montrer que « les filles ont leur place dans l'univers du gaming » tout en développant ses compétences en design graphique. « Ça aide beaucoup d'être joueur pour créer des jeux, pour comprendre la psychologie des joueurs et savoir comment les garder dans le jeu », détaille Françoise Ahlborn, responsable du programme Game Art. Elle explique que si beaucoup d'aspects de la création de jeux vidéo ressemblent à ceux d'un film d'animation, le développement est plus complexe car c'est le joueur qui décide des mouvements et déplacement des personnages. « Chaque année, nos étudiants réalisent des projets de A à Z, qui sont jouables, voire prêts pour le marché », indique Eric Tobias, en charge du Game Programming. Plusieurs anciens élèves ont déjà lancé leurs premiers jeux comme Daniel Klautsch avec *Sacrifice For Sale* sur Steam ou Grand Duck Games dont le jeu *Insect Dating Game* participera au Stream international du Wholesome Snack en décembre, une sorte de foire en ligne. Ce serait dommage de freiner le développement d'un secteur dynamique, en pleine expansion pour lequel on a déjà investi dans la formation.

Pour que les jeux fonctionnent, il faut des joueurs. « On compte autour de 5 000 joueurs en e-sport à un niveau compétitif et une vingtaine de clubs », estime Joe Hoffmann, président de la Luxembourg Esports Federation (LESF) et organisateur d'événements et de tournoi. Il milite pour une reconnaissance du e-sport par le ministère des Sports, ouvrant, là-aussi, à des subventions et aides pour encadrer les professionnels qui ont « besoin de temps, de matériel et de lieu pour s'entraîner ». Promesse qui figurait dans le programme électoral du DP, mais n'a pas passé le cap de l'accord de coalition. ●

« Le jeu vidéo est devenu un art à part entière avec son propre langage. »

Fred Neuen

Le problème des pauvres ?

IIII Georges Canto

Le financement de la transition énergétique des pays en développement en tête des questions à Belém pour la COP30



La « Marche des peuples indigènes » à Belém lundi

Dans l'ouvrage *Le Climat est un sport de combat* paru le 29 octobre, les économistes français Laurence Tubiana (qui joua un rôle crucial dans la négociation de l'accord de Paris en novembre 2015) et Emmanuel Guérin (conseiller à la Fondation européenne pour le climat) estiment que « désormais, l'accent doit être mis sur l'accélération de la mise en œuvre des objectifs déjà pris pour 2030 ». Une proposition que la présidence brésilienne de la COP 30 qui se tient à Belém du 10 au 21 novembre a totalement reprise à son compte, en promettant de se concentrer sur le côté opérationnel des choses. Ce qui implique de remettre sur la table la question du financement de la transition énergétique des « pays du Sud », c'est-à-dire les plus pauvres de la planète, très déçus des décisions prises en 2024 lors de la COP 29 à Bakou. Premières victimes du changement climatique, mais aussi en partie responsables du phénomène, ces pays aux faibles ressources ont en effet besoin de beaucoup d'argent pour réussir leur décarbonation.

Selon la vingtième parution du Global Carbon Project (un consortium de scientifiques qui suivent l'évolution des émissions de CO₂), présentée à Belém, les États-Unis, l'UE, le Japon, la Chine et l'Inde représentent toujours près de soixante pour cent des émissions de CO₂, les pays les plus pauvres ne dépassant pas dix pour cent. Mais, tandis que les pays industrialisés réduisent cahin-caha leur contribution*, les pays en développement constituent, selon la Fondation Rockefeller, engagée dans la lutte contre le changement climatique, de véritables « bombes climatiques » dont le poids dans les émissions de carbone pourrait rapidement dépasser celui des pays riches.

Entre 2019 et 2024, leurs émissions n'ont cessé d'augmenter. En cause, leur croissance économique et démographique, consommatrice d'énergie. Mais aussi, dans de nombreux pays, les effets de la déforestation, qui est à la fois une source majeure d'émissions de CO₂ (douze pour cent du total mondial) et un

facteur de réduction des capacités naturelles de la planète à absorber le carbone. Par ailleurs, ces pays sont fortement touchés par les conséquences du dérèglement du climat. Selon un rapport du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU, publié le jour-même de l'ouverture de la COP30, le nombre de « réfugiés climatiques » ne cesse d'augmenter. 250 millions de personnes ont été forcées de se déplacer aux cours des dix dernières années (soit près de 70 000 par jour, en moyenne) pour échapper aux calamités naturelles. Leur situation est d'autant plus dramatique qu'elles sont souvent parquées dans des camps exposés à une forte chaleur (200 jours de « stress thermique » par an) ou accueillies dans des pays fragiles économiquement et politiquement, surtout en Afrique (Tchad, Soudan, RD Congo).

Lors de la COP29 à Bakou fin 2024, les « pays du Nord » (notamment l'Europe, les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande) avaient promis aux « pays du Sud » de tripler les financements destinés à soutenir la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique, qui devaient passer de 100 à 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035. Un montant jugé « terriblement faible » par les bénéficiaires potentiels, eu égard aux dépenses à consentir.

C'est pourquoi, au cours des mois suivants, les pays développés ont promis de débloquer une autre enveloppe, beaucoup plus substantielle (1 300 milliards de dollars), composée de fonds publics, de taxes et d'investissements privés, mais sans dévoiler avec précision son contenu. On en sait un peu plus depuis le 5 novembre, les organisateurs de la COP 29 et de la COP 30 ayant présenté une « feuille de route », sorte de guide opérationnel des financements à mobiliser, qualifiant l'effort à réaliser de « considérable mais atteignable »

En dehors des ressources de l'Aide publique au développement (APD), comprenant dons et prêts concessionnels (avec faible taux d'intérêt et/ou un différé de remboursement), fournie par des gouvernements et agences bilatérales ou multilatérales, les outils financiers à dominante publique comportent trois volets principaux : la réforme des banques publiques de développement, les allègements de dette et les « taxes de solidarité mondiale ».

Dans le monde on compte plus d'une douzaine de banques multilatérales de développement (BMD) dont les plus connues sont la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque africaine de développement (BAD). Une des plus récentes, créée en 2014, est la Nouvelle Banque de développement (NDB, aussi appelée Banque des BRICS).

Ces institutions mobilisent des fonds importants pour le développement durable, mais leur fragmentation nuit à leur efficacité. Plutôt que de réduire leur nombre, leurs dirigeants préfèrent une collaboration renforcée, comme celle annoncée en octobre 2023 entre la Banque mondiale et neuf autres BMD. Fin 2024, le G20 leur a recommandé de mieux organiser leurs travaux pour améliorer leur dialogue avec les gouvernements, les banques nationales et le secteur privé, avec 16 objectifs concrets pour la décennie à venir. En 2025, plusieurs ont engagé un processus de rationalisation de leurs opérations pour éviter la dispersion des efforts, ce qui pourrait dégager une capacité supplémentaire de prêts de 300 à 400 milliards de dollars sur dix ans.

La question de l'allègement des dettes est à la fois plus ancienne et plus délicate, car plus de la moitié des pays pauvres sont surendettés, avec de nouveaux gros créanciers comme la Chine et l'Inde. Le G20 soutient surtout des suspensions temporaires de paiements ou des rééchelonnements. Mais il reste prudent sur les annulations de dettes réclamées par les ONG, car il recherche un équilibre entre soutien aux pays pauvres et garanties pour les créanciers internationaux. Ainsi, entré en vigueur en 2021, le « Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette » a eu un impact très limité. Les allègements offerts aux pays à faible revenu surendettés se sont limités à 13,6 milliards de dollars, alors qu'ils restent redevables de plus de 170 milliards de dollars, selon ONE Campaign, une ONG engagée dans la lutte contre l'extrême pauvreté. Seuls quatre pays (tous en Afrique) ont demandé à profiter du mécanisme et seulement deux ont obtenu un allègement effectif de leur dette, après plusieurs années de négociations.

La réforme des BMD et les allègements de dettes pouvant prendre du temps pour faire sentir leurs effets, la « taxation solidaire » est souvent jugée préférable. Les projets les plus avancés concernent le transport aérien. Imaginée en France en 2006, la Taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA), a essaimé sous des formes variées dans plusieurs pays d'Europe. Inspirée par le Air Passenger Duty britannique, apparu en 1994, à vocation purement nationale, la « taxe Chirac » visait initialement à financer des programmes de santé dans les pays en développement, notamment par le biais de la vaccination. L'Autriche, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède appliquent aujourd'hui des taxes similaires, parfois coûteuses pour les voyageurs, et le Danemark envisage de le faire. Mais l'Allemagne a décidé de réduire la sienne et, hors d'Europe, très peu de pays s'y sont ralliés, malgré les promesses d'origine. En juin 2025, une coalition de huit pays, dont la France, l'Espagne et le Kenya, a décidé de taxer davantage « l'aviation de luxe ». Pendant la COP30, ils ont été rejoints par trois nouveaux membres africains (Djibouti, Nigeria et Soudan du Sud) tandis que le Brésil, les Fidji et le Vanuatu adoptaient le statut d'observateurs. Ces pays envisagent de taxer les classes « Affaires » et « Première » des compagnies aériennes, ainsi que les jets privés, pour dégager de l'argent en faveur du climat et du développement.

Selon les rédacteurs de la feuille de route, d'autres taxes pourraient s'appliquer aux transactions financières, aux cryptomonnaies ou aux produits de luxe, mais sans autres précisions car on est seulement au stade des déclarations d'intention. La taxation est délicate à manier car elle peut avoir de sérieux effets secondaires sans pour autant rapporter des sommes suffisantes par rapport aux besoins. Les initiatives les plus prometteuses font intervenir des capitaux philanthropiques privés. C'est le cas de la Global Energy Alliance for People and Planet (GEAPP), créée en novembre 2021 lors de la COP26 à Glasgow, qui s'est fixée comme but d'aider les pays en développement à accélérer leurs transitions énergétiques par le déploiement de solutions innovantes, s'appuyant notamment sur les nouvelles technologies.

Il ne s'agit pas d'une ONG mais d'une société de droit américain (LLC) dans laquelle la Fondation IKEA, la Fondation Rockefeller et le Bezos Earth Fund ont injecté 1,5 milliard de dollars, des fonds propres susceptibles d'attirer ensuite des financements supplémentaires de banques multilatérales, d'acteurs publics et d'autres investisseurs privés. Cette « mobilisation collective par le biais d'alliances » devrait permettre de lever 7,5 milliards de dollars entre 2026 et 2030, avec comme objectifs de permettre à un milliard de personnes d'accéder à une énergie propre, de réduire de 4 milliards de tonnes les émissions de CO₂ et d'assurer à 150 millions de personnes des « emplois améliorés » et des moyens de subsistance durables. La GEAPP a déjà un impact concret dans une vingtaine de pays, dont la moitié en Afrique subsaharienne. ●

La taxation solidaire est jugée préférable aux allègements de dette

* les émissions mondiales de CO₂ devraient atteindre un record de 38,1 milliards de tonnes en 2025, en hausse de 1,1 pour cent sur un an, à cause notamment du renversement de tendance en Europe et surtout aux États-Unis, qui utilisent de plus en plus de charbon pour produire l'électricité nécessaire aux data centers qui pullulent dans le pays.

« Dynamique d'escalade »

IIII Interview : Frédéric Braun

Le criminologue belge Johan Deklerck* analyse comment parents, enseignants et médias peuvent involontairement amplifier un conflit scolaire

D'Land : Un élève d'une école primaire au Luxembourg a récemment été au centre d'un article du *Wort* assez détaillé et revendicatif, à la suite de violences envers ses camarades. Face à l'ampleur de la situation, certains parents ont contacté la presse et envoyé une pétition au ministère de l'Éducation, signée par une quarantaine de parents. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Johan Deklerck : Lorsque l'on saisit la presse pour un problème qui devrait normalement rester au sein de l'école, c'est déjà le signe d'une escalade. Cela crée une mécanique entre deux groupes polarisants, où l'on cherche à former des coalitions, parfois jusqu'au niveau ministériel, pour obtenir gain de cause. Dans cette situation, l'enfant auteur des faits et ses parents sont souvent absents du débat public, bien qu'ils soient bien présents dans la réalité de l'affaire.

Quels sont les points de vigilance pour la médiatisation de tels cas ?

Lorsqu'on évoque ce genre d'incident publiquement, que ce soit dans les médias ou en tant que responsable, il faut être très vigilant. Souvent, la médiatisation traduit une dynamique d'escalade : lorsque les parents ont le sentiment de ne pas être écoutés ou pris en compte par la direction de l'école, ils cherchent un soutien extérieur, par les médias ou les réseaux sociaux, pour « gagner » ou faire valoir leur point de vue. C'est soit l'enfant, soit nous. Cela transforme le problème en un affrontement, où chacun se positionne comme gagnant ou perdant. Cette escalade révèle souvent des difficultés de communication entre les parents et l'école, parfois liées à des familles en grande souffrance ou en situation problématique. Il est crucial de s'informer de manière exhaustive, en prenant en compte tous les aspects sociologiques et les interactions entre parents, direction et enfants, ainsi que les tensions qui peuvent en découler.

Lorsque vous êtes confronté à un cas de violence juvénile à l'école, quel est le premier angle d'analyse que vous adoptez ?

Pour comprendre un comportement préoccupant chez un enfant, la première étape est d'observer la constellation familiale et la manière dont la famille y répond. C'est le point de départ pour toute intervention ou analyse. Il est important de comprendre le fonctionnement de la famille : qui sont les parents, comment ils interagissent avec leurs enfants, s'il y a d'autres enfants qui rencontrent également des difficultés dans d'autres classes ou écoles, et s'il existe des problèmes liés à la drogue, à l'agressivité, à la violence ou à des troubles émotionnels. Ces problèmes doivent être pris en charge, mais ils ne relèvent pas directement de la responsabilité de l'école. La responsabilité de l'école consiste surtout à couper court à l'agression au moment où elle se produit, à communiquer efficacement avec les familles et à informer les parties concernées de ce qu'elle entreprend pour l'élève auteur et les victimes concernées.

[Suite de la page 15]

Quels facteurs expliquent la violence chez les enfants ?

Un élève violent est souvent un enfant en souffrance. Normalement, les enfants fonctionnent avec un certain degré de sociabilité : ils se font des amis, jouent au football, font du skateboard ou d'autres activités collectives. Mais certains enfants présentent une énergie destructrice qu'ils ne parviennent pas à canaliser. En tant que criminologue, je m'intéresse toujours aux comportements problématiques ; ils ne tombent jamais du ciel. Par exemple, il arrive que l'enfant concerné ait plus de douze ans et reste dans le cycle primaire, alors que la majorité des élèves changent d'école vers le secondaire à cet âge. Cela peut révéler un parcours scolaire difficile : l'élève a peut-être redoublé ou n'a pas obtenu les résultats nécessaires pour passer au niveau suivant. Dès lors, il peut être considéré comme « hors-piste » pendant toute sa jeunesse. Au-delà de la scolarité, la configuration familiale est un facteur essentiel. Il est crucial de comprendre ce qui s'est passé dans son environnement au fil des années pour que l'agressivité devienne un mode d'expression quasi systématique. L'agressivité n'apparaît jamais isolée. Elle est le résultat d'interactions complexes entre l'enfant, sa famille et son parcours scolaire.

Peut-on identifier des signes précoces ?

Oui. Il est possible d'identifier certains signes précoces qui peuvent indiquer qu'un enfant risque de développer des comportements agressifs plus graves si aucune intervention n'est mise en place. Ces comportements apparaissent souvent assez tôt, autour de dix ou douze ans, à l'entrée dans la puberté. Ils peuvent se manifester de deux manières : soit en se tournant contre soi-même, par des troubles comme l'anorexie, l'automutilation ou les idées suicidaires, soit en se tournant contre les autres, par de l'agressivité physique, du harcèlement ou des attaques. Ces comportements se développent toujours dans un contexte familial et scolaire. Normalement, un enfant devrait se sentir protégé et accepté à la maison et à l'école. Quand ce n'est pas le cas, et que des signes de violence ou de repli apparaissent dès le plus jeune âge, il y a un vrai risque que ces comportements s'aggravent si personne n'intervient. À l'école primaire, les comportements violents ou délinquants restent rares. À cet âge, les enfants imitent surtout ce qu'ils observent dans leur entourage, en particulier dans leur famille. Si un enfant voit régulièrement un parent crier, frapper ou adop-

L'essentiel est que les enfants soient aimés, vus et soutenus par leurs parents. La stabilité émotionnelle et familiale compte bien davantage qu'un parcours académique linéaire

ter un comportement violent, il a tendance à reproduire ces modèles. Un autre signal préoccupant peut être l'usage prématuré de langage sexuel ou un comportement qui cherche l'attention des adultes. Dans ce cas, il faut s'interroger : y a-t-il un risque d'abus ou de maltraitance ? L'enfant cherche-t-il à se faire remarquer pour être accepté ou pour attirer l'attention sur son malaise ? C'est surtout à l'entrée de l'adolescence, autour de douze ans, avec la puberté, que l'agressivité peut devenir plus structurée et active. L'adolescent commence à s'affirmer hors du cadre familial dans les groupes de pairs et cherche à gérer son passé, parfois difficile, en externalisant sa colère ou en s'isolant dans l'introspection. Les comportements agressifs deviennent alors une manière de « juger » ce qu'il a vécu, de prendre le contrôle sur son environnement ou de se mesurer aux autres. Si un enfant montre déjà des comportements très agressifs à six ou huit ans, c'est extrêmement rare, cela indique généralement qu'il a été confronté à une réalité familiale ou sociale particulièrement problématique.

Où s'arrête la responsabilité des enseignants ?

La responsabilité des enseignants est de créer un environnement propice à l'apprentissage et au développement global de l'enfant, intellectuel, cognitif, émotionnel et social, en se concentrant surtout sur les programmes scolaires tels que le langage, les mathématiques, les sciences, l'histoire... Lorsqu'un élève rencontre des difficultés importantes, les

enseignants et la direction doivent d'abord chercher du soutien externe : psychologues scolaires, thérapeutes ou centres médico-psycho-sociaux. Ces structures peuvent offrir un accompagnement adapté à l'élève. Si ces mesures ne suffisent pas et que le problème est plus complexe, il peut être nécessaire d'impliquer des services d'aide à la jeunesse, des assistants sociaux ou des psychologues spécialisés dans le soutien familial. Dans le cadre de la classe, les enseignants peuvent mettre en place des adaptations, proposer des exercices spécifiques, encourager les comportements positifs et soutenir l'élève au mieux, mais ils ne sont pas des thérapeutes. Le rôle thérapeutique appartient aux spécialistes externes qui travaillent en collaboration avec l'école pour aider l'élève à fonctionner dans l'environnement scolaire. Si l'élève ne parvient pas à s'intégrer dans la classe malgré ces interventions, il peut avoir besoin d'un suivi en éducation spécialisée, voire d'un accompagnement psychiatrique ou résidentiel. À chaque étape, les responsabilités sont claires : les enseignants s'occupent de l'enseignement et de l'accompagnement scolaire, les parents restent responsables de l'éducation et du suivi à la maison, et les spécialistes externes apportent un soutien adapté aux besoins spécifiques de l'enfant.

Dans un contexte où les réactions parentales et médiatiques peuvent rapidement s'emballer, la question est aussi celle de notre capacité collective à rester rationnels.

Dans mon travail de criminologue, beaucoup d'interventions médiatiques consistent à rassurer les familles. Les chiffres ne montent pas de manière dramatique, et la plupart des enfants grandissent dans des contextes familiaux stables. Mon rôle est de dire : « Votre enfant ne va pas forcément devenir un criminel, votre famille n'est pas en danger ». Cette réassurance est particulièrement importante dans les écoles secondaires, où les garçons décrochent plus souvent que les filles. Les filles réussissent généralement mieux et se sentent davantage reconnues, ce qui influence leurs parcours scolaires. Mais chaque enfant est différent. Certains ont un parcours « sauvage » : ils décrochent, prennent du retard, mais retrouvent leur chemin plus tard. L'essentiel est qu'ils soient aimés, vus et soutenus par leurs parents. La stabilité émotionnelle et familiale compte bien davantage qu'un parcours académique linéaire. ●

*Johan Deklerck a participé à la création du Master en Médiation de l'Université du Luxembourg et y enseigne depuis 2003

La série *Adolescence* a fait grand bruit en pointant la violence des (parfois très) jeunes



Motive der neuen Freiheit

III Anina Valle Thiele

Die Ausstellung *Instants Donnés* in Lüttich bietet Einblicke in das fotografische Universum Robert Doisneau. Neben seinen ikonischen Motiven zeigt die Retrospektive auch Industrie-und Sozialfotografien und Bilder der Pariser Vorstädte

Schwer zu sagen, wann der Hype um Robert Doisneau einsetzte. Sein Kuss vor dem Hôtel de Ville, der Musiker, der am Ufer der Seine einen Regenschirm über sein Cello hält oder die Motive scherzender Frauen auf den Bistrot-Terrassen von Paris sind bekannte Postkartenmotive, die das Lebensgefühl im Frankreich der 1950er und 1960er Jahre in starken Momentaufnahmen einfangen. Unwillkürlich lassen sie einen an die Gauloises-Werbung und deren viel später aufgenommenen Slogan „Liberté toujours“ denken. Denn wie Georg Stefan Troller in seinen Frankreich-Reportagen, in denen er Stars wie Juliette Greco fürs deutsche Fernsehen interviewte, schien Doisneau mit seinen Aufnahmen das Lebensgefühl der Franzosen einzufangen. Jene Leichtigkeit des Seins, die vor allem im Ausland das Bild Frankreichs prägte, wird in Doisneaus Fotografien gewissermaßen verdichtet zu einem Moment.

Mehr als 450 000 Negative hat Doisneau aus seiner Schaffenszeit hinterlassen. In der im *commissariat collectif* (Isabelle Benoit, Francine Derouille, Annette Doisneau, Benoît Remiche) entstandenen Ausstellung im Museum La Boverie sind derzeit rund 400 Fotografien von Robert Doisneau mit Abzügen von 1934 bis 1992 zu sehen. Die Schau ist in fast ein Dutzend Kapitel gegliedert und beginnt nostalgisch-verspielt mit rund 70 Aufnahmen rund um „L'enfance“.

Das Thema der Kindheit zieht sich durch das gesamte Werk von Doisneau. Er fühlte sich sein Leben lang selbst als Kind: Schelmisch und augenzwinkernd sind entsprechend seine Kinder-Fotografien, selbst, wenn sie diese beim Spielen in den Kriegstrümmern zeigen (etwa *La voiture fondue*, Paris, 1944).

In der Ausstellung bleibt der Blick an den Schwarz-Weiß-Abzügen hängen, die auf gelbem Hintergrund um so stärker wirken: tobende Buben vor dem Eiffelturm, die Aufnahme eines Jungen mit einer riesigen Baguette im Arm, wie er das Restgeld zählt (*La monnaie des commissions*, 1953) sowie an Fotos von Kindern in Klassenzimmern, auf denen mal der eine auf das Heft seines Nachbarn schielt oder zur Uhr. Eine Aufnahme zeigt Jungs an Pissoirs stehen (*Le pigeon indiscret*, Gentilly, 1964). Wie so oft bei Doisneau ist ein Detail versteckt, es fällt aus dem

Rahmen fällt und motiviert die Betrachter/innen zum zweiten Hinsehen: Ein Junge hat eine Taube auf dem Kopf. Aber auch das Foto eines tanzenden Paares am 14. Juli in den Gassen von Paris (*La dernière valse du 14 juillet*, Paris, 1949) ist ein Blickfang.

Vor Wänden in violett geht es weiter zu einer Serie von 40 Porträts von Kunstschaffenden in ihren Ateliers. Ein Foto von Pablo Picasso (*Les pains de Picasso*, 1952) im stets gestreiften Marinehemd am Frühstückstisch irritiert durch gigantische Hände, die der Maler vor sich auf dem Tisch liegen hat und die sich erst beim zweiten Blick als arrangierte Brioches herausstellen. Aber auch Braque, Saul Steinberg oder Wolinski hat Doisneau inmitten ihres kreativen Chaos porträtiert.

Einige Plakate, wie das für eine ausgefallene, feurig-orangene Orangina-Werbung zeugen davon, dass Doisneau auch kreativ als Werbefotograf tätig war. Minutiös arbeitete er an der Kulisse. Für Orangina bedeutete etwa das sorgfältige Schälen von Orangen viele Stunden Arbeit. Ein Foto zeigt Robert Doisneau mit Raymond Grosset von der Agence Rapho, 1993. Seit der Begegnung 1939 mit Charles Rado, Gründer von Rapho (und eben nicht Magnum), sollte die Zusammenarbeit mit der Fotoagentur bis zu seinem Tod halten. In der Schau wird mehrfach betont, dass es ihre „humanistische Fotografie“ war, die den Erfolg von Rapho ausmachte.

In *L'atelier de tirage*, einem nachgestellten Fotolabor, können die Besucher/innen die Atmosphäre, die Ausrüstung und den Ablauf eines Abzugs entdecken, um den Prozess der analogen Fotografie zu verstehen. Denn was in Zeiten von Smartphones vielen kaum mehr geläufig ist: Es ist vor allem das Auge des Fotografen – oder seines Abziehers –, das den Bildern ihren Charakter verleiht.

„Quand Robert Doisneau s'intéresse à l'art, il nous parle en fait d'humanité en montrant comment l'œuvre est aussi le réceptacle d'émotions multiples“, liest man in dem Kapitel in der Ausstellung. Der Begriff der *Humanité* mit großem H wird gerade im kunsthistorischen Diskurs in Frankreich gern gebraucht. Besonders im Kontext von Edward Steichens *The Family of man* wurde dieses Schlagwort geradezu überstrapaziert. Drei Serien, *La Joconde au Louvre* (1945), *La Vitrine de Romi* (1948) und *La pose des statues des Maillol au Jardins des Tuileries* (1964) zeigen, wie das Werk Doisneaus' ein Sammelbecken für Emotionen ist.

„Les années Vogue“, 40 Fotografien, zeugen davon, dass er eine Zeit lang auch im Paris der Scheinwerfer und der Mode verkehrte – einer Welt, die nicht die seine war. Eher ästhetisch glatt, ganz und gar auf den Stil der Modezeitschrift zugeschnitten wirken seine Auftragsfotografien. Sein spezifischer Blick ist hier kaum erkennbar. Dabei ist es doch das Imperfekte, was die Fotografie ausmacht („C'est toujours à l'imparfait de l'objectif“), wusste schon sein Freund Jacques Prévert.



Le cadran scolaire, 1956

Bei ihnen zu Hause war es die Fotografie, die regierte, berichten die Töchter Doisneaus: „Er fotografierte von morgens bis abends, das Leben unterlag den Aufnahmen, die das Familienatelier überfluteten, das Badezimmer wurde viele Jahre lang mit dem Labor verwechselt, die Tage verliefen im Geruch von Hyposulfid, und wurden vom Klingeln des Telefons, dem Zischen des Verschlusses der Rollei flex und der Wärme der seltsam benannten Glasurmaschine unterbrochen.“

Im Kapitel „Écrivains“ stößt man auf Porträts von Françoise Sagan, Simone de Beauvoir, Georges Simenon oder Elsa Triolet und Aragon. Beeindruckend ist auch das Kapitel Bistrots; an der Theke, im Speisesaal, auf der Terrasse oder sogar im Keller. Die beschwingten schichtenübergreifenden Begegnungen im Bistrot hat Doisneau so eingefangen, dass sich die Geselligkeit geradezu auf die Zuschauer/innen überträgt. In der Schau sind es 30 Fotos der arbeitenden Bevölkerung, wie Prostituierte am Tresen, begleitet von Akkordeonspielerinnen, kauzigen Wirten und lustigen Tischgruppen.

Porträts, wie das der jungen Isabelle Huppert, wie sie kokett an der Theke eines Pariser Bistrots sitzt und sich ein Glas Rotwein eingießen lässt (Isabelle Huppert, Café Deconquand, 267 Faubourg Saint-Martin, Paris, 11 juillet 1985) sind echte Blickfänge.

Von 1934-1939 war Doisneau als Industrie-Fotograf in den Werkhallen von Renault in Boulogne-Billancourt tätig; in der Zeit sollte er seinen Blick auf soziale Bewegungen und die Arbeiter schärfen. Ein wirklicher Sozialfotograf war er dennoch nie, dafür stand ihm die Freude am Augenblick im Weg. Er verfolgte mit

seinen Fotografien auch nicht das Anliegen, soziale Fragen zu dokumentieren.

Aus dem Rahmen fällt das Kapitel zu den Banlieues, das eine kaum bekannte Facette von Doisneaus Œuvre in 35 Fotografien zeigt. „Oui je sais, avant c'était moche, aujourd'hui c'est aussi moche, mais différemment“, soll Doisneau über die Vorstädte von Paris gesagt haben. Zweimal hielt Doisneau die Vororte von Paris mit seiner Kamera fest. Zunächst in den 1950er Jahren, veröffentlicht in einem Werk mit Blaise Cendrars, seiner Zeit noch dunkel und schmutzig, und 1984 kehrte er im Auftrag einer französischen Behörde, der Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), zurück: Er zeigt farbenfrohe Bilder ohne Menschen. Ab den 1980er Jahren werden seine Abzüge bunt und dies ausgerechnet in den tristen Banlieues – was den Blick umso mehr auf seine Fotografien lenkt. Denn Doisneau schafft es, selbst die Vororte ästhetisch eindrucksvoll einzufangen.

Am Ende des Rundgangs stoßen die Besucher/innen dann auf das ikonische Kitschfoto, die Schwarz-weiß-Fotografie eines jungen Paares in Paris, das jeder kennt: *Le baiser de l'Hôtel de Ville* (1950). Im La Boverie wurde daraus ein Vorhang gebastelt, durch den die Besucher/innen aus dem Fotouniversum Robert Doisneaus hinausspazieren. ●

Robert Doisneau *Instants Donnés* noch bis zum 19. April 2026 im La Boverie, Liège. Weitere Informationen unter: laboverie.com

Der begleitende Katalog: Robert Doisneau, *Instants Donnés*, 288 Seiten mit 270 Fotografien ist herausgegeben von Tempora und auf Französisch und Englisch im Shop des Museums erhältlich.

Jene Leichtigkeit des Seins, die vor allem im Ausland das Bild Frankreichs prägte, wird in Doisneaus Fotografien gewissermaßen verdichtet zu einem Moment



Trois en un

IIII Loïc Millot

L'exposition du Prix d'art Robert Schuman révèle une nouvelle génération d'artistes en trois lieux

Deux ans après l'édition de Trèves qui avait distingué le travail de Lisa Kohl, le Prix d'art Robert Schuman s'installe cette année à Metz, dans trois espaces emblématiques de l'art contemporain (Octave Cowbell, Esal, Arsenal). Trois lieux où les œuvres des artistes s'entremêlent heureusement, sans ligne de démarcation entre nationalités, disciplines et parfois même entre attributions, l'absence de cartels aidant parfois. Une démarche commune qui trouve son accomplissement dans la participation anonyme d'un collectif répondant à la dénomination d'« Œuvres sans artistes ».

La biennale réunit seize artistes et cinq commissaires issus des quatre villes participantes, le Luxembourg se distinguant par un duo de curateurs formé par Liliana Francisco et Steven Cruz. Place saint Louis, la galerie Octave Cowbell accueille la très belle installation de Bruno Oliveira, qui mêle poétiquement l'art du film à la broderie lusitanienne (*Sanfins*, 2023). Suspendus à un fil

par des pinces à linge, nappes et napperons blancs servent de supports à la projection. Supports techniques, entre lesquels le spectateur est invité à se frayer un chemin pour circuler de film en film, mais aussi supports mémoriels car le plasticien luxembourgeois effectue un retour au village d'où sa famille est originaire. Bruno Oliveira y brosse le portrait éco- et anthropologique d'un monde rural voué à disparaître, et dont il capte les instants ordinaires et silencieux, pétris dans leur humble et magnifique quotidien. *Sanfins* trouve évidemment une résonance toute personnelle, car ce monde qui disparaît est aussi celui de sa famille, dont certains membres sont morts depuis la réalisation du film il y a deux ans, et dont il convoque les objets, les fétiches catholiques, les portraits en noir et blanc accrochés au mur qui conservent le souvenir d'une jeunesse passée : « Un portrait ne nécessite pas toujours un visage. Parfois, un objet ou un lieu peut en dire tout autant », remarque celui qui a quitté son poste d'éducateur en 2015

pour étudier les arts visuels à La Cambre (Bruxelles). Autour de l'installation de Bruno Oliveira gît l'étonnant mobilier « néo-gothique » de Maïté Seimetz, aux formes squelettiques obtenues par impression 3D (*Decepticles*, 2025). Inspirée du manifeste cyborg de Donna Haraway, la plasticienne luxembourgeoise combine l'humain et le non-humain, suspend la quête de fonctionnalité et parvient à rendre étrange notre environnement familial. Ici un secrétaire fendu en deux où apparaît une langue, là une chaise à l'assise peu hospitalière, l'ensemble donnant forme à un bal d'objets charriant tout à la fois la sculpture, le design, l'artisanat et les technologies numériques. La dernière pièce de la galerie Octave Cowbell aligne dans l'obscurité plusieurs séries déployant le motif de la feuille, déclinée selon différentes tailles (*Toutes les feuilles d'un arbre*, 2014) et que l'on doit aux Œuvres sans artistes. Ce collectif, dont on connaît vaguement l'ancrage messin, se fait appeler ainsi car il refuse toute sorte d'individualisation et toute identification d'âge, de genre, de nationalité et de nom. Le catalogue de l'exposition nous apprend aussi que « L'identité des œuvres [du collectif, ndlr], indépendante de toute autorité, repose essentiellement sur les intentions des artistes qui les ont créées, leurs styles, leurs titres, et sur l'histoire visible de leur exposition. »

Juste avant l'œuvre de ce collectif qui ne dit pas son nom, on découvre l'installation suspendue de Ludovic Landolt, une sorte d'arbre orné de pierres musicales – des *sanukite*, roches obtenues par refroidissement de magma – découvertes lors d'un séjour de résidence effectué au Japon (*Keinosato Studies #3*). Quand ce ne sont pas des pierres volcaniques, Ludovic Landolt investit des objets patrimoniaux qu'il détourne à des fins plastiques et musicales. Ainsi tout objet ordinaire peut y

« Un portrait ne nécessite pas toujours un visage. »

Bruno Oliveira

trouver un usage esthétique, tels ce kouglof transformé en cloche et sonnant régulièrement le tocsin (*Kugelhopfsänger*, 2016) ou cette installation sonore fabriquée à partir de douilles d'obus de la Première Guerre mondiale (*Domglockenstrott*, 2023), un vestige de guerre collecté qui peut être support à gravure en Lorraine. Deux pièces de Ludovic Landolt que l'on peut rencontrer cette fois à la galerie de l'Arsenal. Né en 1993 à Metz, l'artiste franco-suisse s'avère être le nouveau récipiendaire du Prix Robert Schuman 2025 ; il sera soutenu à hauteur de 10 000 euros pour la réalisation de son prochain projet.

Dans ce lieu d'exposition dépendant de la Cité musicale-Metz se tient un condensé de notre époque. On y trouve diverses étagères où reposent des morceaux de bois en forme de fourche mis sous plastique et vendus comme une marchandise ordinaire (*Many of One*, 2025, de Leonard Schlöder), sorte de parodie du néolibéralisme à l'heure de l'urgence climatique. On y rencontre des séries de selfies questionnant le rapport à l'anonymat et à la star (*Cent photos d'une inconnue posant avec des célébrités*, 2014, Œuvres sans artistes). Se trouve



L'installation de Jil Lahr à la galerie de l'École supérieure d'art de Lorraine

également l'élégante installation interdisciplinaire de Bettina Reichert, qui fait la part belle aux éléments et à la matière, articulant peinture à l'encaustique (*Paintings*, 2015-2025), blocs de cire, suie, souffle du vent (*Sturm Zynepe*, 2022). Plus avant, on découvre les belles toiles de Zoriana Tymtsiv (*Under Natural Light*, 2025), principalement des portraits et des nus féminins aux tons roses évoquant les toiles de Kirchner et de Otto Mueller, l'un des suiveurs du fauviste Gauguin. Mains déployées, le plus souvent présentées de face, les figures de Zoriana Tymtsiv font signe au spectateur. Leur peau ne revêt jamais un aspect uniforme, car elle résulte de la juxtaposition complexe de petites touches aux tons différents : une construction chromatique et picturale élaborée, plutôt qu'une donnée biologique.

Dans le troisième lieu, la galerie de l'École supérieure d'art de Lorraine (Esal) abrite notamment l'installation fantasque de Jil Lahr, *Das Haus ist mir ein Traum* (2025), qui feint le bricolage improvisé à partir d'éléments préexistants. L'artiste s'empare de parapluies ouverts et suspendus qu'elle a auparavant privés de leur toile imperméable, qu'elle transforme en étendoir à chaussettes. Au milieu des ombres projetées à terre, l'œil s'achemine vers quelques jouets miniatures déposés sur le sol (une console, un sabot, une paire de chaussettes) et éclairés seulement d'une ampoule. Une autre façon d'envisager le domestique, l'enfance, le jeu : des formes de retrait dans un siècle technologique qui balaie tous les repères humains. ●

Prix d'art Robert Schuman, accessible gratuitement sur les trois sites de la ville de Metz (Octave Cowbell, galerie de l'Arsenal, galerie de l'École supérieure d'art de Lorraine), jusqu'au 11 janvier

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Du sollst folgen!

IIII Michèle Thoma

Da werde ich jetzt aber aufräumen, da werden jetzt einige fliegen! Düstere Verkündung auf Facebook, armer FB-Seele, bibberschluckhuch!, wird mulmig zumute. Fliegen! Fliegen, tat man sowas nicht einst aus Schulen und Betrieben und Discos? Diese grandios gefährliche Auszeichnung, das schillernde Gezeichnetsein der Verfemten? Und sowas auf Oma-FB. Fliegen. Ohne Schillern.

Meint Mensch etwa mich? grübelt Narzisstin. Bin ich die Abwechlerin, die Abtrünnige, die die herum trollt, die mit den blöden Bemerkungen den komischen Kommentaren die Advokatin sämtlicher Teufel/innen, die stichelt und stachelt und aneckt und anstößt, nicht nur Debatten um sich dann faul und feige aus den Gefechten zu stehlen. Weil die Sonne scheint. Die nicht links genug ist und nicht rechts genug und die die Mitte nicht aushält und die Impfgegnerinnen nicht und die unerbittlichen Zero-Covid-Impfgenossen schon gar nicht. Und ganz und gar Gaza ist, aber dann israelische Künstler liket. Und für den Frieden ist aber zweifelt, dass Herr Putin mitmacht. Die immer daneben steht und zwischen den Stühlen hockt und falsch liegt. Nicht linientreu, immer Schlangenlinien.

Sardonisches Grinsen gleißt durch das strenge Schwarz-Weiß bei der Verkündung der Säuberungsaktion. Ein Schauderschreck geht durchs Gefolge, eine kurze Schockstarre, die Follower/innen kuscheln sich zusammen, es ist schön so zu kuschen, und dann schon,

uff!, noch mal davongekommen beim Köpferollen, setzt ein verständnistriefendes virtuelles Kopfschütteln und Nicken ein. Treuebeweise. Demonstrationen von Devotion. Köpfe und Schwänze werden eingezogen, Pfötchen gegeben, Kratzfüße absolviert, jaja man muss hart durchgreifen. Voll richtig! Ganz bei dir! Mach ich auch so. In Acht und Bann mit dem Abwechler! Verbannung! Delete wie man früher sagte.

Unbotmäßiges Verhalten ist nicht zu dulden, leider muss Strenge/r Herr/in, den Rohrstab stets bei Hand, immer wieder mal nach dem Rechten oder dem Linken schauen. Nicht alle Saubermenschen sind von so gnadenloser Konsequenz, gewürzt mit der beliebten Prise Alltagssadismus, die dem Gefolge Lustschauer über den Rücken jagt, manche wollen es einfach nur ordentlich haben. Es muss halt von Zeit zu Zeit aufgeräumt werden und ausgeräumt, nicht jeder kann hier seinen Senf abgeben, seinen Mist hinterlassen, nicht jede kann hier einfach rein und alles rauslassen. Ein bisschen Benehmen bitte! Diese biedere Variante des FB-Herbergsvaters, der in Pantoffeln an seiner wall entlangschlurft und dann mal zum Putzlappen greift: Hier spinnen ein paar! Und dann gibt es welche, die nie liken. Oder die nur liken. Stille Genießerinnen, sozialmediale Schmarotzer, nicht bei mir!

Vielleicht sollte ich so eine Putzaktion auch mal starten, vielleicht sollte ich auch mal die Hausmeisterin meiner Plattform sein. Bei

mir ist schließlich Open House, Laisser-faire, es geht altmodisch antiautoritär zu, wie auf meinem Balkon, wo die mit den Stacheln und Würgegriffen, die Schling- und Verschlingpflanzen längst das Regiment übernommen haben. Aber das ist ja ein lächerlicher Vergleich, auf meiner wall oder wie sagt man ist nicht viel los, es geht großmütterlich friedlich zu, öfter mal ein längeres Nickerchen, dann ein gemütlicher Scherz. Mit so viel Follower/innen wie Taylor Swift kann ich nicht aufwarten, wahrscheinlich habe ich null Follower/in, woher soll ich das wissen? Entfreundet habe ich erst einmal jemand, es war akute Notwehr. Entfreundeten! Was für ein brutales Wort, für ein brutales Tun! Und als Influencerin tauge ich schon gar nicht, womit soll ich jemand beeinflussen? Mir fällt gar nichts ein.

Uff, ich muss nicht putzen! Niemand wegputzen. Von meinen hundert unbekannten Freund/innen, darunter gibt es schon Germanen in Rüstungen oder Herren in Anzügen vor US-Flaggen, von denen ich mir ein bisschen Würze im Alltag erhoffte, kriege ich großteils nichts mit. Die durch all den KI-Käse in meine Höhle vordringen, sind meist solche wie ich. Sie sind gut für den Blutdruck, manchmal ist es sogar ein bisschen kuschelig.

Ich glaube, ich werde betreut. Von meinem lieben langweiligen Algorithmus-Schutzengel, er passt gut auf mich auf. Dass ich nicht putzen muss. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

Chrëschtmaart-Terror

IIII Jacques Drescher



Vum November bis d'nächst Joer
Bleift et owes laang nach kloer.
An de Beem, do licht et grell
Fir Niklos a Père Noël.

Winterlights, dat ass eng Iddi
Vun der Buergermeeschtesch Lydie,
Well all blo Geschäftsfra weess:
't rabbelt Chrëschttag an der Keess.

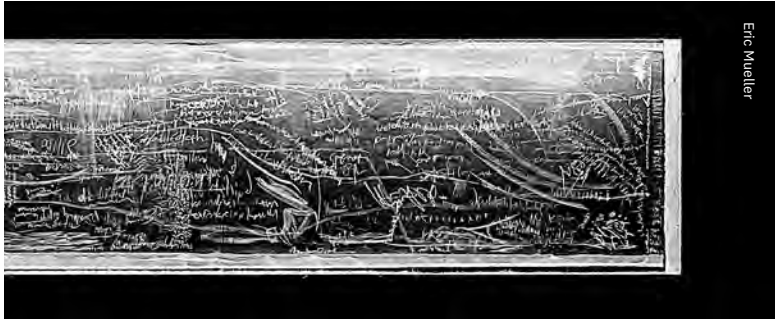
Wantermaart, Sapin Royal –
't sténkt no Fett am Krèppestall.
Fënnef Chrëscht-Events, wéi krass;
D'Kinnekswiss gëtt zougeschass.

D'Chrëschtsgasmusek mécht ee futsch.
Wou ass Plaz fir d'Kannerkutsch?
Vun der Gare bis op d'Place d'Armes:
Winterlights – Alarm! Alarm!

Le bien est voulu, le mal est permanent

IIII Karolina Markiewicz

Au Casino Luxembourg, l'exposition *Theatre of Cruelty* s'est ouverte comme un manifeste-héritage d'Antonin Artaud et de son théâtre de la cruauté



Pan Daijing, Cream Cut 1&2

L'exposition, pensée et scénographiée par la commissaire Agnes Grzyckowska, regroupe une constellation d'artistes, nouant un dialogue exigeant entre l'histoire du théâtre expérimental et les formes contemporaines d'art impliquant le corps, le geste, mais aussi la voix, l'intensité et la douleur éprouvée. Agnes Grzyckowska est une figure centrale de la scène curatoriale européenne contemporaine. Polonaise, indépendante, elle est à la fois curatrice, autrice et musicienne.

Rappelons qu'Antonin Artaud fut un théoricien et homme de théâtre, dessinateur et poète, né en 1896 à Marseille et mort en 1948 à Ivry-sur-Seine. Le point de départ de l'exposition est un énoncé clair, car pour elle tout comme pour le maître, la cruauté fait référence à une intensité, aussi bien vécue dans le geste de création de l'artiste que dans celui de sa réception, c'est-à-dire par le public. En ce sens, la création est aussi cruciale que le regard porté sur celle-ci. Antonin Artaud, que l'exposition place au centre, cherchait un théâtre capable de se détacher du confort narratif bourgeois par l'illustration banale, pour atteindre une forme de catharsis, un état proche d'un rituel ancien destiné à faire remonter à la surface ce que la société préfère tenir derrière ses façades de bonne convenance. L'un de ses successeurs, Romeo Castellucci est présent dans l'exposition avec la documentation vidéo des onze épisodes de la *Tragedia Endogonidia*, projet-système lancé en 2002, dans lequel la pièce se transforme au fil du temps et selon le parcours géographique et les lieux où elle est présentée. Romeo Castellucci s'y interrogeait sur les conditions de la tragédie contemporaine.

L'exposition met en circulation une énergie brute que le flux des médias tend à neutraliser. La cruauté est pensée comme une confrontation radicale avec la complexité de l'existence : extase et souffrance, en perspective de la mort. Cette vision

trouve une résonance essentielle dans notre réalité, car la douleur tend aujourd'hui à être banalisée voire esthétisée.

Un ravissement de se retrouver dans des pièces sombres, habillées de grands rideaux noirs, théâtralisées, où la profondeur de notre existence circule à travers des œuvres d'une rare qualité. Une exposition pour un public qui aime se souvenir qu'il existe le monde insaisissable de l'âme, dans toute sa générosité et son âpreté.

La sélection réunit des artistes de plusieurs générations : Antonin Artaud lui-même, à travers ses écrits, ses dessins et des documents uniques, mais aussi Ed Atkins, Angélique Aubrit & Ludovic Beillard, Tobias Bradford, Romeo Castellucci, Pan Daijing, Tadeusz Kantor, Liza Lacroix et Michel Nedjar. Tous et toutes mettent dans leurs œuvres, la réalité en crise à travers le statut de l'image, du regardé, de l'éprouvé, mais aussi du corps et de ses représentations. L'exposition se déploie à travers une diversité de pratiques : théâtre, performance, son, peinture, sculpture, vidéo, installation cinétique. Cette transversalité est fondamentale. Elle prolonge l'intuition d'Antonin Artaud selon laquelle le théâtre ne se réduit pas à un texte joué sur une scène, mais s'élargit à un dispositif total où les gestes, les voix, les lumières, les objets et les espaces s'additionnent pour composer une expérience unique. Les œuvres rassemblées ici se présentent comme autant de fragments, de rituels, d'actions, d'images à décrypter, plutôt que comme des récits fermés. Il faut prendre du temps pour chacune des œuvres. Regarder attentivement et comprendre la résonance qu'elles provoquent en nous. On pense à une séance thérapeutique, mais c'est davantage une confrontation avec ce qui nous touche le plus profondément à travers l'art. L'art agit comme un miroir, reflétant et clarifiant nos émotions actuelles et le syndrome de Stendhal,

cette réaction physique et émotionnelle intense, face par exemple à la vidéo virtuose et virtuelle vidéo d'Ed Atkins. Connu pour ses vidéos hyperréalistes qui mettent en scène des avatars numériques, l'artiste britannique fabrique des figures à la fois présentes et profondément désincarnées. La cruauté se déplace ainsi vers le terrain d'un corps numérique qui semble souffrir, crier, chanter, sans jamais pouvoir être réellement compris. On se trouve dans une sorte de zone intermédiaire, celle entre la simulation et le ressenti et elle questionne la manière dont nous consommons des émotions médiatisées.

Certaines pièces mettent en avant la dimension scénique et performative. Le travail d'Angélique Aubrit & Ludovic Beillard occupe une place importante avec leur installation *Une solitude vraiment terrible* qui s'accompagne d'une performance. Les performeurs qui portent des costumes lourds, évoluent lentement dans un dispositif évoquant l'inconfort et le danger dans un espace clos. Physiquement contraignant, à la limite de l'endurance, la cruauté se comprend plus comme la densité du temps et de la matière, à savoir la pression.

Le dialogue avec Tadeusz Kantor est lui aussi déterminant. Figure majeure du théâtre d'avant-garde polonais né en 1915 et mort en 1990, Tadeusz Kantor a exploré, tout comme Antonin Artaud, l'idée d'un théâtre hanté par la mémoire de la mort et les traumatismes historiques à répétition. Sa présence dans l'exposition inscrit *Theatre of Cruelty* dans une généalogie qui relie les avant-gardes du vingtième siècle à des pratiques contemporaines. La radicalité kantoriennne à travers ses « machines » funèbres, entre en résonance avec l'idée d'actes d'exorcisme.

Avec Pan Daijing, performeuse et musicienne chinoise établie à Berlin, ce sont le son, la voix et le souffle qui deviennent matière de cruauté. Son travail, entre performance, composition sonore et installation, s'ancre dans des registres émotionnels intenses. Des cris, des murmures, respirations, fragments de langage deviennent des éléments d'une langue qui se fracture et devient pure vibration. Cette « langue brisée » dont parle la présentation rejoint l'idée artaudienne d'un langage qui ne serait plus un simple médium de communication, mais une force qui agit sur les corps.

Liza Lacroix travaille des surfaces sombres, gestuelles, où la trace du corps est visible, presque

agressive. La peinture se fait espace de projection de pulsions, de blessures et de tentatives d'exorcisme. Michel Nedjar, avec ses figures et ses poupées marquées par la répétition du geste et de la matière, inscrit la cruauté dans la mémoire et le rituel : ses objets semblent à la fois reliques et talismans, porteurs de traumatismes mais aussi de forces de survie.

L'ensemble du projet est encadré par un important dispositif de médiation. L'exposition s'accompagne notamment d'ateliers pour enfants, où ils sont invités à traduire leurs impressions en formes visuelles. Avec *Theatre of Cruelty*, le Casino devient un champ d'expérimentation pour une dramaturgie de l'espace qui, au-delà de l'accrochage, pense la circulation, les temps d'exposition, la confrontation avec des œuvres parfois dérangeantes.

Le texte de présentation insiste d'ailleurs sur la dimension potentiellement difficile de certains travaux, signalant qu'ils peuvent ne pas convenir aux publics sensibles ou très jeunes. *Ce disclaimer* rappelle que la proposition d'Agnes Gryczkowska n'a rien d'une promenade neutre. En s'appuyant sur Antonin Artaud, elle revendique une forme de violence symbolique assumée, dans laquelle l'art ne sert pas à apaiser mais à réveiller, à faire apparaître des zones d'inconfort.

Theatre of Cruelty n'est ni une exposition historique sur Artaud, ni un panorama de la performance contemporaine. C'est un dispositif qui articule héritage théorique, pratiques scéniques et objets plastiques pour interroger ce que peut encore être, aujourd'hui, un geste artistique « cruel » : non pas un spectacle de violence sanguinolent, mais une intensification de la perception, une expérience qui secoue les corps et les imaginaires. Porté par le regard d'Agnes Grzyckowska, ce projet s'inscrit dans un réseau de réflexions sur le rapport entre art, rituel, trauma, et modes de réception, en faisant du Casino un théâtre au sens fort, c'est-à-dire un lieu où ce qui se joue dépasse largement le simple cadre de l'exposition. ●

Le titre est une citation d'Antonin Artaud

Theatre of Cruelty au Casino Luxembourg jusqu'au 8 février. Détails du programme cadre sur casino-luxembourg.lu



T
A
B
L
O

LAND ART

Instantanés à Marseille

La page d'artiste a été confiée à Samantha Wilvert, une photographe documentaire et réalisatrice, née au Luxembourg et basée à Marseille. Diplômée de



L'École de Condé à Nancy, elle développe des projets autour de sujets sensibles, tels que les injustices sociales ou le deuil. Elle cherche à comprendre intimement ses sujets grâce à une approche lente et réfléchie.

La présente série rassemble des clichés volés réalisés dans le cadre de ses recherches pour un futur court-métrage en vue de son Master en cinéma documentaire. « Cette démarche ne consiste pas à penser photo, mais à penser image : imaginer une séquence, un lieu, une lumière, dans la perspective d'y revenir plus tard avec une caméra. Ces photographies se veulent plus spontanées, tout en révélant un regard en éveil, toujours en quête de ce qu'il cherche à saisir. » FC

POLITIQUE

Prévisibilité

Depuis cette année, la dotation du Film Fund a été scindée en deux crédits budgétaires distincts : l'un pour son fonctionnement (6,1 millions d'euros), l'autre destiné au soutien du secteur audiovisuel. Mardi, les députés ont voté une loi sur la part destinée à ces aides, en accordant au Film Fund 180 millions d'euros sur les quatre prochaines années. 120 millions seront alloués par voie budgétaire (soit 30 millions par an, contre 41

cette année) et 60 millions d'euros proviendront des réserves du Film Fund (actuellement estimées à environ 97 millions d'euros et que le législateur entend réduire progressivement), une des recommandations de la Cour des comptes.

Le ministère de la Culture considère que ce « changement de paradigme » offrira aux acteurs du secteur audiovisuel une prévisibilité essentielle à leurs activités. L'effort financier consenti permettra de répondre à la hausse continue des coûts de production À titre d'exemple, en 2021, une aide de

3 millions d'euros permettait de réaliser six heures de la série *Capitani* alors qu'en 2024, le même montant n'a financé que trois heures de *Marginal*.

57 députés ont voté pour le texte, seuls les Pirates étaient contre. Le député Marc Goergen s'est gaussé du montant engagé (« avec cet argent l'État devrait produire lui-même et créer Luxflix ») et semble très peu informé sur le secteur. Il a d'ailleurs posé une question parlementaire dans la foulée pour connaître les aides accordées par le Film Fund depuis 2020. FC



La nef des fous

III Jeff Schinker

Deuxième volet du tour d’horizon des prix littéraires français

On trouve aujourd’hui, dans la littérature contemporaine, deux tendances antagonistes. Il y a les romans qui se contentent de reproduire le réel. Autrefois, cela s’appelait la mimésis, qui impliquait un certain degré de structuration littéraire alors qu’en 2025, ce transvasement de la réalité en littérature se fait de manière de plus en plus brute, documentaire. Et il y a ceux, plus rares désormais, qui le réenchangent, ce réel. Dans ces postures, se lisent aussi deux croyances : alors que les néoréalistes brouillent les frontières entre la littérature, le documentaire et le journal intime et ne semblent voir en l’écriture qu’un outil servant à consigner l’état désolant de la planète ou à dénoncer des violences familiales et intimes, les rêveurs essaient, par l’humour, l’hyperbole et l’inventivité, non pas à créer une littérature qui divertisse, console ou permette de s’abriter du réel, mais d’apporter à notre condition une certaine grâce, une espèce de légèreté qui nous permettrait de nous émanciper de la lourdeur nous accompagnant en permanence, qui pousse le rocher de notre responsabilité collective comme d’impuissants Sisyphe.

On avait dit, la semaine dernière, la déception que fut *Toutes les vies* de Rebekka Warrior, journal intime d’un deuil assez bâclé dans son écriture désinvolte. *Kolkhoze* d’Emmanuel Carrère (prix Médicis) est un autre journal intime d’un endeuillé, et si on peut regretter que Carrère ait tourné le dos à la fiction, force est de constater que cette plongée dans la généalogie familiale, dont les ramifications dessinent certaines récurrences fatales, débouche sur une œuvre qui touche par son honnêteté. L’auteur dit sans fioritures les rapports difficiles avec sa mère, l’historienne Hélène Carrère d’Encausse. En même temps, il évoque la complicité qu’il y eut entre la mère et son fils qui disparut à l’âge adulte, parce que grandir implique déboulonner les monuments en quoi nous transformons nos parents. Il espère que son livre parviendra à ressusciter cette complicité dans un portrait en miroir où tout passage sur sa mère est aussi un autoportrait en creux ainsi qu’une analyse de la guerre en Ukraine. Commentant l’amitié entre sa mère et Maurice Bardèche, Carrère écrit : « Cela compte, les choix plus ou moins libres de nos parents. Ceux qui ont fait les bons, le monde leur appartient et ils

le laissent en héritage à leurs enfants. Reste aux autres la honte, le ressentiment, la méfiance à l’égard de soi-même [...]. Ce n’est pas le même rapport au monde d’avoir eu comme ami de la famille Romain Gary ou Maurice Bardèche. Un demi-siècle plus tard, je suis bien placé pour savoir que cela pèse encore. »

Autre plongée dans la documentarité la plus pure, *Tu cherches quoi ?* d’Adrien Le Bot enquête sur les lieux de drague en France, ces forêts, parkings ou toilettes publiques où des hommes se rencontrent pour vivre en cachette une homosexualité souvent non assumée. Si le travail de Le Bot se résume à recueillir des témoignages dont certains interpellent l’auteur en l’impliquant plus ou moins clairement dans leur ballet de séduction, il se dégage, de la mise en commun d’une soixantaine de courts récits, un monde interlope, une cartographie d’un désir souvent refoulé par d’invisibles lois hétéronormatives ; ils sont nombreux à dire que dans leur milieu de travail ou dans la région dont ils viennent, se dire homosexuel équivaut à un arrêt de mort. Parfois, au cours de témoignages souvent crus, le discours se politise, quand l’un des interrogés se plaint d’un maire qui cherche à ostraciser les amants d’un coup verbalisant les voitures garées près d’un de ces lieux, où quand un autre évoque des agressions que d’aucuns auraient vécues.

À cette méthode journalistique, deux autres romans mêlent un vécu personnel traumatique : dans *La collision*, le primo-romancier Paul Gasnier s’intéresse au destin du jeune Saïd qui, lors d’un rodéo urbain sous influence, a causé la mort d’une citoyenne, la mère de l’auteur. Dix ans après les faits, Gasnier mène une enquête à la fois intime et sociologique, rencontrant le juge, l’avocat et la sœur du jeune, traversant le quartier lyonnais de la Croix-Rousse, compulsant le dossier d’instruction, tout cela pour reconstituer la collision fatale, au sens littéral comme métaphorique, entre deux parcours opposés – la mère de l’auteur, en train d’ouvrir un centre de yoga, et ce fils d’immigrés marocains ayant cherché « l’intégration culturelle par le travail et l’enracinement ». Si Gasnier dit évoquer ce traumatisme pour éviter que des cas similaires ne soient politiquement récupérés par le RN, c’est dans les moments où son propre lan-

gage lui échappe qu’on sent que l’auteur peine à concilier sa blessure intime avec son engagement politique. Ainsi, au moment d’aborder Saïd, Gasnier se rétracte. « Je n’avais rien à lui dire », écrit-il, ne se rendant pas compte qu’il refuse ainsi, à Saïd, d’avoir son mot à dire.

L’enquête de Nathacha Appanah n’aboutit pas toujours, parce que, dans les cas de la violence faite aux femmes, c’est la société, et non pas l’autrice, qui s’arrête au seuil de l’indicible : *La nuit au cœur* (prix Femina) évoque les sonnettes d’alarme qu’on ignore, l’entourage qui ne réagit pas ou pas assez et montre le côté systémique de la violence sexiste, qui prolifère parce que la société se ferme les yeux ou parce qu’elle est corrompue de l’intérieur. Recourant à l’anaphore, recommençant son récit encore et encore comme pour s’approcher en cercles concentriques d’une réalité innommable et souvent innommée, questionnant le pouvoir de la littérature, l’autrice relate le féminicide de Chahinez Daoud, qui s’est fait tirer deux balles dans les jambes pour que, ainsi immobilisée, son mari puisse l’immoler et la brûler vive en plein jour ; puis celui d’Emma, une cousine de son père, qui s’est fait écraser par son mari alors qu’elle faisait son jogging matinal. Les deux femmes ne sont plus là pour parler, mais une troisième a survécu, qui se fait la porte-parole d’autres destins : l’autrice elle-même. Âgée de 17 ans seulement, elle tomba sous l’emprise d’un poète de trente ans son aîné. Après l’avoir séduite, cet homme l’a peu à peu isolée des siens, ne supportant plus ce à quoi il avait commencé de succomber – la pétillance d’une personne qu’il avait cherché à éteindre et que l’autrice rallume ici, avec une colère et une empathie intactes.

Lauréat du prix Interallié, qui se targue d’être constitué, à rebours du Femina, d’un jury exclusivement masculin, Louis-Henri de La Rochefoucauld suit Thibaut de Montaigu dans une succession d’écrivains mâles où il semblerait que ce soit la particule qui compte, plus qu’un quelconque qualité littéraire. Après l’autofiction illisible de Montaigu, qui réhabilitait un père coureur de jupons pour légitimer ses propres penchants libidineux, on ne change pas vraiment de registre avec *L’amour moderne*. La Roche-

foucauld peine à nous convaincre de la qualité de son roman : dans sa comédie de mœurs, on voit le fraîchement divorcé Ivan Kamenov demandé par Michel Hugo, un personnage de producteur de cinéma entre Arnolphe et Weinstein, d’écrire une comédie romantique afin de remettre sur le devant de la scène une épouse qu’il a séquestré après qu’elle a reçu un Oscar. La comédienne et l’auteur se rapprocheront avec d’autant plus de facilité qu’ils partagent un traumatisme commun – un ami d’enfance d’Ivan et la sœur d’Albane ont été massacrés par un père de famille qui n’est pas sans rappeler Xavier Dupont de Ligonnières. Parodie virulente d’un milieu où de grands misogynes sautent sur le train en marche du féminisme autant que roman d’apprentissage sur le mode de l’*Éducation sentimentale* flaubertienne dont il emprunte l’ironie légère, *Les amours modernes* ne fait pourtant qu’égrotter le vernis d’une France conservatrice dont on sent qu’il l’aime trop pour en dévoiler la vraie monstruosité.

Aux antipodes d’une littérature documentaire, l’on trouve *Vertu et Rosalinde* d’Anne Serre, un texte en trompe-l’œil, puisqu’au-delà du fait que Vertu et Rosaline n’en sont pas les personnages principaux, l’appellation de roman prête volontairement à confusion : les trente textes loufoques le constituant et au cours desquels on assiste, dans un stade, à un match féminin opposant les Non-Vic aux Vic, ces dernières étant constituées « de trente-deux filles victimes – d’inceste, de pédophilie, de gestes inappropriés, mais aussi d’injustice sociale », quand on n’y rencontre pas un Hamlet désœuvré ou une autrice aux penchants assassins, ces textes donc sont plutôt un mode d’emploi pour transformer, par le coup de baguette magique de l’écriture, un réel souvent déprimant en quelque chose de plus soutenable, car de plus drôle. Et si l’on retrouve certains traits biographiques tragiques de la vie de l’autrice, son art poétique refuse l’autofiction : « Quand les gens racontaient leurs vies dans leurs romans, cela m’énermait énormément », écrit-elle. Mais que faire face aux mauvais souvenirs qui surgissent dès qu’on commence à écrire ? « Transforme cela en cirque [...] Invente une nef des fous, une danse macabre, poivre tout cela d’ironie et fais alliance avec eux, c’est cela le grand secret. » ●



AU THÉÂTRE ET AU CINÉMA

Docteur Garine vs Ange de la Mort

IIII Lucien Kayser

Des immensités russes aux pays d’Amérique du Sud, Kirill Serebrennikov et August Diehl face à la condition contrastée de l’homme

L’un est médecin, dans la province russe, et son sens du devoir le pousse à un voyage en pleine tempête de neige pour aller vacciner les habitants d’un bourg voisin, touchés par une épidémie importée de façon étonnante de Bolivie ; l’autre a été médecin aussi, de la pire espèce, dans son uniforme nazi. Ce second, c’est Josef Mengele, qui a fait l’ange de la mort à Auschwitz avant de fuir en Amérique du Sud, dans une traque où il a échappé à tous ceux qui voulaient le confronter à ses crimes, y compris au Mossad. August Diehl est l’un et l’autre, incarnations époustouflantes, dans l’adaptation scénique *Der Schneesturm*, créée cet été à Salzbourg, reprise maintenant à Düsseldorf, du roman de Vladimir Sorokine, et dans le film *la Disparition de Josef Mengele*, les deux de cet autre Russe exilé qu’est Kirill Serebrennikov. Avec le docteur Garine, le comédien a sans doute pris énormément de plaisir, au-delà d’un engagement continuuel qui le laisse épuisé à la fin, sous les applaudissements d’une salle debout face à toute la troupe. Avec Mengele, ça a dû être très dur, trois heures avec un salaud, mais Diehl avait déjà connu un rôle de SS Sturmbannführer avec Quentin Tarantino. Impossible d’avoir le moindre doute sur son talent multiple, évocateur et convaincant en toutes circonstances, alors qu’il a joué le jeune Karl Marx ainsi que Franz Jägerstätter, agriculteur autrichien et objecteur de conscience exécuté par les Allemands.

Serebrennikov comme Diehl ont insisté sur la part d’humanité qui peut exister jusque dans les monstres. Aux premières images du film, voilà un homme qui se sait recherché, jetant des coups d’œil inquiets à gauche et à droite dans une rue de Buenos Aires. On passera au Paraguay, au Brésil, où Mengele trouvera des soutiens, lui qui ne changera pas, restera dans le déni, même face à son fils venu pour en savoir plus. August Diehl nous fait ressentir jusque dans notre propre corps ce que cette vie a dû être, seulement, et là encore metteur et comédien se rejoignent, à aucun moment ils ne donnent le moindre sentiment d’apitoiement, de compassion. Le film de Serebrennikov est trop dur pour cela, éprouvant, carrément torturant. Jusque dans les images, et le passage du noir et blanc à la couleur n’y change rien, au contraire, ça dénonce d’autant plus fortement l’attitude criminelle, où Serebrennikov nous confronte, avec sa propre reconstitution du camp, avec le mal absolu d’un côté, la banalité bourgeoise de l’autre, chose connue depuis Eichmann et Hannah Arendt.

La vie de Mengele, au long des années, d’une identité, d’une cache à l’autre, avait été retracée dans le roman d’Olivier Guez. Serebrennikov, à sa manière, fait éclater ce récit, rendant de la sorte la division, la brisure même du personnage. Et dans ce sens, aucun commentaire sur le film (et sa qualité essentielle), sur le jeu également d’August Diehl, ne peut rivaliser avec le dessin de Wozniak à sa sortie en France : On connaît la justesse, la pertinence du trait de ce dessinateur du *Canard enchaîné*, eh bien, pour une fois, c’est le texte qui dit le mieux les choses, cette horrible affirmation mise dans la bouche personnage : « Moi aussi, je suis rescapé d’Auschwitz ».

Un survivant, et celui qui mérite le qualificatif dans toute sa positivité, c’est Garine dans *Der Schneesturm*, recueilli à la fin par des Chinois (il se passe des choses dans une Russie dystopique), sauvé de la neige et du froid. Contrairement au sort injuste de son cocher Kozma, pas récompensé au bout de tous ses efforts pour mener à bon port le traîneau tiré par de bien fragiles chevaux nains, en plus effrayés par le moindre bruit des loups. Et d’autres écueils, d’autres dangers ne manquent pas, les accidents se multiplient, dans un voyage qui au départ a semblé s’inscrire dans une tradition remontant au dix-neuvième. Mais chez Sorokine et à sa suite Serebrennikov, on est loin du réalisme, il n’y en a que pour la fantaisie, et les épisodes

les plus saugrenus se succèdent à un rythme à vous donner le tournis. A peine Garine s’est-il attaché une nuit durant à une belle meunière bien accueillante, que le voilà avec des narcotrafiquants, et pris d’un coup dans un délire d’exécution.

Cela dit, dans cette tempête, tourmente (a-t-on traduit en français) où des interprètes tout de blanc vêtus rivalisent avec les flocons qui tombent, un point d’accrochage : le siège des deux voyageurs, la tête dans une boule de verre, drôles de cosmonautes, avec un agrandissement pour saisir les postures de Diehl et de son comparse, l’acteur tout aussi efficace qu’est Philipp Avdeev. Quant au voyage lui-même, il se fait sur une estrade à l’avant-scène, en miniature sur un tapis, et c’est filmé en direct, projeté tout en haut.

On n’est pas étonné, on sait que Serebrennikov sait faire spectacle de tout moyen. Cela ravit, ça s’avère poignant : le voyage



Garine (August Diehl) dans son voyage au bout de lui-même

de Garine et de Kozma est en fait un voyage au bout d’eux-mêmes : *Warum überhaupt weitergehen ? Wie wird es enden ? Mit Tod oder Rettung ?* Garine aura le dernier mot, faisant le bilan (pas toujours réjouissant) de sa vie. Du courage au moins, pour y faire face. ●

04.07.2025 – 11.01.2026

Land in Motion
Transforming People and Nature

WW

Archaeology History Art
National
musée
um Fäschmaart

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Culture

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Culture

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Culture

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Culture



Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 16.12.2025 10.00 heures
Lieu : SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg
Intitulé : 3405_gros-oeuvre fermé, réf. Ae14-1.
Description :
– L'exécution des travaux de gros-oeuvre fermé d'un immeuble résidentiel à Luxembourg-Bonnevoie.

Conditions d'obtention du dossier : Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des plis : Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures.
N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502931

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 08.01.2026 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Intitulé :
Travaux d'installations électriques moyenne tension (lot 10) à exécuter dans l'intérêt de la construction du Neie Bouneweger Lycée Luxembourg.

Description :
– Installation d'un transformateur de 1 600 kVA ;
– Mise en place d'une cellule MT ;
– Câblage MT et BT jusqu'au TGBT ;
– Comptage BT et découplage.
La durée des travaux est de 30 jours ouvrables, à débiter pour mi 2027. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission peuvent être retirés via

le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502815

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 14.01.2026 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Intitulé :
Travaux d'installations électriques courant faible (lot 13) à exécuter dans l'intérêt de la construction du Neie Bouneweger Lycée Luxembourg.

Description :
– Centrales BMZ en réseau (10 pour le lycée, 1 pour ateliers et sport) ;
– Env. 1 400 détecteurs ;
– 70 déclencheurs manuels + sirènes ;
– Armoires RWA ;
– Câblage incendie et 80 modules d'asservissement.
– Réseau data :
– 19 racks 42U ;
– Env. 1 600 prises RJ45 ;
– 70 panneaux de brassage cuivre/fibre ;
– Câblage cat. 6 et 7.
La durée des travaux est de 445 jours ouvrables, à débiter pour mi 2026. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502962

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 09.01.2026 10.00 heures

Intitulé :
Travaux de « systèmes de fermeture » (MCL 10.3) à exécuter dans l'intérêt du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg.

Description :
– Le projet de construction est situé à Luxembourg-Kirchberg, dans une zone délimitée par le bd Konrad Adenauer au nord, la rue Erasme à l'est et la rue Antoine de Saint-Exupéry au sud.
– Le projet est constitué :
– D'une tour de 24 niveaux (RDC, 22 étages de bureaux, étage technique) ;
– D'un bâtiment de 7 niveaux (RDC, 6 étages de bureaux, étage technique) ;
– Et d'un Welcome Pavillion pour l'accueil des visiteurs.

Les travaux du présent lot se décomposent essentiellement en la fourniture et la mise en œuvre/pose de :
– Environ 7 000 cylindres mécaniques ;
– Environ 400 trousseaux de clés-passe ;
– 200 clés-passe supplémentaires.
La durée des travaux est de 294 jours ouvrables, à débiter le 2^e semestre 2026.

Critères de sélection :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502789

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 13.01.2026 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via

le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Intitulé :
Travaux d'installations électriques basse tension (lot 11) à exécuter dans l'intérêt de la construction du Neie Bouneweger Lycée Luxembourg.

Description :
– Tableaux généraux et de distribution (1 TGBT, 17 tableaux de distribution, 266 tableaux secondaires) ;
– UPS de sécurité et batteries centralisées ;
– Câblage basse tension et env. 3 000 m de chemins de câbles ;
– Pose d'environ 2 550 luminaires standards et 775 luminaires de secours.
La durée des travaux est de 445 jours ouvrables, à débiter pour mi 2026. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502958

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 16.01.2026 10.00 heures

Intitulé :
Travaux d'installations d'ascenseurs (lot 19) à exécuter dans l'intérêt de la construction du Neie Bouneweger Lycée Luxembourg.

Description :
– Installation de 2 ascenseurs électriques 1 000kg :
– PMR ;
– 1 accès ;
– 5 niveaux ;
– Simple face.
Installation de 2 ascenseurs électriques 1 000kg :
– PMR ;
– 1 accès ;
– 3 niveaux ;
– Simple face.
– Installation de 2 ascenseurs électriques 1 275kg :
– PMR ;
– 2 accès ;
– 3 niveaux ;
– Simple face.

– Installation d'une table élévatrice hydraulique de 1 000 kg ;
– 2 accès ;
– 2 niveaux.
La durée des travaux est de 60 jours ouvrables, à débiter pour le deuxième semestre 2027. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502816

d'LetzebuengerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C.B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Antoine Hron (48 57 57-1; ahron@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), **Stéphanie** Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), **Erwan** Nonet (48 57 57 28; enonet@land.lu), **Sarah** Pepin (48 57 57 36; spepin@land.lu), **Pierre** Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), **Bernard** Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Yi Ren (48 57 57-32; yren@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Letzebuenger Land **Instagram** letzebuenger_land **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,50 € **Abonnement annuel** 220,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000



Véronique Fauconnet et Félix Adam

Rencontre sur scène avec la mort

IIII Josée Zeimes

La première création de la saison, en novembre, au TOL porte sur la confrontation avec la mort avec le cabaret *Toute dernière fois !*

Le titre peut, dans un premier temps, intriguer voire rendre mal à l'aise. Mais le descriptif du spectacle, dans la brochure du théâtre, rassure. « Car après tout, qu'est-ce que la mort, sinon un prétexte exquis pour mieux savourer la vie ? » L'équipe des cinq comédiens, accompagnés au piano par Jean Hilger, a choisi une trentaine de textes d'auteurs, notamment des humoristes (Pierre Desproges, Raymond Devos), et des chanteurs (Jacques Brel, Jacques Higelin). Ils ont opté pour une mise en scène collective, sous le regard discret d'Aurore Brugnera.

Cet troupe bien soudée (Félix Adams, Aude-Laurence Biver, Steeve Brudey Nelson, Véronique Fauconnet et Colette Kieffer), qui prend un vif plaisir à jouer, entraîne le public dans les méandres des diverses situations, qui provoquent un franc rire ou font naître un discret sourire. Il met en valeur le talent des divers comédiens et comédiennes à capter l'attention des spectateurs. Le spectacle se déroule le plus souvent à un rythme bien cadencé, sans trop foncer.

Les quelques seuls en scène, notamment à l'occasion d'un texte chanté, s'infilrent adroitement parmi les scènes à plusieurs qui captent l'attention. Ce qui frappe c'est le talent de ces artistes dans un ensemble bien rôdé, qui n'étouffe pas le talent et l'engagement de chacun. Les textes emmènent les uns dans des situations presque banales, pimentées par moments de pointes inopinées, d'autres donnent dans l'inattendu ou le saugrenu. L'allusion à la mort est forcément récurrente, souvent pour en rire et s'en moquer.

Pour encadrer la panoplie de situations – sobrement mises en lumière par Manu Nourdin – qui frôlent toutes la mort, la scénographe Anouk Schiltz opte pour un large fond de scène, recouvert amplement d'une étoffe soyeuse noire avec deux entrées/sorties cachées à première vue. Au milieu apparaît parfois un encadrement garni de petites lumières pour des mises en évidence privilégiées. La conception des costumes, signés également Anouk Schiltz, se distingue par son élégance, le noir étant parfois rehaussé de paillettes discrètes.

La mort, par de multiples allusions, est certes toujours présente mais tenue à distance par la

vivacité des comédiens, et par un certain espace, le côté scène d'un côté, le côté salle de l'autre. Les uns évoquent la mort moyennant des paroles que les autres écoutent. Le public, attentif, se sent finalement rassuré. Certains textes touchent, d'autres sensibilisent à un sujet que d'aucuns préfèrent tenir à distance, ce qui est encore fa-

cilité par le rire provoqué par certaines situations montrées ou suggérées.

Le cabaret *Toute dernière fois !* embarque le spectateur dans une confrontation avec un sujet grave certes, mais discrètement, par la parole et le jeu théâtral, provoquant un rire franc ou

discret, parfois un bout de réflexion, vite noyée dans le bain théâtral entraînant. ●

Au TOL les 21, 22, 26, 27, 28 et 29 novembre à 20h ainsi que le 23 novembre à 17h

DËST ASS VILL MÉI WÉI JUST E STULL!



Andrée BILTGEN, Présidente de Rahna - Muppen ënnerstëtze Leit am Rollstull, Vice-Présidente d'Info-Handicap | **Charles SIWEK**, Secrétaire de la Ligue CTF (Gaart an Heem) | **Paul WECKERING**, Président de la Fanfare Stroossen
Esra LOTOLL, Trésorière générale de la Fédération nationale des Pompiers
Julie ERNST, Vice-Présidente du club de gymnastique Le Réveil Bettembourg

Huelt Plaz am Comité vun engem Veräin an hëlleft seng Zukunft matzegestalten!



benevolat.lu



Ce qui frappe c'est le talent de ces artistes dans un ensemble bien rôdé, qui n'étouffe pas le talent et l'engagement de chacun

S

T

|

L



Alain Klein
dans un
verger de l'Our

land
21.11.2025

Un savoir-faire qui se cultive

IIII Yolène Le Bras

À la frontière entre les terres riches du Gutland et celles, plus acides, de l'Oesling, se déploient les vergers de Tandel. Ces derniers délimitent aussi la partie la plus méridionale du Naturpark Our. Alain Klein, qui travaille dans la station biologique de ce parc naturel, y voit un terrain d'expérimentation idéal pour la culture de fruits. Depuis peu, la spécificité de la culture des arbres fruitiers à haute tige – *D'Kultur vun de Bongerten* – a trouvé une reconnaissance officielle en rentrant, conjointement à quatre autres fêtes et pratiques, dans l'inventaire du patrimoine culturel immatériel luxembourgeois. Catégorisée dans « Les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers », son inscription salue un savoir-faire ancestral allant de la plantation à la transformation des fruits récoltés, en passant par la taille, le greffage, ou encore les fêtes et le vocabulaire qui lui sont associés.

L'histoire des vergers n'est pas linéaire. Avant la moitié du 18^e siècle, la culture fruitière se limitait à quelques arbres près des habitations, destinés à une consommation familiale. Le mot « Bongert » vient de « Bam », l'arbre, et de « Gaart », le jardin. Les vergers s'étendent ensuite aux paysages ouverts et connaissent leur apogée au début du 20^e siècle. Après la Seconde Guerre mondiale, les politiques agricoles favorisent les cultures intensives. « Des anciens m'ont même raconté avoir reçu des primes pour l'abattage de vieux fruitiers », relate Alain Klein. Dans les années 1980, la prise de conscience écologique

inverse la tendance et les primes sont versées à ceux qui les préservent. Aujourd'hui, des associations et syndicats s'engagent pour faire vivre ces cultures. Depuis le règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018, tous les vergers comptant au moins dix arbres à haute tige sont considérés comme biotopes protégés. Avant cela, ces critères n'étaient valables que pour les vergers à l'intérieur du périmètre de construction tandis que ceux qui étaient en dehors devaient comporter au moins 25 arbres de trente ans minimum pour être protégés.

Les arbres fruitiers ne profitent pas seulement aux humains, ils abritent aussi une biodiversité insoupçonnée. Des oiseaux comme la chouette chevêche, plus petite qu'un pigeon et nichée dans les trous des troncs, le pic-vert ou encore le grimpeur des jardins, des rongeurs comme le lérot ou le loir mais aussi des abeilles, des papillons et... des chauves-souris. « C'est mon petit dada », confie Alain. Au printemps, quand l'écorce se décolle des arbres, les chiroptères s'y glissent pour se protéger. Les vergers leur servent aussi de territoire de chasse et de repères dans le paysage : « Pour une chauve-souris, une plaine nue est un peu comme la mer pour nous », détaille le passionné. L'hiver, elles préfèrent la température plus stable des tunnels ou autres cavités souterraines.

Outre le suivi d'espèces, Alain accompagne les citoyens et agriculteurs lors de visites de

terrain. « Chaque commune définit un budget, cofinancé par le ministère de l'Environnement, pour soutenir la création ou la restauration de vergers », indique-t-il. À domicile, lui et ses collègues conseillent les habitants dans la plantation et l'entretien des arbres. « Il faut bien planifier car un pommier à haute tige occupe un rayon allant jusqu'à douze mètres. » Des cours de taille sont aussi organisés au Naturpark Our. Durant les cinq à dix premières années de leur vie, les arbres fruitiers doivent être taillés chaque année. Doivent être conservées une seule pointe, la flèche, pour aider l'arbre à développer une couronne équilibrée, ainsi que quatre à cinq branches maîtresses, les charpentières. Cet entretien est important pour rendre l'arbre robuste et capable de porter des fruits plus gros que ne le sont les pommes sauvages. « Notre philosophie, est d'apprendre aux gens à s'occuper de leurs arbres, pas de le faire à leur place », explique Alain Klein, constatant cependant que « beaucoup plantent un arbre mais le délaissent, ils ne se rendent pas compte de l'investissement que cela demande ».

D'autres initiatives ont été mises en place. *Antigaspi.lu* a lancé l'action « Gielt Band », incitant les particuliers, associations ou entreprises à signaler par un ruban jaune que la cueillette dans leurs arbres fruitiers est autorisée. Créée cette année, la plateforme d'échange *kierfchen.lu* recense, sur une carte interactive du pays,

les offres et les demandes, que ce soit pour venir récolter tels ou tels fruits ou rechercher de l'aide pour entretenir son verger. Après l'entretien et la récolte, viennent la préparation et... la dégustation ! « On a des pommes très diverses en goût », soutient Alain Klein. Mais la plupart des gens achètent des pommes à l'aspect parfait comme la Golden Delicious, importée de Nouvelle-Zélande, alors que les pommes locales, comme le Triomphe de Luxembourg, pourrissent au pied des arbres. Pour inverser cette tendance, l'École du goût propose des activités afin d'apprendre à cuisiner et savourer les produits locaux. Les pommes, que l'on peut facilement transformer, dominent toujours mais les poires, prunes, coings, noix, cerises ou encore mirabelles offrent une complémentarité bienvenue, d'autant que beaucoup d'espèces connaissent des années fastes et d'autres maigres. Le défi actuel est aussi de préserver les anciennes variétés tout en anticipant le climat futur. « On ne sait pas exactement lesquelles s'adapteront dans cinquante ans. C'est pour ça qu'on prône la diversification », admet Alain Klein. Les pêcheurs et figuiers, jadis rares, commencent à trouver leur place sous nos latitudes autrefois trop froides.

Ainsi, les vergers relient biodiversité, histoire rurale et engagement citoyen. Reconnaître la culture des arbres à haute tige comme patrimoine immatériel c'est protéger un paysage autant qu'un savoir-faire. ●

DIE BELOHNUNG

„Everything we hoped for“

Ehre, wem Ehre gebührt:
Nicht nur DP-Bürgermeisterin Lydie Polfer dürfte sich über die Kür zum schönsten Weihnachtsmarkt in einem *BBC*-Artikel freuen. Nachdem die Journalistin Catherine Boucher, die in Australien lebt, unzählige Weihnachtsfeiern in der Hitze verbracht hat, reiste sie mit ihrer Familie nach Europa, wo sie sieben

Länder und mehrere Weihnachtsmärkte besuchte. Eine der Hauptmotivationen war, kulinarische Spezialitäten zu probieren. Klarer Gewinner: Die Weihnachtsmärkte der Hauptstadt (Foto: sb). Der Wantermaart sei „a city-wide winter wonderland that was everything we hoped to find in Europe at Christmas“, urteilt die Autorin. Nach Budapest, Mainz, Nürnberg, Bratislava und London sei der Mangel an Menschen erfrischend gewesen: „Stepping out of the central

railway station, we instantly noticed a slower pace and absence of crowds.“ Dann habe man die atemberaubende Aussicht aus dem Panoramalift genossen, die Klippen und bewachsenen Hänge des Péitruss-Tales. Auf dem Weihnachtsmarkt probierte die Familie *Kniddelen*, *Gromprekichelcher* und *Crémant*. Sie ist voller Lob für die Deko, die zahlreichen Lichter, die Freundlichkeit der Standbesitzer. „We whizzed between Winterlights’ five market locations on the free

tram network. Queues were short or non-existent, and we easily gathered goodies to graze on.“ Offensichtlich war die Familie nicht am Samstagnachmittag auf den Weihnachtsmärkten der *Uewerstad*. Als *RTL* die Info übernahm, diskutierten User/innen prompt in der Kommentarspalte darüber, warum Luxemburger sich so schwer tun, ein Kompliment anzunehmen, und wie schrecklich alles doch sei. „Ech mengen déi hatten Kniddelen op den Aen“, formulierte es ein Nutzer. *SP*



PRINTED IN
LUXEMBOURG



HANNERLAND

Ein Produkt von Richtung22

D’WOURECHT HANNERT DEM LAND

LÉIF LIESENDER,

Et huet sech vill gedoen an eiser Medi-
landschaft. Während d’*Tageblatt* en
Alkoholproblem entwéckelt huet, huet
eis aner grouss Dageszeitung – d’*Luxem-
burger Wort* – tèscht alle Reklammen,
KI-Iwwersetzungen an True-Crime-
Geschichten nach e wéineg Plaz fonnt
fir e Rietsruck, wéi si en zanter der
Gleichschaltung net méi gesinn huet.
„Meenungspluralitéit“ reecht hei vu
Rassismus bis zu Fraeifeindlechkeet,
„Meenungsfräiheet“ vu Pädophilie bis
zu Fred Keup.

Dobäi follegt d’*Wort* just engem glo-
balen Trend, an deem alles, wat bis
virun e puer Joer nach inakzeptabel
war, elo „ëmstridden“ oder „kontrovers“
ass. Wéi den „ëmstriddene Republi-
kaner“ Donald Trump, ënnert deem
– sou de Reesebericht vun der *Wort*-Re-
daktioun – jo alles net sou schlëmm
ass. Och si seng aussergeriichtlech
Exekutivounen per Bommen op Schëffer
an der Karibik fir d’*Wort* just eng Fro
vun der Legalitéit.

Jo, mir mussen et zouginn. D’*Hanner-
land* ass zwar nach déi eenzeg konser-
vativ Zeitung am *Land*, mee net méi
déi eenzeg am Land. Mee lo gi mer sou
wäit riets iwwerholl, dass d’Yuriko
Backes schonn un dräi weideren Au-
tobunns-Pannespueere bastele muss.

Mee et geet duer. Mir wäerten eis
wieren. Wéi schonn de Franz-Josef
Strauss sot: Et dierf keng Zeitung riets
vum *Hannerland* ginn. Dofir ajüstéiere
mir eis Richtung fir dass Dir, léif Liesen-
der, kaum nach en Ënnerscheed tèschent
dem *Wort* an der Zeitung vum *Lëtze-
burger Vollek* erkenne kënn.

Mee net déi ganz Medielandchaft
beret eis Suergen. Ëmmerhi bei *RTL*
wësse mer nach, wou mer dru sinn. Si
hale sech politesch stabil, sinn sou
kompetent wéi ëmmer, an och un der
Transparenz vun hirem Finanzement
huet sech an de leschten 20 Joer näisch
geännert. Virbildlech.

An dësem Sënn eng meenungsfräi
Lektür gewënnscht,

F.P.

ESCHER DROGEKARTELL FEIERT GEBUERTSDAG

Journalismus ass keen einfachen Job. Kee
Wonner, dass och mol eng ganz Redaktiounen
dem Alkohol verfällt. Mat genuch Drauwejus
am Kanälli traute d’*Tageblatt* sech awer endlech,
déi wierklech wichteg Artikelen ze schreiwen.
Oder eben déi mëttlerweil 52 wichteg Artikelen
iwwert de Selbstversuch, e Wäibierg ze mana-
gen. Sollten domat d’Abonnementszuelen un
der Musel erhéicht ginn? Oder geet et ëm
d’Sécherung vu Proviant fir wann den OGBL
endlech zum Generalstreik bléist? No engem
Joer zu Réimech weess dat kee méi sou genau.
Vläit hëlleft lo eng 52-deeleg Kokain-Artikel-
serie nees zur Konzentratioun. A fir d’Abon-
nementszuelen um Kierchbiereg z’erhéijen.

DE STAATSFEIND POST OP INSTAGRAM

Endlech huet d’Regierung d’Gefor erkannt. Net
Big Tech sinn et, déi eis Mediawelt aushielegen a
mat geheimen Algorithmen Opmierksamkeet a
politesch Messagen dirigéieren. Et sinn och net
d’Medie selwer, déi zu ëmmer méi mächtige
Konglomeraten zesummegegesselt an ënner
d’Kontroll vun eenzelne bruecht ginn. Nee, de
Feind lauert bannen, am lokalen, am Individuum.

De Social-Media-Expert Mars di Bartolomeo
warnt scho bal säi ganzst Liewen, mindestens awer
déi lescht honnert Joer: Anonym Kommentarer
mat Schreiffeeler ënner Presseartikelen vergëften
den demokrateschen Debat! Den zweete grouse
Problem gouf rezent vum Xavier Bettel benannt:
Radikaler, déi ongestrooft Instagram benotzen,
fir den Ausseminister ze... kritiséieren.

Mat eisener Fauscht setzt elo d’Justitia Margue en
neit Mediegesetz duerch. Soubal e User-Kommen-
tar déi national Sécherheet a Gefor bréngt, kann
d’ALIM – eng Aart Windows 11 Upgrade vun der
Medienopsicht ALIA – zouschloen. De bis dato
zahnlosen Pabeiertiger kritt vum Margue e stolent
Gebëss spendéiert, fir dass de Marc Glesener,
ALIM-President a Virkämpfer géint politesch
Aflossnam, geschwë Blogger*innen, Content-Crea-
tor*innen an Influencer*innen zerfleesche kann.
Op déi richteg Medie waart dem Projet de Loi no
dogéint nieft „pädagogescher“ Betreierung eng fi-
nanziell Erliichterung: duerch d’Wechfale vu
Gebühren gëtt de Medien- an Techstanduert
Lëtzebuerg nach méi attraktiv.

Op senger USA-Tour konnt de Luc Frieden den
Tech-Giganten a grouse Mediekonzerner also
déi frou Botschaft iwwerbréngen. Fir Entreprisë
bleift Lëtzebuerg d’Land vun der Fräiheet an den
onbegrenzte Méiglechkeeten.



DER GUTE OLIGARCH

Thomas Leysen, Vorsitzender der Mediahuis-Gruppe, zu der seit 2020 auch das Luxemburger Wort gehört, entstammt einer einflussreichen belgischen Industriellenfamilie mit nur wenig Nazi-Vergangenheit. Obwohl Leysen auch Vorsitzender von Umicore ist, dem Nachfolger der berühmten Union Minière, ist die Ausbeutung des Kongo bei ihm kein Thema. Und über die Lobbyarbeit von DSM-Firmen, dem dritten Milliardenkonzern unter Leysens Leitung, gibt es kaum skandalöse Berichte. Wir treffen also einen integren Idealisten, der sich ganz der Medienvielfalt verschrieben hat.

Hannerland: Herr Leysen, im April drucken mehrere Ihrer Zeitungen ein Interview ab, in dem Sie besorgt die Weltlage kommentieren. Wovon warnen Sie?

Leysen: Voor alles! Die Medienvielfalt ist in Gefahr. In den USA hat sich die Tech-Branche hinter Trump gestellt. Ich habe meinen Kindern als Warnung einen Artikel über den Eingriff von Jeff Bezos in die Berichterstattung seiner *Washington Post* geschickt. Die Oligarchen sind überall.
Huch, das klingt ja furchtbar.
Geen zorgen, die Rettung ist nah. Mein 2021 gegründeter Fund Plura-

lis investiert in erfolgreiche Medienunternehmen in europäischen Ländern, in denen die Medienvielfalt gefährdet ist.
In Polen kaufte Pluralis 2023 40 Prozent der Zeitung Rzeczpospolita...
...und schon wurde die PiS abgewählt, Demokratie und Wirtschaft sind gerettet. Ich kenne Polen, mein Konzern Umicore hat dort eine Giga-Factory für Batterien aufgebaut. Fragen Sie aber jetzt nicht nach den Kobalt-Minen oder unserer Zusammenarbeit mit Tesla.
Herr Leysen, Sie können uns doch nicht die Fragen diktieren.
Ich diktiere Antworten. Hier eine Antwort aus einem rezenten *Wort*-Interview: „Wichtig ist, dass wir mögliche Lösungen aufzeigen und hoffnungsvollere Entwicklungen schildern.“ Reden wir über hoffnungsvolle Entwicklungen für Medien?
Gerne. Mediahuis hat sämtliche Druckereien in Luxemburg und Irland geschlossen. Laut Peter Vandermeersch, CEO von Mediahuis, gibt es in einem Jahrzehnt keine Printzeitungen mehr. Macht das Hoffnung?
Ja. Die Epoche des Zeitungsterben ist vorbei. Ich sammle die Überlebenden ein und mache sie mittels

Digitalisierung und KI fit für die Zukunft. Getrübt wird die Hoffnung nur von übertriebener Regulierung und öffentlich-rechtlicher Konkurrenz wie der BBC. Das habe ich in meinem *Belfast Telegraph* zu bedenken gegeben.
2024 machte Mediahuis einen Umsatz von 1,24 Milliarden und einen Nettogewinn von 66 Millionen Euro. Sie dominieren in Belgien, den Niederlanden und Irland. Wie kam Luxemburg hinzu?
Ich habe mit Luc gesprochen, der damals den Verwaltungsrat des *Luxemburger Wort* leitete. Wir einigten uns auf die Übernahme. Heute erhöht Luc die Subventionen für ebendiese Zeitung. Luxemburg ist ein Staat im Einsatz der freien Presse.
Sie meinen Luc Frieden?
Natuurlijk! Wir sitzen zusammen in der Trilateralen Kommission. Das ist ein transatlantischer Freundeskreis, wo Wirtschaft und Politik sich treffen. So ähnlich wie die Bilderberg-Konferenz. In der Bilderberg-Konferenz sitze ich aber mit Eric Schmidt von Google, Peter Thiel, Satya Nadella, ... Sind das nicht diejenigen, vor denen Sie uns gerade noch gewarnt haben?
Gewarnt habe ich vor den autokratischen Regierungen. Die Wirtschaft darf sich diesen nicht unterwerfen.

Sie plädieren für politische Unabhängigkeit?
Genau. In meinen Zeitungen spreche ich mich deshalb für Starmer, Macron, Merz und de Wever aus. Also Leute aus unterschiedlichen Parteien! Aber allesamt Demokraten! Wirtschaftsfreundliche Demokraten.
Wieso können wir Ihren Medien vertrauen?
Hier kommt das Trust-Projekt ins Spiel. Mediahuis ist Mitglied einer unabhängigen Initiative „zur Sicherung journalistischer Qualität“. Klingt vertrauenswürdig, oder?
Beruhigend. Wir dachten, das Trust-Projekt sei eine von Google und Facebook finanzierte Initiative, um Medien an die Algorithmen der Internetgiganten anzugleichen.
Es geht um viel mehr. KI-Firmen werden mit unseren Trust-gelabelten Informationen trainiert. Dadurch wird die KI selbst vertrauenswürdiger und wir diktieren, was die KI antwortet. Das sind die Medien der Zukunft.
Brillant. Das hat aber auch Journalismusverbände und die Europäische Journalisten-Föderation gegen Mediahuis aufgebracht.
Medienvielfalt klappt auch ohne Journalistenvielfalt. Vertrau me, het wordt geweldig!

Wetter:



Liebesbriefe an die Redaktion: hannerland@richtung22.org

Preis: 240 LuF.





LÉON: MENG BANNENZEG AFFÄREN



Kapitel 11: Dënn Haut

Ech hat nach de Buedmantel un – echte Schnéileopardepelz aus Afghanistan – wou ech de Video vum Xavier geschéckt krut, mat engem Kräisch-Emoji. „Krichs-verbriecher“ haten se hie nanannt. Dat wor net de Problem, mee se haten hie beim Mullen Iesse gestéiert. Ech wunne sou wäit ewech vun der Belsch, wéi et hei am Land nëmme geet, a souguer ech weess, dass sech dat net gehéiert. An e Witzbild gouf iwwer eisen Ausseminister gemaach. *Mean Girls* ass zwar ee vu menge Liblingsfilmer, mee dorausser ze zitieren ass, do ginn ech mengem *Wort* recht, dat éischt Unzeeche fir Terrorismus. Direkt hunn ech mech an den Ausseministère kutschéiere gelooss.

Déi juristesche Berodunge waren am volle Gang. Wor den Term „Krichs-verbriecher“ eng radikaliséiert Beleidegung oder eng staatsgefährdend Diffamatioun? De Xavier wosst et net, hien hat am Droit-Studium just ofgeschriwwen. D’Paranoia huet em sech gegräff. Verschiddener am Raum hu souguer gefaart, dass d’UNO iergendwann och géint Leit virginn, déi just nogekuckt an net agegraff hunn. Gutt dass ech do wor, fir anzegräifen.

Fir d’Stëmmung am Raum ze hiewen hunn ech als éischt emol de Bréif vun der UNO, mat deem si rezent mäin Heescheverbuet kritiséiert hunn, a Fatze gerappt. Israel, hunn ech gesot, verdeedegt sech géint d’Araber, an zwar Araber vun der schlëmmster Zort, därer, déi keen Dach iwwert dem Kapp hunn, därer, déi just op d’Geleeënheet waarde bei eis eriwuerzekommen, därer, déi zanter Joren näischt anesches

maachen, wéi heeschen. Géint esou der hëlleft ebe just de Plazverweis. Ech hunn de Xavier an den Aarm geholl. Och wann de Mann den ongëschtegen Numm *Bettel* dréit, ech wollt em hëllef. Also hunn ech recherchéiert, wou sech d’Frënn vun den Hamas-Heescherten hei am Land ophalen, an hu rausfonnt, dass déi sech reegelméisseg op der Place de l’Europe um Kierchbierg zesummerotten.

Ech hu meng Poliss ageschalt a gefrot, wat sech do maache léisst nach ier mäin neit Anti-Demonstratiounsgesetz a Kraaft ass. An tatsächlech: 2015 goufen 380 000 Euro a Clôtüren investéiert, déi mer hei opriichte kënnen. Deemools goufen déi fir en abstrakten „Noutfall“ kaft, deem elo agetraff ass: Wann d’Terror-Aktiviste lo schonn Instagram benotzen a Fruits de Mer kritiséieren, sinn zwee Meter héich Metall-Palissaden ubruecht. Well Chrëschttag ëmmer méi no kënn, hunn ech dann och d’Order ginn, dës Remparte schéin ze dekoréieren – mat pickegem Drot, versteet sech.

De Xavier huet sech op de Schock hin éischt mol eng Rees an d’Karibik gegénnt, ech hunn him den El Salvador proposéiert, an ech hu mech dru gemaach, fir eis nach méi haart Linn der Press ze präsentéieren. Ech ginn zou, Pressekonferenzen halen ech gär, besonnesch zanter meng Meinung Mainstream ass. Net Just d’UN-Recht an d’Mënscherechter, mee och d’EU-Rechter sinn eis zimmlech egal, konnt ech deklaréieren, a hunn d’Geleeënheet genotzt fir d’Ausliwwerung vun Afghanen un d’Taliban z’annoncéieren. Mäin Job huet eben och déi schéin an erfëllend Momenter.



ENG MEENUNG WÉI ENG ANER

Als Bastioun vum Meinungspluralismus am Mier vun der politescher Korrektheet bitt d’*Luxemburger Wort* de verfolgte Stëmmen vun engem Simonelli, Keup, Campagna oder och engem Schockmel eng Plattform. Och d’*Hannerland* stellt sech der woker Meinungsdiktatur entgéint, a léisst hei eng Stëmm nees zu Wuert kommen, déi nach viru 85 Joer reegelméisseg am *Luxemburger Wort* ze héiere wor. Hir Theesen iwwer d’Verweiblechung vun eise Männer, zur néideger Oprëschtung vun eise Kontinent, de fuerchtbare Konsequenze vu Migratioun an der Verwässerung vun eiser Kultur si fir eis demokratesch Debatt esou relevant wéi ni.

Ich weiß, daß viele von Euch schon mit dem Herzen erfaßt haben. Wenn jemand über Luxemburg urteilen will, und er liebt Luxemburg nicht, dann kann sein Urteil nur falsch sein. Wer bestimmt den Gang allen

Geschehens? Nicht jene Waschlapen, denen das Herz in die Hose fällt, wenn sie im Schaufenster eine Militär-uniform sehen und die Angst haben, eine solche Uniform könnte ihnen vielleicht demnächst verpasst werden. Alles Geschehen wird endgültig von jenen bestimmt, die fest auf der Erde stehen, die ihre Fahne einrammen und dann sagen: hier stehe ich und hier werde ich bleiben. Wir wollen froh sein darüber, daß unsere Zeit mutige und standhafte Männer erfordert. Der Schöpfer hat weder Kaiserreiche noch Grafschaften geschaffen, aber Völker mit bestimmtem Blut und bestimmter Art. Er hat ihnen auch eine bestimmte Sprache gegeben. Ich danke Euch, Männer, dafür, daß Ihr immer fest geblieben seid, und daß Ihr Eure Meinung nie geändert und sie auch nicht den wechselnden Auffassungen des Alltags unterworfen habt. Mit deutschem Grusse, Ihr Gustav Simon

„Wir schließen eine Koalition mit der EKR kategorisch aus, [von der] ID wollen wir nichts wissen“ – Isabel WISELER-LIMA, Mee 2024

Si huet virun engem Rietsrutsch gewarnt an ass dann no riets gerutscht. Mir trauern em

† d’Glaafwierdegheet vun der Isabel WISELER-LIMA †

CSV, Member vun der Mënscherechtskommissioun am EU-Parlament

Et gratuléieren déi rietsextrem Fraktiounen am EU-Parlament, mat deenen zesummen d’Isabel WISELER-LIMA d’Liwwerkettengesetz ofgeschwächt, de Klimaschutz ënnergruuen an d’Mënscherechter als wirtschaftsschiedend deklaréiert huet.

GROSS STAFFEL-FINALL VU „SERVICE PUBLIC“ OP RTL

Déi zweet Staffel vu „Service Public“ geet op en Enn. Spoiler-Alert fir Leit, déi bis elo näischt matkruten, zum Beispill d’CLT-UFA Verwaltungsrots-Member Taina Bofferding. Hei ass de Resumé.

An der éischter Staffel huet den arrogante Medieminister (iwwerzeegend gespilt vum Xavier Bettel) sech un déi räich Bertelsmann-Ierwin Liz Mohn (Stunt-double: Astrid Lulling) rugemaach. Well de Minister just déi nächst Walen am Kapp huet, ënnerschreift hie blann e Vertrag a liiert Lëtzebuerg net mam Liz Mohn, mee mat der Bertelsmann-Duechter CLT-UFA – an dat bis 2030. D’CLT-UFA fänkt direkt un sech de Batti ze stellen: Géint Oplage gëtt verstouss, Gesetzer ignoréiert a Joer fir Joer méi Milliounen vun der staatlecher Visas-Kaart ofgebucht, obwuel d’CLT-UFA selwer mat engem Iwwermooss u Reklamme Profit mécht. Wéinst dësen

Eskapade verkënnegt den Thomas Rabe (gespillt vum Jean-Louis Schiltz), de Bertelsmann-CEO a Veréierer vum Liz Mohn senge Suen, dass d’CLT-UFA Lëtzebuerg verlooosse muss. De Medieminister erkennt lo réischt seng Léift fir d’CLT-UFA. Verzweifelt fiert hie mat der Valise voller Sue bis op Gütersloh no a gëtt dobäi selwer vun der Press verfollegt, déi kuerz virun de Walen dem Skandal vun de verschwonnene Milliounen op der Spuer ass. Mee wéi sech rausstellt, wor déi opmierksam Press eng Illusioun. Rabe a Mohn si beandrockt a schécken d’CLT-UFA zréck, mee tragescherweis verléiert de Minister just dee Moment säi Posten. De Cliffhanger: Dat Neit, d’Elisabeth Margue (gespillt vun der Justizministesch), erkennt mam éischte Bléck, wat geschitt ass.

Amplaz awer opzeraumen, entscheet sech d’Margue um Ufank vun der zwee-

RADIKALISÉIERTEN ONLINE-AKTIVISMUS

D’Luxemburger Wort warnt viru Radikalisierung. Si hunn net ganz Onrecht. Enger Sky-Recherche no, ginn op der Radikalisierungs-Plattform Twitter virrangeg riets bis rietsextrem Inhalter vum Algorithmus gepusht. Mir hunn anhand vun engem vun den aktivste lëtzebuergesche Twitter-Accounts analyséiert, wéi sech e Mënsch op dëser Plattform no an no radikaliséiert.

2020-2021: D’Ausgangspositioun

- Eis Testpersoun twittert iwwer Covid, reegt sech iwwer Schwurbler op a gendert.
- Fënnt Nazi-Verlag op der Buchmesse problematesch.
- Fënnt False-Balancing an de Medie problematesch.
- Tweet e Video iwwer gewalttätig cis-Männer.
- Stellt Mangel un Diversitéit bei 100,7-Invitéé fest.

2022: D’Radikalisierung setzt an

- Verlinkt Artikel iwwer vermeintlech Fraeifeindlecheet innerhalb vun der trans* Community.
- Verlinkt Artikel, deem „LGBTQ“-Aktivismus als „nei Form vun Homophobie“ bezeecht.
- Retweet d’Helen Joyce, Aktivistin géint Transrechter, a verlinkt op de rietsextreme Site *Reduxx*
- Gëtt der JK Rowling Recht, déi suggeréiert, wien sech fier trans Rechter asetzt, wier pädophil oder e Vergewaltger.
- Freet: „Isn’t hate speech a crime?“

2023: D’Steigerungsphase

- Wëll den vermeintlechen Migratiounshannergrond vun de „Böllermänner“ an de Fokus réckelen.
- Gesäit dräi Kategorien vu Mënschen: weiblech, männlech a „mixed“.
- Behapt fälschlecherweis, Kanner géifen ouni Therapie direkt Hormoner an Operatioune verschriwwé kréien.
- Solidariséiert sech mam Kellie-Jay Keen. Dës ass solidaresch mat Neonazien an réit cis-Männer, op Fraentoiletten ze goen, fir trans Fraen ze aggresséieren.
- Fällt enner Meinungsfreiheet: Eng trans Fra gëtt belästegt an widderholl als Mann bezeecht.

2024: Schwurblerniveau ass erreicht

- Stellt sech géint Haass op soziale Medien.
- Deelt en transfeindlecht Dokument vun engem Klimawandel-Leugner.
- Suggestéiert, d’Pulitzer-Gewënnerin Andrea Long Chu kéint als trans Fra net moralesch fir Kannerrechter argumentéieren.
- Fënnt e *Guardian*-Artikel net gutt, well dësen virun der Dämonisierung vun Zivilist*innen a Gaza warnt.
- Retweet d’„Child sex change industry“-Verschwörung.

2025: An et geet nach méi

- Retweet d’Bezeichnung vun der Boxerin Imane Khelif (enger cis Fra) als „Mann“.
- Retweet d’Gläichsetzung vun Aktivist*innen fir trans Rechter mat Rietsextremisten an Islamisten.
- Retweet d’Drohung vun engem, deem wéinst Stalking verhaft gouf, den Numm vum Affe ze publizéieren.
- Retweet een Text, deem Journalist*innen a Gaza pauschal als Hamas-ofhängeg a „feig“ bezeecht.
- Retweet um Joeresdag vun den Novemberpogromen en Text fir d’Rehabilitatioun vun engem Wehrmacht-Zaldot.

Dir fannt dës Lëscht ze laang? Dann beschwéiert Iech direkt bei der Autrice vun den Tweets a Chefredactrice vum Wort: ines.kurschat@wort.lu



SUPPLEMENT

2022

IST

LUXEMBURG

INNOVATIV?

EIN "STRONG INNOVATOR" LAUT EU-KOMMISSION

WOZUEINEINNOVATIONSAGENTUR?
LUXINNOVATION HAT ALLES UNTER SICH

GENERATION Z AN DER UNI
DIEANDERENERWARTUNGENDERSTUDENT/INNEN

RESKILLING / UPSKILLING
HÄLT DIE WEITERBILDUNG SCHRITT MIT DEM ARBEITSMARKT?

MADE IN LUXEMBOURG

LEITARTIKEL

25 Jahre nach Lissabon

IIII PETER FEIST

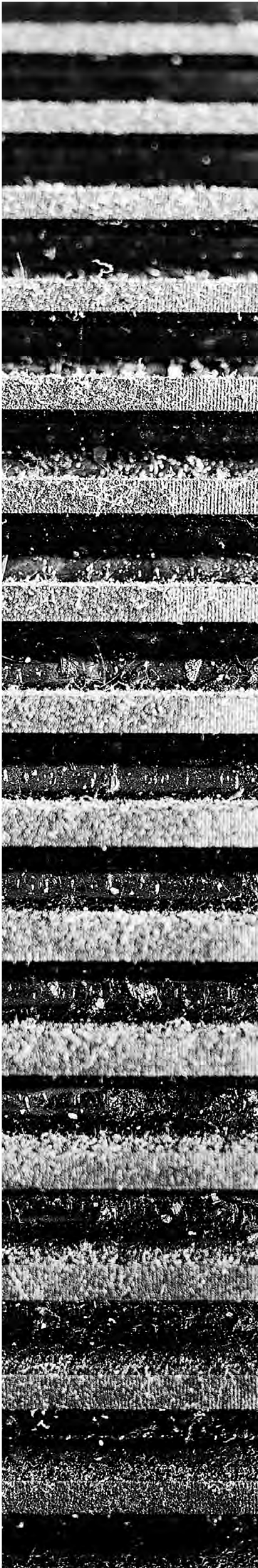
Im März 2000 verabschiedete ein Europäischer Rat die „Lissabon-Strategie“. Innerhalb von zehn Jahren sollte die EU zum stärksten „wissensbasierten“ Wirtschaftsraum der Welt werden. Die EU-Staaten sollten ihre Ausgaben für Forschung bis 2010 auf drei Prozent ihrer Bruttoinlandsprodukte steigern, ein Prozent in der öffentlichen Forschung, zwei Prozent in der privaten. Doch als 2004 Wim Kok, ein früherer Premier der Niederlande, einen Zwischenbericht schrieb, nannte er die Bilanz „disappointing“ und schloss, „[the] European Union and its Member States have clearly themselves contributed to slow progress by failing to act on much of the Lisbon strategy with sufficient urgency“. 2010 setzte ihr ein Europäischer Rat ein Ende.

„Wissensbasierte Wirtschaft“ heißt Innovation. Heute will lieber niemand mehr daran erinnert werden, dass die EU mal zum stärksten wissensbasierten Wirtschaftsraum der Welt werden sollte. Neue Zahlen der EU-Kommission zeigen, dass im Weltvergleich weiterhin Südkorea am Innovativsten ist. China, die USA, Kanada und Australien schneiden ebenfalls besser ab als die Europäische Union. Dabei hatte die sich nach „Lissabon“ eine neue Strategie gegeben. „Europe 2020“ sollte bis 2020 für ein Wachstum sorgen, das „smart, sustainable and inclusive“ ist und besser koordiniert durch „Europäische Semester“. Doch der Start von „Europe 2020“ fiel in die globale Banken- und Wirtschaftskrise, die in der EU in eine Krise des Euro mündete. Die Europäischen Semester wurden zu einem Werkzeug, das in erster Linie der Haushalts-Disziplinierung der Mitgliedstaaten dient. In den Konflikten zwischen nationalen und europäischen politischen Prioritäten kann sich eine „smarte, nachhaltige und inklusive“ Politik nur leisten, wer die Maastricht-Kriterien einhält. Zu welchen Problemen das führt, lässt sich in Frankreich beobachten.

Luxemburg zählt, vor allem dank der Steuereinnahmen aus der Finanzbranche, zu den nicht zahlreichen Ländern, die sich eine Politik für eine „Wissensökonomie“ leisten können. „Wissensökonomie“ und „Wissens-Gesellschaft“ haben aus der Lissabon-Agenda als Schlagworte überlebt. Politisch hat Luxemburg in diese Richtung gesteuert und tut das weiterhin. Das lässt sich aus Innovations-Rankings ablesen (S. 31) und aus der Lenkung Steuerung der Innovation (S. 33). Eine Frage ist aber, ob eine innovative Wirtschaft auch mit einer innovativen Gesellschaft einhergeht.

Das ist schwer zu beantworten, weil nicht klar ist, wie beide miteinander zusammenhängen. Eine wissenschaftliche Theorie dazu gibt es nicht. Vermuten kann man aber, dass in der Gesellschaft, wie sie ist, sich am Ende vieles am Markt entscheidet.

Ein Hinweis darauf, wie Innovation in der Wirtschaft und in der Gesellschaft hierzulande zusammenpassen (oder nicht), könnte sein, wie mit den Veränderungen am Arbeitsmarkt umgegangen wird, die im Moment mit viel Tempo ablaufen. Begleitet von Mutmaßungen, inwiefern Automatisierung und Künstliche Intelligenz nicht nur Arbeitsplätze kosten, sondern Berufe verschwinden lassen. Vielleicht auch neue schaffen, doch das lässt sich natürlich schwer vorhersagen. Auf jeden Fall stellen sich noch nie dagewesene Herausforderungen an Ausbildung, Weiterbildung und Neuqualifizierung (S. 36). Und alles geschieht vor dem Hintergrund der Tatsache, dass die Grenzregionen als Arbeitskräfte-Reservoir kaum noch zur Verfügung stehen. 25 Jahre nach Lissabon. ●



31

In der Wissensökonomie

Vielleicht gibt es am Luxemburger Innovationssystem gar nicht mehr viel zu verbessern

PETER FEIST

32

„Die ganz liberale Wirtschaft gibt es nicht mehr“

Gespräch mit Mario Grotz, CEO von Luxinnovation

PETER FEIST

36

120 Stunden für den Job

Der Skills-Plang soll die Weiterbildung Berufstätiger verbessern

PETER FEIST

38

Generation Z an der Uni

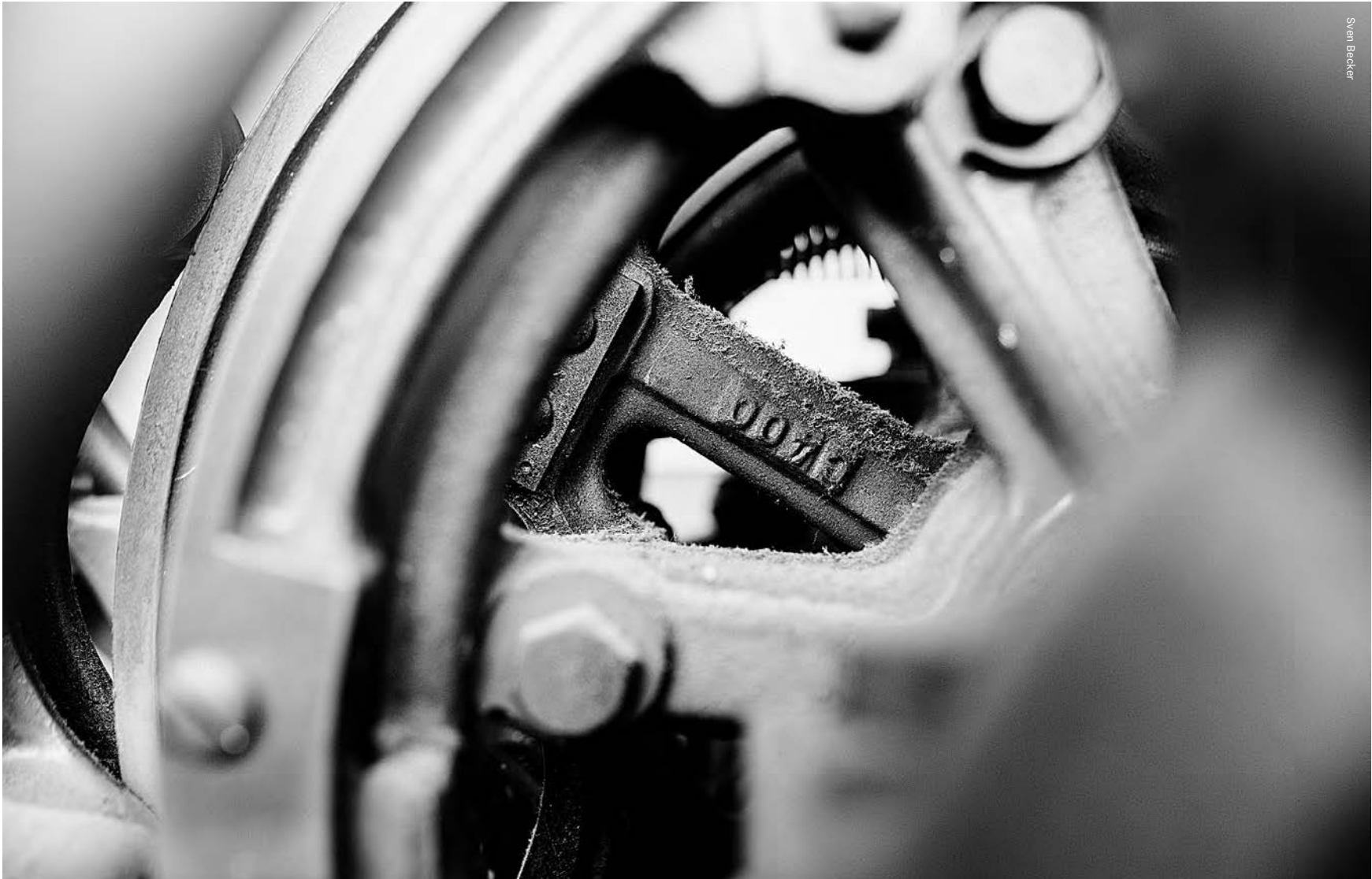
Die Suche nach dem Studieren, das „Sinn hat“

PETER FEIST

In der Wissensökonomie

IIII PETER FEIST

Vielleicht gibt es am Luxemburger Innovationssystem gar nicht mehr viel zu verbessern



Sven Becker

Im Juli gab die EU-Kommission das *Innovation Scoreboard 2025* heraus. Anhand von 33 Indikatoren, die von Doktor-Abschlüssen bis hin zur Arbeitsproduktivität reichen, misst es die Innovationsleistung der EU-Länder. Luxemburg wird in dem Bericht ein „Strong Innovator“ genannt und belegt unter den EU-27 den siebten Rang (nach Belgien). Im Vergleich zum Jahr 2018 aber verbesserte sich sein Innovationsindex um nur 0,9 Prozentpunkte, der Index der Gesamt-EU dagegen um 12,6 Punkte. Luxemburg wäre demnach nicht viel innovativer als vor sieben Jahren. Das sieht auf den ersten Blick nicht gut aus.

Zu den Stimmen, die sich zur Innovation besonders häufig öffentlich zu Wort melden, zählt die Foundation Idea, der von der Handelskammer gegründete *think tank*. Für den Wahlkampf 2018 hatte Idea mehrere Artikel zum Thema Forschung und Innovation geschrieben. Hatte angeregt, der öffentlichen Forschung eine Strategie für „Exzellenz“ und „Inwertsetzung“ ihrer Resultate zu geben. Forschung und Entwicklung (R&D) in den Unternehmen steuerlich mehr zu fördern. Und für mehr *Public-Private Partnerships* zu sorgen, ebenfalls begleitet von Fördergeld. Heute stellt Idea-Direktor Vincent Hein fest: „Im Grunde wurde all das umgesetzt.“ Dass Luxemburg eine „Wissensökonomie“ aufbauen soll, sei ja auch politischer Konsens.

Wenn politisch so viel unternommen wurde, erstaunt es, dass Luxemburg kaum innovativer sein soll als 2018. Misst die EU-Kommission nicht alles? Oder stimmt die Verbindung von Wissen und Ökonomie womöglich nicht?

Letzteres anzunehmen, wäre sicherlich falsch. Die Gründung der Universität Luxemburg 2003 und die von öffentlichen Forschungszentren in den Neunzigerjahren waren enorme Wissens-Innovationen für die Gesellschaft, die auch einen

Die Ausgaben der Unternehmen für R&D seien Luxemburgs „Achillesferse“, schreibt die EU-Kommission

Faktor für die Innovationsfähigkeit der Wirtschaft schufen. Der EU-Innovationsbericht erfasst das; in dieser Hinsicht schneidet Luxemburg hervorragend ab: Gemessen an neu vergebenen Doktor-Titeln belegt das Großherzogtum Platz 1 im Ranking. Bei Wissenschaftspublikationen, die besonders viel zitiert werden, Platz 2. Bei Publikationen, die aus PPP hervorgehen, auch Platz 2. Und in keinem anderen EU-Staat ist der Anteil ausländischer Doktor-Student/innen so hoch wie hierzulande. Da an die 70 Prozent der Promovierten anschließend in Luxemburg beruflich tätig werden, sind die *écoles doctorales* ein wichtiges Reservoir an „Talenten“.

Wahrscheinlich würde Luxemburg in Innovations-Rankings (das der EU-Kommission ist nicht das einzige) deutlich besser abschneiden, wenn die Privatwirtschaft mehr in R&D investieren würde. Das *Scoreboard* aus Brüssel nennt diesen Punkt Luxemburgs „Achilles heel“ (Platz 23), „hampering the otherwise outstanding country rankings“. Mario Grotz, CEO der Innovationsagentur Luxinnovation,

hat dafür eine Reihe Erklärungsansätze, die mit der besonderen Wirtschaftsstruktur des Landes zu tun haben (ab S. 33). Idea hatte 2018 hervorgehoben, dass die Intensität der R&D-Ausgaben im Privatsektor relativ zum Bruttoinlandsprodukt abgenommen hatte. 2010 lag sie noch bei 0,95 BIP-Prozent, 2016 bei 0,7. Heute fügt Idea-Direktor Hein hinzu: „2024 betrug sie 0,48 Prozent und die Ausgaben der Unternehmen hatten sogar im Volumen abgenommen.“ Von 400 Millionen Euro im Jahr 2023 auf 380 Millionen im Jahr danach.

Dass vom Staat Innovationsbeihilfen bereitstehen, darunter ganz gezielte für Digitalisierung und Energie-Transition, und dass für diese beiden Bereiche obendrein vor kurzem eine Steuerbonifikation eingeführt wurde, wirkt dem entgegen. Das, sagt Vincent Hein, komme dem „Scheck“ für Innovationen gleich, den einzuführen Idea 2018 geraten hatte. Ein Ausdruck davon ist vielleicht, dass laut dem *Scoreboard* der EU-Kommission der Leistungsindex von Klein- und Mittelbetrieben, die in Produkten und in Prozessen innovierten, 2025 um 15 beziehungsweise elf Prozent höher lag als 2024. Auch kooperieren innovative Klein- und Mittelbetriebe zunehmend mit anderen. Die an R&D intensiven Unternehmen, die vor allem in der Industrie zu finden sind, schätzt Vincent Hein in ihrer Zahl auf rund 20.

Doch dass die Ausgaben für Forschung und Entwicklung im Privatsektor rückläufig sind, geht auch auf politische Entscheidungen zurück, wenn gleich sich nicht sagen lässt, in welchem Ausmaß. 2003 zum Beispiel lag der Anteil der privaten R&D-Ausgaben noch bei im Vergleich zu heute enormen 1,4 Prozent vom BIP. Wodurch genau der stetige Rückgang bis auf zuletzt 0,48 Prozent zustandekam, ist nicht bekannt. Aber Teil der Forschungs- und Innovationspolitik ist auch, dass ein Technologietransfer aus der Uni und den

Forschungsinstituten in die Unternehmen stattfinden soll. Daher rührt die Bezuschussung von *Public-Private-Partnerships*, unter anderem über Programme des nationalen Forschungsfonds FNR. Stellen im Rahmen solcher Forschungs-PPP Unternehmen Doktoranden ein, wird auch das gefördert. So ganz sind öffentliche und private Forschungsausgaben nicht mehr voneinander zu trennen. Öffentliches Geld senkt die Kosten für Innovationen im Privatsektor und macht sie rentabler. Durch gezielte Ausgaben für Digitalisierung und für die Energie-Transition lenkt der Staat Innovationen politisch überdies in Richtung eines grünen Kapitalismus, der die Klimaziele erreichen helfen und zugleich profitabel sein soll. Setzt der erste Industriebetrieb grünen Wasserstoff als Brennstoff ein, wird das eine große Prozessinnovation sein.

Vielleicht funktioniert das Innovationssystem in Luxemburg so gut, dass sich daran gar nicht mehr viel verbessern lässt. Jedenfalls grundsätzlich nicht. Und wenn der *Global Entrepreneurship Monitor 2024/2025* recht hat, dessen Ausgabe für Luxemburg im Oktober herauskam, dann nimmt der Unternehmertegeist zu. An dem *Monitor*, der 1999 als internationales Projekt gegründet wurde, nimmt Luxemburg seit 2013 teil. Das Statec arbeitet ihm zu. Dem neuen *GEM* zufolge, waren die deklarierten Absichten, ein Unternehmen gründen zu wollen, im Jahr 2024 so häufig wie noch nie seit Luxemburgs Beitritt zum *GEM*-Projekt und übertrafen damit deutlich den EU-Durchschnitt. Befürchtungen, als Unternehmer/in zu versagen, waren 2024 so wenig ausgeprägt wie noch nie. Der *Global Entrepreneurship Monitor* kommentiert: „This makes Luxembourg one of the countries with the steepest drop in fear of failure, and positions it below the European average.“ Für eine Wirtschaft, die innovativ sein soll, ist das eine gute Nachricht, denn Innovationen können natürlich auch schiefgehen. ●



„Die ganz liberale Wirtschaft gibt es nicht mehr“

INTERVIEW: PETER FEIST

Gespräch mit Mario Grotz, CEO von Luxinnovation

Luxinnovation ist Luxemburgs Innovationsagentur, ein Groupement d'intérêt économique, das vom Staat, der Handelskammer, der Handwerkskammer und der Fedil getragen wird. Zu ihren umfangreichen Missionen gehört unter anderem die Förderung von Forschung, Entwicklung, Innovation, Technologietransfer sowie von innovationsbereiten Unternehmen. Mario Grotz ist seit 1. März dieses Jahres CEO von Luxinnovation.

d'Land: Herr Grotz, wozu dient eine Innovationsagentur? Müssten Unternehmen nicht von sich aus innovieren, um konkurrenzfähig zu bleiben?

Mario Grotz: Das geschieht. Aber man muss zwischen Prozessinnovation und Produktinnovation unterscheiden. Prozessinnovationen verbessern die Organisation und die Abläufe im Betrieb. Der Gewinn daraus ist ziemlich offensichtlich, deshalb nehmen die Betriebe solche Innovationen tatsächlich oft, nicht immer, von sich aus vor. Die Entwicklung neuer Produkte und Dienstleistungen ist komplexer. Vielleicht hat ein Betrieb die technologischen Mittel dafür nicht *in-house* und muss sie am Markt einkaufen. Sowieso muss er den Markt in dem Bereich analysieren, wo innoviert werden soll. Wer innovieren will, muss sehr strukturiert vorgehen.

Und dabei ist Luxinnovation behilflich?

Wir unterhalten eine ganze Reihe *Fit4*-Programme. *Fit4Innovation* zum Beispiel ist für Prozessinnovationen gedacht: Wir analysieren mit dem Betrieb die Prozeduren und Prozesse, die verbessert werden sollen, und helfen beim Aufstellen einer Roadmap. Für Produktinnovationen ist der Ansatz breiter. Wir beraten bei der Entscheidung, wo innoviert werden soll, was der Betrieb zu diesem Zweck selber entwickeln kann und was er besser am Markt einkauft. Dort liegt unser Haupt-Mehrwert. Wir helfen auch, Partner in der Forschung für Innovationen zu finden.

Ver gibt Luxinnovation auch Innovationsbeihilfen?

Das macht das Wirtschaftsministerium. Es verfügt über eine ganze Palette von Instrumenten. Wir weisen darauf hin, welche Beihilfen für ein Innovationsprojekt passen, und helfen, den Beihilfenantrag so aufzustellen, dass er vom Ministerium wahrscheinlich akzeptiert wird. Wir schreiben den Antrag nicht, sehen ihn aber durch. Fast alle Dossiers, die mit unserer Hilfe eingereicht werden, gehen durch. Aber natürlich ist kein Unternehmen verpflichtet, Luxinnovation einzuschalten, weder für die Innovation selber noch für Beihilfenanträge.

Die Handelskammer ermittelte vor einem Jahr in einer Umfrage, dass knapp 64 Prozent der Unternehmen in den vergangenen

drei Jahren innoviert hatten. Ist das ein gutes Resultat?

Ja. Aber wenn man genau hinschaut, waren nur 21 Prozent dieser Innovationen Produktinnovationen. Dagegen wurden zu 75 Prozent Prozesse, der Verkauf oder das Geschäftsmodell verbessert. Man sieht, dass Produktinnovationen schwieriger sind.

In der Umfrage gaben die meisten Betriebe mangelnde eigene finanzielle Mittel und die aus ihrer Sicht zu geringe Anreizwirkung von Beihilfen als Haupthindernisse für Innovationen an. Gleichzeitig erklärten 78 Prozent, sie wüssten nicht gut Bescheid über die Beihilfen.

Das hat mich erstaunt. Es ist auch nicht gerade eine Erfolgsmeldung für Luxinnovation. Ich hatte gehofft, dass der Anteil dieser Antwort bei unter 50 Prozent liegen würde. Dass er so hoch ausfiel, liegt vielleicht daran, dass viele Klein- und Mittelbetriebe so tief im Tagesgeschäft stecken, dass ihnen wenig Zeit bleibt, sich über Innovationsförderung zu informieren. Denn dass die Informiertheit mit der Größe des Unternehmens zunimmt, ergab die Umfrage auch.

Sie sind seit 1. März CEO von Luxinnovation. Schon unter ihrer Vorgängerin Sasha Baillie war eine interne Reorganisation der Agentur gestartet worden. Was ist das Ziel?

Luxinnovation ist enorm gewachsen, von vier oder fünf Mitarbeitern seit der Jahrhundertwende auf die hundert heute. Neue Aktivitäten kamen hinzu, jedes Mal entstand eine neue Abteilung. Das führte zu Silos, seit drei Jahren sind wir dabei, die aufzubrechen. Jeder Mitarbeiter war Spezialist auf seinem Gebiet, hatte jedoch keinen Überblick über das große Ganze. Was wir brauchen, ist ein transversales Team, das alle unsere Services kennt. Wir haben immerhin mehr als 70 verschiedene Services. Und nicht nur das, wir müssen auch sagen können, welche Services die anderen Akteure in der Innovation, die Universität und die Forschungsinstitute, zu bieten haben. Denn unsere Mission besteht darin, die mit anzubieten. Wir brauchen also ein transversales Verkaufs-Team. Dahin zu kommen, ist eine beträchtliche Umstellung. Es wird Luxinnovation aber erlauben, größere Innovationsthemen zu bearbeiten, was mit der Silo-Mentalität nicht möglich war.

Luxinnovation soll nicht nur mit Klein- und Mittelbetrieben zusammenarbeiten, sondern auch mit großen?

Das tun wir heute schon, wir decken das ganze Spektrum ab. So unterstützen wir sowohl kleine als auch große Unternehmen bei der Integration von KI in ihre Prozesse. Gleichzeitig arbeiten wir an Projekten, die dem Innovations-Ökosystem

zugutekommen, etwa dem Technologietransfer zwischen öffentlicher Forschung und Unternehmen. Da wirken mehrere Akteure mit, wir haben eine koordinierende Rolle.

Die Wirtschaftstheorie betrachtet Innovation ja so: Innoviert ein Unternehmen nicht aus sich selbst heraus, liegt Marktversagen vor, denn der Produktivitätsgewinn aus der Innovation ist für den Unternehmer nicht interessant genug. Für solche Fälle gibt es Wirtschaftspolitiken und Beihilfen, oder die öffentliche Hand tritt mit Investitionen in Vorleistung. Sie sprechen von 70 Services, die allein Luxinnovation anbietet, und von einer ganzen Palette an Beihilfen vom Staat. Heißt das, Marktversagen tritt systematisch auf, und was sagt uns das über den Kapitalismus heutzutage?

Es sagt uns, dass es die ganz liberale Wirtschaft nicht mehr gibt. Innovation kann teuer sein. Ich meine, vie-

le Unternehmen könnten sich ohne staatliche Hilfe teure Innovationen nicht leisten. Ein anderer Aspekt, und vielleicht keine optimale Entwicklung, besteht darin, dass solche Beihilfen auch dazu dienen, Unternehmen anzuziehen. Ein Unternehmen kann sagen: Kriege ich von dir keine Beihilfe, bekomme ich sie anderswo.

Wenn nicht in Luxemburg, dann in Frankreich?

Nein, in der EU ist der Rahmen für alle gleich. Aber China subventioniert Forschung und Innovation ganz massiv und wurde dadurch in vielen Bereichen der Industrie führend. Dass faire Wettbewerbsbedingungen für alle gewährleistet sind, ist entscheidend. Sie haben Marktversagen erwähnt. Auch das ist ein EU-Thema, sogar ein großes. Bleiben Innovationen aus und ein Unternehmen ist nicht mehr wettbewerbsfähig, kann darunter eine ganze Wirtschaft leiden, wie im Draghi-Bericht nachzulesen ist. In Brüssel wird das disku-

tiert. Die Generaldirektion Wettbewerb der EU-Kommission hat die extrem komplexen Beihilferegeln so formuliert, dass Beihilfen nur bei Marktversagen gewährt werden können. Aus Sicht der Kommission liegt Marktversagen dann vor, wenn ein Unternehmen einen Antrag auf eine Innovationsbeihilfe stellt, ehe es die Innovation in Angriff genommen hat. Man kann das für diskutabel halten. Vielversprechende Innovationen, die ohne vorherige Antragsstellung in Angriff genommen werden, werden abgelehnt. Das passiert Klein- und Mittelbetrieben, die sich im Regelwerk nicht gut auskennen, öfter. Sie sehen aber, dass in der EU das Verständnis von Marktversagen auch ein strategisches ist.

Im Rahmen der AI Factory koordiniert Luxinnovation die Projekte um Supercomputer, KI und Quantencomputer. Ich nehme an, da agieren Sie voll im Marktversagen.

[...]



Face aux mutations technologiques, écologiques et sociétales, la vraie question n'est plus «Quelles compétences possédez-vous ?», mais bien «Êtes-vous prêt à évoluer ?».

Cette capacité à apprendre, s'adapter et construire une trajectoire professionnelle durable, que l'on appelle **travaillabilité**, est désormais au cœur des enjeux de l'emploi.

Au Luxembourg, le CNFPC se positionne comme un acteur public de référence de la formation continue. « Former ne consiste plus seulement à transmettre un savoir, il s'agit de renforcer l'autonomie, l'adaptabilité et la confiance des apprenants », explique Vincent Hieff, chargé de Direction. Pour le CNFPC, **former pour transformer** signifie de préparer chaque individu à affronter un monde du travail en constante évolution.



Un réseau CNFPC à l'échelle du Luxembourg

Présent sur 7 sites à travers le pays, le CNFPC accompagne depuis plus de 40 ans salariés, CEO, demandeurs d'emploi, institutions publiques et privées. Les **formations proposées** couvrent un large spectre : soft skills, digital skills, Industrie 4.0, domotique, intelligence artificielle, électromobilité, drone ou encore économie circulaire. Cette diversité traduit une conviction forte : la réussite professionnelle durable repose autant sur la maîtrise des technologies que sur le développement des compétences humaines.

Au sein du **Learning & Experience Lab**, les apprenants expérimentent l'automatisation et l'innovation tout en cultivant leur esprit critique et leur créativité.

En plaçant la travaillabilité au centre de sa mission, le CNFPC prépare chacun à **devenir acteur de sa carrière**. Comprendre les transitions, développer sa capacité d'apprentissage et coopérer dans un monde en mouvement : autant d'atouts pour construire une travaillabilité durable et un avenir professionnel solide.

“ Nous formons des personnes capables de s'adapter aux changements et de contribuer activement à la société de demain. ”
Vincent Hieff

Et vous, êtes-vous prêts à transformer vos compétences pour relever les défis de demain ?





Treffen in der Startup-Nation: Nexus 2025 im Mai dieses Jahres

[Fortsetzung von Seite 33]

Ein Unternehmen würde so ein Ökosystem nie finanzieren. Es sind Strukturen, die anschließend mutualisiert werden können. Der Staat tritt auch in Vorleistung, um Kompetenzen aufzubauen. Die Frage ist aber, wer bezahlt den Privatsektor dafür, sie zu nutzen? Darüber kann man lange diskutieren.

Man kann nicht davon ausgehen, dass der Privatsektor weiß, wofür er die Kapazitäten eines Supercomputers nutzen kann?

Ich frage mich, ob es richtig ist, dass extrem wichtige Infrastrukturen dem Privatsektor gratis zur Verfügung stehen sollen, nur weil er sie sonst nicht nutzen würde. In Luxemburg wurde ein Geschäftsmodell um die Supercomputer-Projekte aufgebaut. Die anderen EU-Länder haben Supercomputer in Universitäten integriert, dort aber werden sie kaum oder gar nicht von Klein- und Mittelbetrieben und von Start-ups genutzt, da es keine gemeinsame Sprache zwischen den verschiedenen Akteuren gibt. Deshalb haben wir eine Privatgesellschaft gegründet, Luxprovide s.a., sie bietet Rechenkapazitäten für den akademischen Sektor, den Staat und den Privé an. Luxprovide hat auch ein Verkaufs-Team auf, das Unternehmen sucht, die die Infrastruktur benutzen.

Funktioniert das?

Den Supercomputer Meluxina nutzen mehr als 60 Unternehmen. Das ist im Ausland, wo Supercomputer in Unis stehen, bei Weitem nicht so. Viele Länder beneiden uns um unser System. Doch EuroHPC, eine gemeinsame Initiative der EU-Kommission und

der Mitgliedsstaaten, ist der Auffassung, um die Wettbewerbsfähigkeit Europas zu fördern, soll die Nutzung für Unternehmen gratis sein, denn sie nutzen die Computer an Universitäten kaum. Unserem Geschäftsmodell läuft dieser Ansatz entgegen. Wir möchten das investierte Geld durch Nutzungsgebühren zurückbekommen, um in die nächste Generation Supercomputer zu investieren. Doch wenn die Nutzung in anderen Ländern gratis ist, überlegen die Betriebe logischerweise: Wenn ich im Ausland wäre, bekäme ich das kostenlos. Wir diskutieren darüber schon fünf Jahre auf EU-Ebene. Alle sagen, Luxemburg habe es richtig gemacht. Trotzdem gibt es keine Einigung, dass dieses Modell das für Europa sein sollte.

„Ich frage mich, ob eine extrem wichtige Infrastruktur dem Privatsektor gratis zur Verfügung stehen soll, nur weil er sie sonst nicht nutzen würde“

Wie viele Betriebe machen selber Forschung und Entwicklung?

Im Verhältnis zum Bruttoinlandsprodukt sind die Ausgaben für private R&D rückläufig. Vor 20 Jahren machten die Ausgaben für öffentliche und private Forschung zusammengekommen 1,6 BIP-Prozent aus, heute ein Prozent. Der öffentliche Anteil betrug anfangs um die 0,3 Prozent, mittlerweile liegt er bei ungefähr 0,5. Demnach sind die privaten Forschungsausgaben, relativ zum BIP, ein gutes Stück gesunken. Natürlich ist das BIP gewachsen. Die Zahl der Projekte und die Subventionen aus dem Staatshaushalt sind konstant geblieben oder gestiegen. Gemessen am BIP aber gab es einen Rückgang im Privé.

Gibt es dafür eine Erklärung?

Es gibt keine präzise Analyse, aber drei Erklärungsansätze. Nummer eins: Die Struktur unserer Wirtschaft ist speziell, der Finanzplatz spielt eine große Rolle, aber es sind kaum Mutterhäuser hier. Deshalb investiert der Finanzsektor in Luxemburg definitiv weniger, als man meinen könnte. Der zweite Punkt: Unsere Industrie investiert viel in R&D, doch der Anteil der Industrie am BIP ist im Vergleich zu anderen Ländern klein. Drittens: Klein- und Mittelbetriebe haben bei uns im Schnitt 30 bis 40 Mitarbeiter, in Deutschland 250 bis 300. Solche Betriebe investieren extrem viel in R&D, in Frankreich auch. Bei uns dagegen sind die Investitionen durch Klein- und Mittelbetriebe klein. All das kann natürlich keine Entschuldigung sein. Wenn unsere Wirtschaft konkurrenzfähig bleiben soll, müssen wir mehr in die Innovation investieren.

Können Unternehmen gemeinsam innovieren? Luxinnovation hatte sektorielle Innovations-Cluster eingerichtet. Für Umwelttechnologien, für Biotech oder für neue Materialien zum Beispiel.

Der Ansatz hat Grenzen. In Holland zum Beispiel gibt es ein Cluster im Halbleiterbereich. In ihm sind Chip-Designer vertreten, Chip-Produzenten, Hersteller von Maschinen für die Chip-Produktion, und so fort. Vielleicht tausend Betriebe. Das nenne ich ein Cluster, denn dort sind die Akteure beisammen, die gemeinsam Projekte angehen können.

Sie meinen, in Luxemburg fehlen kritische Massen?

Das ist ein zentraler Punkt. Es gab das Automotive-Cluster aus Zulieferern der Autoindustrie. Jeder stellte andere Produkte her, also kam es kaum zu gemeinsamen Projekten. Cluster aus Betrieben des gleichen Gewerbes schienen vielversprechender, doch sie waren zugleich Konkurrenten, das ist auch problematisch. Im Reorganisations-Prozess entschied Luxinnovation, die klassischen Cluster-Aktivitäten einzustellen. Wir stehen aber bereit, wenn Unternehmen von sich aus kooperieren wollen. So etwas zu strukturieren, entspricht ganz unserer Rolle. Wir wollen aber keine Zeit mehr verlieren, um, ich sage es mal provokativ, *Pätt ze organiséieren, fir datt Leit sech treffen, déi herno souwisou näischt méi maachen*. Das haben wir eine Zeitlang getan. Für Cluster wie im Ausland fehlt die kritische Masse.

Luxinnovation koordiniert die Förderung von Startups. Der Koalitionsvertrag der Regierung sieht vor, die Promotion des Lan-

des als „Startup Nation“ zu verstärken. Was bedeutet das?

Die Promotion läuft über Luxinnovation mit der Initiative „Startup Luxembourg“. Ihr gehören alle Akteure im Startup-Bereich an, es geht um ein gemeinsames Branding, ein gemeinsames Narrativ zur Vermarktung. Das ist das eine. Die andere Frage lautet: Sind wir eine Startup Nation oder nicht?

Sind wir eine?

Wir sind auf dem Weg dahin. Für Startup Nation gibt es keine Definition, es ist ein Marketing-Begriff. Paris benutzt ihn, Berlin benutzt ihn. Luxemburg kann sich noch nicht mit ausgereiften Systemen vergleichen, hat aber extreme Fortschritte gemacht bei der Zahl von Unternehmen, den Wagniskapitalgebern, die hier sind, und Services, wie Inkubatoren, oder dem Transfer von Knowhow aus der Uni in Spin-off-Betriebe. Als Standort sind wir für Startups attraktiver geworden. Für die Förderprogramme, die Luxinnovation koordiniert, stellten früher 100 Firmen einen Antrag. Heute sind es 500 bis 600. Andererseits gibt es in Paris 100 Wagniskapital-Fonds, in Luxemburg nicht mal zehn. Es gibt also Bereiche, in denen wir uns weiter entfalten müssen.

Sind Startups vor allem Neugründungen durch Leute, die ein Risiko eingehen und sich Startkapital beschaffen von „Friends, Family and Fools“, wie das Sprichwort lautet? Oder sind es Firmen wie Pony AI, über die vor zwei Jahren das Wirtschaftsministerium sagte, wir haben ein Memorandum of Understanding mit Pony AI, das ist ein Startup? Unlängst hat diese Firma begonnen, Robotaxis hier zu testen.

In San Francisco können Sie diese Taxis per App bestellen.

Das ist aber nicht mehr unbedingt ein Startup?

Es gibt eine Definition der EU-Kommission, die auch im Beihilfen-Gesetz steht. Ein Startup ist demnach eine Firma, die noch keine fünf Jahre alt ist und in deren Kapital keine großen Aktionäre vertreten sein dürfen. Doch das betrifft nur die Regeln zur Vergabe von Geld. Für mich ist ein Startup ein Unternehmen, das eine Technologie hat, die wirklich innovativ ist und skalierbar. Die Skalierbarkeit ist sehr wichtig. Wer ein neues Produkt hat, es aber nur lokal wird verkaufen können, ist kein Startup. Lässt sich das Produkt dagegen schnell auf den Markt bringen und obendrein „querbeet“, dann ist mir egal, ob die Firma fünf oder sechs Jahre alt ist. Deshalb war Pony AI, die zwischen 50 und 100 Autos in San Francisco getestet hatte, als Vertreter des Wirtschaftsministeriums sie besuchten, darunter ich, für mich ganz klar ein Startup. Mit einer neuen Technologie, die getestet wurde, und die, wenn sie funktioniert, ganz schnell skaliert werden kann. Doch Pony AI hätte nicht über unser Gesetz als Startup finanziert werden können. Nur über das Forschungsgesetz.

Ist die Finanzierung von Startups ein kritischer Punkt in Luxemburg?

Der Staat ist großzügig bei der Finanzierung der ersten Phase. Über das Programm *Fit4Start* bekommt man bis zu 200 000 Euro. Natürlich sind „Friends, Family and Fools“ mit ihrem Geld immer dabei. So fängt ein Startup an. Später kann der Staat bis zu 800 000 Euro in den Businessplan investieren, unter der Voraussetzung, dass es noch andere Investoren gibt. Sodass für ein Projekt, das Hand und Fuß hat, bis zu eine Million Euro zur Verfügung steht. Damit hat Luxemburg ein sehr gutes System, das Startups meistens hilft bis zum *proof of concept*, dem Nachweis, dass ein Produkt funktioniert. Um damit auf den Markt zu gehen, und zwar international, weil ein Angebot allein in Luxemburg keinen Sinn hätte, braucht ein Startup noch einmal Geld, manchmal richtig viel. Drei bis fünf Millionen, je nach Hardware-Einsatz noch mehr. Für diese Phase ist Luxemburg durchschnittlich aufgestellt, würde ich sagen. Generell ist diese

Phase gefährlich, weil vielversprechende Startups nicht selten von amerikanischen oder chinesischen Investoren aufgekauft werden. Abhilfe schaffen könnten Wagniskapitalbeiträge in Serien. Doch damit tut die EU sich oft schwer.

Stehen in Luxemburg Wagniskapitalgeber bereit?

Das ist eine Frage von kritischer Masse. Heute gibt es bei uns 700 Startups, wir nähern uns allmählich einer kritischen Masse. Fünf bis zehn General Partners von Wagniskapitalgebern sind jetzt hier. Das sind Teams, die präzise Analysen aufstellen. Sie haben feste Büros hier. Auch der jüngste *Venture Day* im Oktober war ein Erfolg, mehr als 300 Wagniskapitalfir-

men aus ganz Europa nahmen teil, die sich nun offenbar für Luxemburg zu interessieren beginnen. Das war *du jamais vu*.

Wäre es wirtschaftspolitisch auch eine Option, keine Startup Nation sein zu wollen?

Kritiker sagen, gebt das viele Geld doch den vielleicht drei besten Startups. Aber das wird nicht funktionieren, weil dann keine kritische Masse erreicht wird, kein Wagniskapitalgeber hier ein Büro aufmacht. Und Startups kommen dem Ökosystem für Innovation überhaupt zugute.

Wie viele Startups kommen aus dem Ausland, und was zieht die ausgerechnet nach Luxemburg?

Schätzungsweise etwa 75 Prozent kommen aus dem Ausland. Besonders attraktiv ist Luxemburg durch die 200 000 Euro aus *Fit4Start*. Wer eine Idee hat, die sich überall entwickeln lässt, für den sind der Concours mit Coaching durch Luxinnovation plus die Aussicht auf 200 000 Euro durchaus ein Faktor. Außerdem versuchen wir stets, für diese Unternehmen Verbindungen zu den jeweiligen Sektoren hier aufzubauen, sie mit Akteuren zu vernetzen. Luxemburg ist klein, wir empfangen Gruppen von 20 Startups aus Japan oder 20 aus Südkorea. Stellen für sie ein mehrtägiges Programm auf, sodass sie finden: Wenn ich nach Europa gehe, dann bekomme ich in Luxemburg vielleicht eine andere Behandlung als in Paris. Klar

ist aber: Je mehr Masse man hat, desto interessanter ist man.

Und wann ist die kritische Masse erreicht?

Man kann schätzen, dass in den letzten zehn Jahren 700 Startups hier aktiv wurden. Das ist unser Ökosystem. Bedenkt man, nur zum Vergleich, dass ein großer Wagniskapitalgeber tausend Projekte analysiert und am Ende eines finanziert, dann versteht man, dass 700 Startups noch nicht viele sind. Andererseits, als ich 2001 im Wirtschaftsministerium anfang, hatten wir 70. So gesehen, sind wir enorm gewachsen. Doch ich würde meinen, wir müssten deutlich die tausend überschreiten, um dem Ganzen noch mehr Glaubwürdigkeit zu verleihen. ●



HOUSE OF **STARTUPS**

powered by the Luxembourg Chamber of Commerce

INNOVATION
STARTS HERE
IN LUXEMBOURG



The House of Startups’ inspiring innovation campus hosts a community of three incubators and accelerators, the Luxembourg-City Incubator (LCI), the House of Financial Technology (LHoFT), and Le Village by CA, supporting up to 175 startups from a wide range of sectors.

Created by the Luxembourg Chamber of Commerce, the House of Startups connects entrepreneurs with the space, support, and ecosystem they need to grow.

From incubation to collaboration, it’s where ideas scale and innovation thrives. Join the community shaping the future of entrepreneurship in Luxembourg, and beyond.

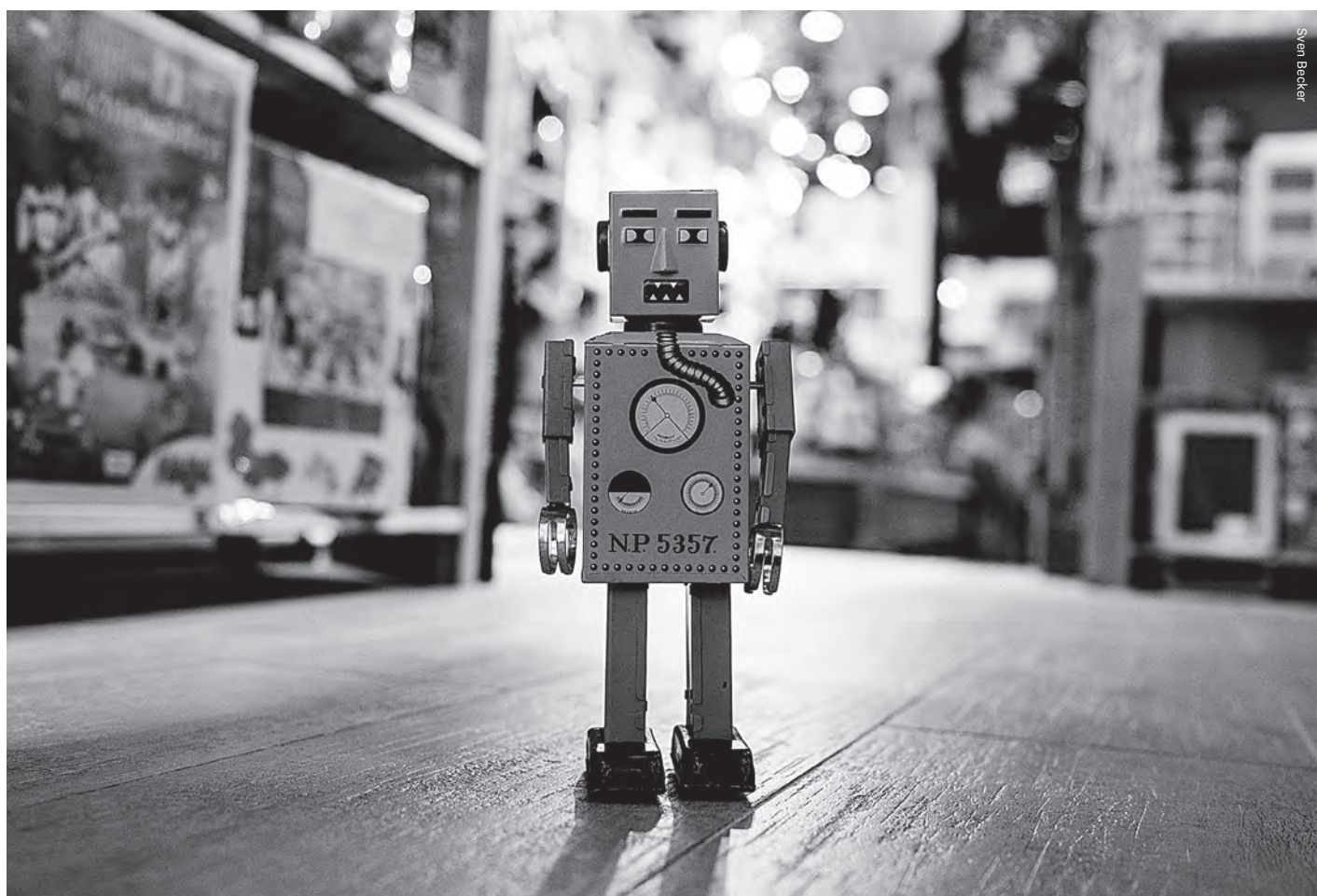


CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

120 Stunden für den Job

III PETER FEIST

Der *Skills-Plang* soll die Weiterbildung Berufstätiger verbessern



In den OECD-Ländern erhielten 2019 Beschäftigte mit hohem Risiko von Jobverlust durch Automatisierung weniger Weiterbildung als Beschäftigte mit kleinem Risiko

Innovation Starts with Research

For 25 years, the FNR has supported ideas that move Luxembourg forward. Explore **25 Examples of Research with Impact** and see how science fuels innovation.



Luxembourg
National
Research Fund

Discover
the
series
online



— fnr.lu



Vergangene Woche stellten CSV-Arbeitsminister Georges Mischo und die Adem den *Skills-Plang* vor. Dotiert mit mit zwei Millionen Euro aus der Staatskasse, sollen Unternehmen ihren Mitarbeiter/innen bezuschusste Weiterbildungen und Neuqualifizierungen anbieten können. *Reskilling* und *Upskilling*, auf Englisch klingt das schicker.

Der *Skills-Plang* ist die erste Fördermaßnahme der Adem für Menschen im Beruf. Dafür wurde der *Code du travail* um ein neues Kapitel ergänzt. Den Gesetzentwurf hatte noch unter der vorigen Regierung LSAP-Arbeitsminister Georges Engel im Parlament eingereicht. Der Motivenbericht zum Entwurf erklärte, „il est urgent d'envisager de nouvelles incitations financières qui répondent de manière plus proactive aux besoins critiques en matière de upskilling et reskilling“. Das war im Juni 2023. Zwei Jahre später ist die *urgence* noch größer geworden. Adem-Direktorin Isabelle Schlessersagt: „Große Veränderungen am Arbeitsmarkt beobachten wir schon länger, aber im Moment geht alles sehr schnell.“

Schon die monatlichen Kurzberichte der Adem künden davon. Der jüngste kam vor einem Monat heraus, stellte für Ende September einen Zuwachs der bei der Adem eingeschriebenen Arbeitsuchenden auf 18 920 fest, 6,7 Prozent oder 1 187 Personen mehr als zwölf Monate zuvor. Dabei sei die Zunahme „particulièrement marquée pour les demandeurs d'emploi les plus qualifiés, dont le nombre a augmenté de 14,1% sur un an“. Wie schon in den Monaten zuvor beobachtet, sei der Zuwachs besonders groß in den Bereichen Buchhaltung, Sekretariat und Assistenz, Informatik und Straßen-transport an gewesen. „Gleichzeitig“,

ergänzt die Adem-Direktorin, gibt es eine große Zahl von Stellenangeboten.“ Ende September lag sie 7,7 Prozent über der zwölf Monnaten zuvor, hatte stärker zugenommen als die Zahl der Stellensuchenden. „Doch obwohl wir viele Kandidaten haben, verfügen sie einfach nicht über die Kompetenzen, die nachgefragt werden.“ Diese Schere gehe immer weiter auseinander. „Das ist meine Hauptsorge“, sagt Isabelle Schlessers.

Dass ein präventives *Upskilling*, das Kompetenzen festigt und ausbaut, und ein *Reskilling* auf eine neue Qualifikation, dem gegensteuern können, scheint logisch. Die Idee hinter dem *Skills-Plang* lautet, dass die Betriebe den Bedarf an Kompetenzen und Qualifikationen für die Zukunft einzuschätzen vermögen und ihn vergleichen mit dem Personal, das sie haben. Mit dem *Skills-Plang* wird gehofft, dass auch Klein- und Mittelbetriebe so etwas tun, die keine Abteilung für Ressources humaines haben. Für sie sind die Fördersätze im *Skills-Plang* besonders hoch, auch der für einen Consultant, der dem Betrieb ermitteln hilft, welchen Bedarf er voraussichtlich haben wird.

In Luxemburg ist die Rekrutierung von Personal im Ausland viel stärker verankert als die Weiterbildung

Ob das klappt, gerade bei Betrieben, deren Hauptsorge darin besteht, dass jeden Tag alles rollt, muss sich zeigen. Eigentlich funktioniert die *formation continue*, die *Reskilling* wie *Upskilling* einschließt, nicht schlecht. „In den letzten Jahren sind neue Akteure hinzugekommen“, sagt Claude Cardoso, stellvertretender Direktor der Salariatskammer (CSL). „Die früheren Weiterbildungen wurden angepasst, wir selber mit unserem Lifelong Learning Center haben das auch getan. Ich denke, das Angebot ist heute besser als vor fünf Jahren.“

Mélanie Achen, stellvertretende Direktorin des nationalen Weiterbildungszentrums CNFPC berichtet, das Zentrum beobachte „kontinuierlich“ den Arbeitsmarkt, stehe mit Betrieben in Kontakt, ziehe Experten zu Rate und erhalte Feedback von seinen Lehrkräften.

Wenn Schätzungen, die schon etwas in die Jahre gekommen sind, noch stimmen, dann ist die Teilnahme an *formation continue* hierzulande ziemlich ausgeprägt, aber nicht für alle. 2016 schätzte das *Adult Education Survey*, 43 Prozent der Erwachsenen hätten innerhalb eines Jahres an einer Weiterbildung teilgenommen. 16 Prozent innerhalb eines Monats waren es laut *Labour Force Survey* von 2020, aber nur sechs Prozent bei lediglich gering Qualifizierten mit hohem Risiko, ihren Job zu verlieren. Die EU-Kommission stellte 2019 fest, dass 32 Prozent der Luxemburger Arbeitgeber „der Mehrzahl ihres Personals“ eine Weiterbildung anboten, doch das lag unter dem EU-Durchschnitt von damals 35 Prozent. In Klein- und Mittelbetrieben waren es noch weniger. Vor allem da soll der *Skills-Plang* ansetzen.

Die Prozedur dafür ist jedoch durchaus aufwändig. Mélanie Achen hofft, dass sie die Betriebe nicht abschreckt. Zunächst muss ein Dossier bei der Adem eingereicht werden. Gibt sie grünes Licht, wird mit einem Consultant analysiert, welche Mitarbeiter/innen Bedarf an Weiterbildung haben, und die passende Maßnahme, die mindestens 120 Stunden dauern sollte, ausgewählt. Das ergänzte Dossier geht an die Adem, und die erkennt die Finanzierung zu.

Jeannine Kohn, Direktionsrätin bei der Salariatskammer, fragt sich auch, ob der *Skills-Plang* viel Anklang finden wird, aber noch aus einem anderem Grund: „In Luxemburg ist es zur Kultur geworden, neues Personal im Ausland rekrutieren zu können. Dagegen viel weniger, die Leute die man hat, weiterzubilden.“

Eine neue Erkenntnis ist das nicht. Sie trat 2023 auch in einer EU-weiten *Eurobarometer*-Umfrage unter Unternehmen zutage: Auf die Frage, was die Rekrutierung von Personal einfacher machen würde, lautete die Antwort aus Luxemburg zusammengefasst zwar an erster Stelle, eine bessere Zusammenarbeit mit der Adem wäre gut. Doch an zweiter Stelle wurden, „erleichterte Prozeduren zur Anerkennung ausländischer Abschlüsse“ gewünscht, gefolgt von „erleichterten Prozeduren für Telearbeit vom Ausland aus“ und für die „Rekrutierung von Personal aus Nicht-EU-Staaten“. Dagegen gaben die Luxemburger Unternehmen doppelt so häufig „Zeitmangel“ als Hindernis zur Organisation von „Trainings“ an, als Betriebe aus skandinavischen Ländern, wo Weiterbildung viel stärker verankert ist. Aber vielleicht ändert diese Einstel-

lung sich ja, da in der Großregion, wie Adem und Handelskammer schon seit einem Jahr übereinstimmend analysieren, sich nur noch Frankreich rekrutieren lässt, jedoch viel weniger als früher. Und *Baromètre de l'économie* der Handelskammer vor einem Jahr, das einen Fokus auf Innovation legte, wurden Schwierigkeiten, geeignete Arbeitskräfte zu finden, als wichtigstes betriebsinternes Hindernis für Innovationen genannt.

Claude Cardoso von der CSL fügt hinzu, selbst wenn für den *Skills-Plang* ein Consultant zur Verfügung steht, müsse der Betrieb dennoch antizipieren, was er braucht. „Aber viele Betriebe antizipieren nicht, Klein- und Mittelbetriebe jedenfalls.“ Dass erfahre die CSL von Personaldelegierten. „Um

herauszufinden, was man braucht, ist Sozialdialog der beste Weg.“

Eine wichtige Frage sei auch die, was Beschäftigte, die um ihren Job fürchten, tun können, wenn ihr Betrieb sich nicht für einen *Skills-Plang* interessiert. Im Moment lautet die Antwort: Nicht viel. Außer, sich im Abendunterricht selber weiterzubilden, in der Hoffnung, dass das hilft, oder eine neue Ausbildung aufzunehmen und ganz von vorne anzufangen.

Letzteres geschieht womöglich immer häufiger: Adem-Direktorin Isabelle Schlessler stellt fest, dass dieses Jahr die Zahl der Erwachsenen-Lehrverträge erstmals die für ein *apprentissage initial* übertraf. Dass Berufstätige selber über den *Skills-Plang* nichts

unternehmen können, räumt sie ein: „Das ist anders als etwa in Deutschland, wo sie eine von der Bundesanstalt für Arbeit finanzierte Weiterbildung bekommen können, auch wenn ihr Betrieb nicht Bescheid weiß.“ Bei der Ausarbeitung des Gesetzentwurfs sei das erwogen, aber verworfen worden: Zum einen sei es sinnvoll, wenn der Betrieb eingebunden wird, zum anderen sei es womöglich nicht selbstverständlich, dass von einem System ähnlich dem deutschen Gebrauch gemacht würde: Während Covid-19 hatte die Adem an Personen in Kurzarbeit Gutscheine für E-Learning verteilt. Doch die Bons seien nicht genutzt worden. Ob das heute anders wäre, kann natürlich niemand wissen. Doch die Lage auf dem Arbeitsmarkt ist nicht mehr mit der 2020 zu ver-

gleichen. Damals herrschte noch die Auffassung vor, jede Informatiker-Stelle sei krisensicher. Heute dagegen gilt der Beruf offiziell nicht mehr als knapp und gesucht werden Informatiker-Profile, die die Adem unter den bei ihr Eingeschriebenen nicht hat.

Mélanie Achen vom CNFPC denkt noch weiter über den *Skills-Plang* hinaus: Vielleicht würden in Zukunft viele Berufe aus einer Sockel-Kompetenz bestehen und auf dieser Weiterbildungen zur Regel. Vielleicht werden viele Berufe so unsicher, dass es darauf ankommen wird, aus dieser Unsicherheit den größtmöglichen Nutzen für Betriebe und Beschäftigte zu ziehen.“ Das sei jedoch eine ganz persönliche Überlegung ihrerseits. ●



INSTITUT
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE
LUXEMBOURG

Faites décoller vos innovations !

Boost IP



La session de coaching **gratuite** pour vous
informer sur la protection de vos **innovations**
et créations.

Marques | Dessins ou modèles | Brevets | Droits d'auteur

Informations et prise de rendez-vous
sur **www.ipil.lu**



SME fund



Cofinancé par
l'Union européenne



EUIPO
OFFICE DE L'UNION EUROPÉENNE
POUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie



INSTITUT
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE
LUXEMBOURG



BOIP
Brevet d'Invention
Intellectual
Property

L'EUIPO ne peut être tenu pour responsable de l'usage qui pourrait être fait de l'information contenue dans cette communication.

Generation Z an der Uni

III PETER FEIST

Die Suche nach dem Studieren, das „Sinn hat“

Unterscheidet Student/innen der Generation Z etwas von früheren Jahrgängen? – Eine Menge, sagt Philippe Hiligsmann, an der Universität Luxemburg Vizerektor für Akademische Angelegenheiten. „Sie wünschen sich Aktivitäten, in denen sie sich engagieren können. Die Kurse müssen Sinn für sie haben. Theorie um der Theorie willen interessiert sie

tendenziell weniger als Studenten früherer Jahrgänge.“

Eine exklusiv Luxemburger Feststellung ist das nicht. Philippe Hiligsmann, seit einem Jahr in seinem Amt an der uni.lu und vorher fünf Jahre auf dem gleichen Posten an der Université catholique in Louvain tätig, hat sie auch dort gemacht. Und die Januar-Ausga-

be der US-Zeitschrift *The Chronicle of Higher Education* mit dem Fokus „Understanding the Gen Z student“ beschrieb, was Hiligsmann den Wunsch nach „Sinn“ nennt, mit „a transactional view of the college experience“.

Um zu erklären, was das genau bedeutet, fließt viel wissenschaftliche Tinte. Sicher scheint: Covid-19 mit

social distancing und Lernen per Videokonferenz hat alles verstärkt. Ein Artikel, der dieses Jahr in der Fachzeitschrift *Active Learning in Higher Education* erschien, illustriert das: An drei Universitäten in England wurden im Herbst 2023 Interviews mit 40 Studentenvertretern durchgeführt: Online-Lernen und Videovorlesungen hätten es nicht nur erlaubt, der Dar-

bietung eines Professors zu folgen und nebenher zu essen, sondern auch die Frage aufgeworfen, wie Qualität und Nutzen der Lehre empfunden werden. Hiligsmann beobachtet das auch: „Finden Studenten, eine Vorlesung bringt nichts, bleiben sie bei der nächsten weg.“ Suchen sich das Material auf digitalem Weg und lernen alleine. Weniger neugierig als frühere Jahrgänge sei die Generation Z keineswegs.

Covid-19 ist lange her. Auf die Unis schlägt zurück, dass sie Online-Lehre als Innovation eingeführt haben und Studienmaterial digital zur Verfügung stellen. Da die Gen Z als *digital native* gilt, die ihr Leben per Smartphone organisiert, verwundert nicht, dass Student/innen die physische Teilnahme am Unterricht gegen Prioritäten abwägen, die sie noch haben: Geld verdienen und Partys feiern etwa. Mit digitaler Hilfe organisieren sie das für sie individuelle Optimum aus Zeitaufwand und vermutetem Nutzen.

Die uni.lu reagiert darauf auf zwei Wegen. Neuerdings vergibt sie ein *Certificate for Student Engagement and Leadership*. Honoriert mit ECTS-Punkten werden Tätigkeiten in Studentenorganisationen und als Studentenvertreter, sowie die Teilnahme an Karriere- und Kultur-Workshops. Das soll einer Vereinzelung der Student/innen entgegenwirken, die digitale Selbstorganisation mit sich bringen kann, und ihnen Zusatzkompetenzen verschaffen. Philippe Hiligsmann hat das Konzept in Louvain entwickelt. In einer Befragung unter Alumni der UCL, sagt er, hätten 51 Prozent erklärt, so ein Engagement habe sich positiv auf ihren Berufsweg ausgewirkt. Den Zusammenhalt auf dem Campus gestärkt habe es auch.

Die andere Neuerung ist das seit dem 1. September bestehende Institute of Innovative Teaching and Learning. Es soll neue pädagogische Konzepte fördern und Ideen verallgemeinern, die es an der Uni vielleicht schon gibt, die aber nicht bekannt genug sind. „Dass partizipatives und projektbezogenes Lernen bei den Studenten gefragt ist, wissen wir und wenden es an.“ Theorie werde so leichter verständlich. Die günstige Ratio zwischen der Zahl der Student/innen und der Professor/innen an der uni.lu erleichtere den Ansatz. Die Ideen, die das neue Institut hervorbringt, sollen unter Teilnahme der Student/innen entstehen. Und nicht nur gedacht sein für eine Anwendung im kleinen Kreis, sondern an der ganzen Uni, um deren Pädagogie insgesamt voranzubringen. Wobei innovativ „nicht unbedingt digital oder mit Einsatz von Technologie heißen soll“, betont der Vizerektor. Es könnten eben gerade Projekte sein, in denen überlegt wird, wie die Student/innen in die Kurse eingebunden werden können. Klar sei, sagt Philippe Hiligsmann, dass Engagement und Motivation der Student/innen nicht von vornherein gegeben sind. Und eine Universität, die sich und ihre Methoden nicht in Frage stellt, habe „ein Problem“. ●



LUXINNOVATION
#MakingInnovationHappen

Inspire

Connect

Assess

Fund

Making innovation happen

Accélérez vos projets d'innovation

Luxinnovation est le catalyseur qui donne forme à vos ambitions. Quelle que soit la maturité de votre projet innovant, il y a un service ou un programme adapté. Nos experts sont là pour vous inspirer, évaluer votre potentiel, vous connecter aux partenaires pertinents et faciliter l'accès aux financements adaptés.



LUXINNOVATION.LU